



# Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE ★★

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14785 - 7 F.

MARDI 11 AOUT 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Un nouveau geste de M. Rabin

## Israël va autoriser les contacts avec l'OLP

La vérité en face

L'ÉCRIVAIN israélien David Grossman reproche à ses compatriotes leur aveuglement politique, à force de trop avoir les Arabes à l'envers. Voilà un grief que M. Itzhak Rabin pourrait bientôt ne plus encaisser. Homme pressé, le premier ministre de l'État juif a pour principal mérite de vouloir regarder la réalité en face. Son intention, confirmée dimanche 9 août, de rendre caduque dès l'automne la loi interdisant tout contact avec l'OLP illustre avec quelque éclat le pragmatisme lucide qui, rompant avec l'immobilisme tête du Likoud, régit désormais à Jérusalem.

Certes, cette décision relative à la poursuite du bon sens. Tenue aujourd'hui pour « stupide » par l'équipe travailliste, la loi sur les rencontres était devenue obsolète, au point que M. Itzhak Rabin lui-même avait dû renoncer, en fin de règne, à l'appliquer. Dès lors, Israël avait tout intérêt à rendre un texte qui tenait si longtemps son image. Nul ne doute que la nouvelle Knesset répondra, sur ce point, aux vœux du pouvoir, lors de sa rentrée d'octobre.

On aurait pourtant tort de minimiser la portée symbolique de ce geste aux yeux d'une bonne partie des Israéliens. N'ont-ils pas, pendant de longues années, entendu la majorité de leur classe politique excommunier l'OLP, au nom de la lutte légitime contre le terrorisme, que la centrale palestinienne pratiquait l'inspiration ou le désespoir ? Ne leur a-t-on pas répété à satiété que l'État juif ne négocierait jamais - au grand jamais - avec l'organisation de M. Arafat ?

L'OLP du comment s'en débarrasser : à ce jeu, Israël a, en fin de compte, perdu. Mais au bénéfice de la plus grande victoire sur lui-même, celle qui permet peu à peu de « surmonter sa peur ». En confirmant sa nouvelle histoire, à la fin de 1988 - adoption de la résolution 242 comme base du processus de paix, reconnaissance implicite de l'État juif, renonciation solennelle au terrorisme - l'OLP a, pour sa part, amplement contribué à l'évolution des esprits chez l'adversaire.

PENDUE publique à la veille de la rencontre entre M. Rabin et M. Bush, l'initiative de Jérusalem participe aussi de l'entreprise de « reconquête » des consciences menée par les travaillistes. L'amendement de la « loi anti-OLP » est l'une des mesures de confiance souhaitées de longue date par les États-Unis, qui se sont déjà félicités du gel des implantations juives dans les territoires occupés et de la réouverture du Centre d'études arabes de Jérusalem-Est. M. Rabin aura vraiment fait tout son possible pour obtenir la garantie bancaire américaine de l'emprunt de 10 milliards de dollars dont il a tant besoin. Tout cela ne signifie pas qu'un dialogue direct entre Israël et l'OLP soit concevable dans l'immédiat. Loin de là. Mais en transgressant un nouveau tabou, M. Rabin reconnaît tranquillement une vieille loi géopolitique : on ne choisit pas son ennemi, et c'est avec lui qu'il faudra, le jour venu, faire la paix.



Battu aux élections après treize ans de pouvoir

## Le président du Congo reconnaît sa défaite

Le président du Congo, M. Denis Sassou Nguesso, s'est incliné, samedi 8 août, devant le choix des électeurs. Arrivé en troisième position au premier tour de l'élection présidentielle, il a reconnu sa défaite, après avoir, pendant treize ans, dirigé son pays d'une main de fer. Il est le quatrième chef d'État africain à s'effacer à la suite d'élections, après ceux du Cap Vert, du Bénin et de la Zambie.



Lire page 5 l'article de CATHERINE SIMON.

## Les Occidentaux, l'ONU et les secours aux civils de Bosnie

Les responsables serbes de Bosnie ont invité la Croix-Rouge à visiter les camps de détention situés dans cette République. Ils n'ont toutefois pas fourni de liste de ces camps. Des centaines de prisonniers auraient été transférés vers d'autres régions. Le CICR doit engager des pourparlers pour fixer les modalités de ces inspections. A New-York, les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne étaient sur le point, lundi 10 août, au Conseil de sécurité des Nations unies, de parvenir à un accord sur un projet de résolution autorisant l'usage de la force pour assurer la protection des convois humanitaires en Bosnie-Herzégovine.

Alors que Sarajevo connaissait une certaine accalmie, lundi matin, de violents affrontements se poursuivaient entre forces serbes et musulmanes à Gorazde. La veille, ces combats avaient fait dans cette ville assiégée depuis quatre mois plusieurs morts et près de vingt blessés.

Lire page 3 l'article d'AFSANE BASSIR POUR et DOMINIQUE DHOMBRES

## La presse algérienne sous surveillance

Le gouvernement algérien a interdit, samedi 8 août, trois journaux, le *Matin*, le *Nation* et le *Djezzir El Youm*. Ils sont accusés soit d'avoir diffusé de fausses nouvelles, soit d'avoir adopté un ton « mégalomane », portant ainsi atteinte aux « intérêts supérieurs du pays ». D'autres publications pourraient être prochainement les victimes de mesures analogues.

Cette décision intervient après celle du Haut Comité d'État, annoncée le même jour dans un communiqué, de « mettre en place une stratégie complète et coordonnée visant à s'attaquer aux maux qui rongent notre société ». « Des actions, poursuit la direction collégiale algérienne, seront engagées dans les semaines qui viennent pour que soient promulguées des dispositions législatives appropriées, notamment dans les secteurs de la justice, de l'information et de la sécurité publique, afin que prévienne l'autorité et la crédibilité de l'État au service du citoyen. »

Lire page 20 l'article de GEORGES MARION

## Barcelone médaille d'or

La capitale catalane a vibré pour un grand spectacle olympique sans émotions fortes

BARCELONE

de notre envoyé spécial

« Vous ne serez plus là, et nous non plus, avant que les Jeux n'accablent une équipe perdue. » Avec un brin de vanité qu'autorise son rang de plus grand star du basket-ball américain et donc mondial, Michael Jordan a dressé à sa manière son bilan olympique à l'issue de la finale gagnée (117-85) par les États-Unis contre la Croatie.

Attendue comme l'attraction des XXII<sup>e</sup> Jeux olympiques d'été, l'équipe de rêve a tenu ses promesses sportives.

La plus fabuleuse sélection des meilleurs joueurs de la National Basketball Association (NBA) a fait honneur à sa réputation en remportant tous ses matches avec un écart moyen de 40 points. Réunis sur la plus haute marche du

podium le plus riche en dollars de l'histoire de l'olympisme, les basketballers américains ont affirmé avoir vécu à Barcelone une parenthèse inoubliable dans leur carrière professionnelle.

« Nous sommes habitués à entendre l'hymne national américain avant les matches de la NBA, mais l'émotion n'est pas comparable avec celle que j'ai ressentie ici, où nous avons joué pour les États-Unis. Mon

corps tremblait sur le podium », affirmait Earvin « Magic » Johnson, le très charismatique capitaine de cette sélection.

GÉRARD ALBOUY

Lire la suite page 8 et les articles de nos autres envoyés spéciaux MICHEL BOLE-ROCHARD, JÉRÔME FENOGLIO, CORINE LESNES et BÉNÉDICTE MATHEU pages 7 à 10

ALAIN DECAUX

de l'Académie Française

## Le Tapis rouge



Un document rare - L'EXPOSE ■ Riche en portraits, anecdotes, petites histoires - LIBRE ■ La malice d'un Candide - LE NOUVEAU CASER ■ Savoureux : un homme libre - LE FIGARO ■ Admirable-ment écrit - LA GUYE ■ Humour, verve et précision... une plaisante leçon de politique et d'histoire - LE POINT ■ Vous ne le lâcherez plus quand vous l'aurez ouvert - OUEST-FRANCE ■

Perrin

L'ÉTÉ FESTIVAL

## Balthus chez Courbet

ORNANS (Doubs)

de notre envoyé spécial

Balthus chez Courbet, dans sa maison devenue musée, ses portraits à quelques pas de l'Autoportrait à Sainte-Pélagie de 1872, ses paysages de falaises et de champs à proximité des paysages d'Ornans et du Léman, ses nus aux murs du peintre de la Femme au perroquet et de la Femme au miroir : ce serait peu dire que la rencontre a du sens. Elle tient de l'action de grâce, de l'hommage, de la déclaration d'amour et de la querelle de famille. Balthus vénère Courbet. Balthus se mesure à Courbet.

Sur sa préférence, il s'est expliqué. Il affirmait dans le *Monde* daté 4-5 août 1991 : « Il n'existe aucune différence entre la peinture d'Extrême-Orient et celle des Siennois du point de vue de leur philosophie. En Occident, la rupture intervient plus tard, à la Renaissance, quand la perspective introduit une conception plus « réaliste », comme on dit, de la représentation. Cette conception n'est pas la mienne. Ce n'était pas non plus celle de Courbet, du reste. On le dit réaliste, c'est absurde. Des peintres occidentaux, Courbet est, avec les Siennois et Brueghel, des très rares qui rejoignent les Chinois. Tous ont en commun la même concep-

tion (...) qui ne tend pas à la représentation des choses mais à l'identification. »

Par ce mot, il entend la capacité de pénétrer comme à l'intérieur de l'objet et d'en fixer non point les contours et les surfaces mais la substance, les qualités essentielles, la structure interne et la densité. La peinture telle qu'il la conçoit et l'admire en Courbet n'est pas affaire de figuration mais de compréhension, d'intelligence et non de description.

L'exposition d'Ornans se veut la démonstration de ce principe, appuyée par l'exemple et le voisinage d'un garant décisif. Autant dire qu'elle échappe aux catégories ordinaires, ayant été réunie avec l'assentiment et, peut-on croire, sous l'autorité de l'artiste. Ni rétrospective, ni simple rassemblement de tableaux, elle tient du manifeste - absolument inactuel - et du colloque à voix haute.

PHILIPPE DAGEN  
Lire la suite page 11

Lire également

- Jazz à Uzeste et Marciac
- Le contrat bien rempli de Paris Quartier d'été page 11

## Le Maroc à portée d'Europe

L'économie du royaume est en convalescence après dix années d'ajustement structurel.

Lire page 13 l'article d'ÉRIC FOTTORINO

## La mort du chef spirituel des chiïtes

L'ayatollah Khomeini a été inhumé discrètement en Irak.

Lire page 5 l'article de FRANÇOISE CHIPAUX

## Un point de vue de M. Patrick Devedjian

Le député RPR des Hauts-de-Seine défend les hommes politiques.

Lire page 6

## Tina Brown de « Vanity Fair » au « New Yorker »

L'itinéraire de la nouvelle directrice du magazine élitiste américain.

Lire page 12 l'article de SERGE MARTI

Le sommaire complet se trouve page 20



En mai 1572, le dernier Inca, Tupac Amaru, est décapité sur la place de Cuzco. Son peuple a résisté aux Espagnols pendant quarante ans. Aujourd'hui, dans les bidonvilles de Lima, on recueille les derniers échos de l'étrange espoir millénariste que cette exécution a fait lever : l'oppression cessera quand le corps de l'Inca martyr aura repoussé.

Par CARMEN BERNAND

**A** travers la forêt tropicale, l'Inca Tupac Amaru et sa famille accompagnés de guerriers azuéis, essayaient de rejoindre la contrée des *Manaris*, à l'est des crêtes ennemies de la cordillère. Ils avaient laissé derrière eux des terrains brûlés, pour affamer les Espagnols que le vice-roi avait envoyés à leurs trousses ; dans le sol humide, ils avaient piqué des roseaux effilés comme des lames pour transpercer les pieds des fantassins lancés à leur poursuite. L'heure était grave, mais l'Inca trainait, car sa jeune épouse était enceinte et avait du mal à avancer. Pour la soulager, il lui prit son baluchon, bagage désirable où elle avait rassemblé ses affaires les plus précieuses. Dans la hâte du départ, ils avaient laissé leurs derniers biens dans la cité de pierre, espérant sans doute pouvoir y revenir un jour.

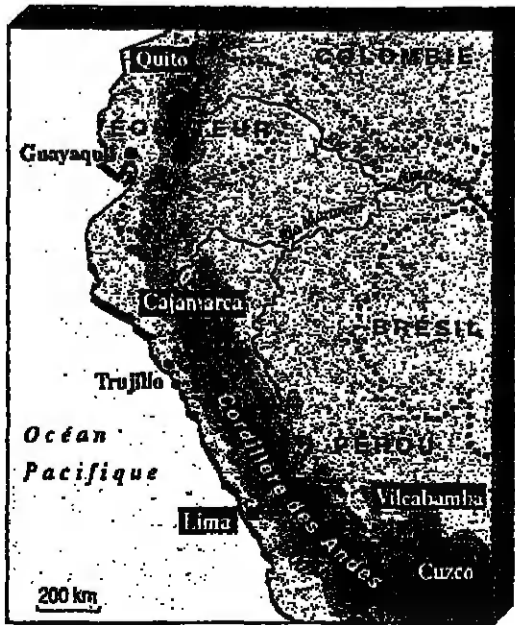
Un petit groupe les devança, traquant sur une piste, le Prince de la Lune du Soleil. L'astre était le Père des Incas et la sphère en or, à laquelle le prince était très attaché, contenait les cendres des cœurs de ses ancêtres. Cet objet vénérable était le dernier lien qui le rattachait aux siens.

Les dernières lunes qui avaient précédé sa fuite en cette année de 1572 avaient été chargées d'augures sinistres. Une épidémie avait ravagé la région de Vilcabamba et décimé une population déjà réduite à quelques centaines d'individus. Les ponts naguère si bien gardés qui les protégeaient des incursions espagnoles avaient été désertés par les sentinelles, ouvrant aux étrangers les portes de ce refuge jusque-là inexpugnable.

Tupac Amaru n'était pas né lorsque Pizarro et ses hommes capturèrent à Cajamarca l'Inca Atahualpa, en 1532.

Un trait suffit d'une journée pour que le destin d'un empire bascule. Cette conquête si rapide avait été facilitée par les dissensions qui opposaient les deux fils de Huayna Capac, prétendants au trône de l'Empire des Quatre Quarters. L'un résidait à Cuzco, la capitale, et s'appelait Huascar. L'autre, Atahualpa, était par sa mère originaire de Quito, située dans les marches septentrionales. Au terme d'un combat sans merci, Huascar périt assassiné sur ordre de son frère et Atahualpa fut exécuté par les Espagnols, après leur avoir donné des trésors exorbitants pour payer sa rançon. Avant de subir la peine capitale du garrot, l'Inca se convertit au christianisme pour échapper au bûcher. Car, depuis des temps immémoriaux, les Incas embaumaient les cadavres des princes; ces momies étaient liées à la fécondité de la terre et à la prospérité, et un culte compliqué était célébré en leur honneur. L'anéantissement du corps représentait en effet le pire des châtements. Atahualpa, du reste, avait confié à ses proches qu'il reviendrait un jour, car son père lui avait redonné la vie. C'est l'erreur dans l'égide de laquelle il périt. Trois ans après, son corps fut exhumé et transporté secrètement à Quito. Personne ne connaissait le lieu de sa sépulture.

Après l'exécution d'Atahualpa en 1533, les Espagnols cherchèrent à introniser un souverain qui leur serait favorable, car ils ne pouvaient pas poursuivre la conquête du Pérou sans la bienveillance des princes. Ils se tournèrent alors vers les parents proches du défunt Huascar, et l'un de ses frères, Manco, fut couronné Inca à Cuzco sous



*Sous la direction de Jean-Pierre Rioux*



**Le supplice  
de Tupac Amaru.  
Extrait de  
la Cronica  
e buen gobierno  
de Juanan Poma  
de Ayala (fin  
du XVI<sup>e</sup> siècle).**

**Le vice-roi Francisco de Toledo était décidé à éliminer les prétendants légitimes au trône : il condamna les parents du dernier Inca à l'exil et maria la nièce de Tupac Amaru à un capitaine espagnol.**

était un homme expéditif : l'enclavé igne de Vilcabamba devait être métrotyé à tout prix. Pour ce faire, une armée sous les ordres de Hurtado de Mendoza Arbieto (l'un des capitaines qui le secondait s'appelaient Martin Garcia de Loyola, arrière-neveu d'Ignace, le fondateur de la Compagnie de Jésus). Parmi les membres de l'expédition il y avait de nombreux Indiens et des métis, ceux-là mêmes qui, jadis, étaient allés rendre visite à Titu Cusi. Les Espagnols foncèrent sur Vilcabamba sans rencontrer de grande résistance, car la plupart des indigènes avaient déjà fui; ils se séparèrent en plusieurs colonnes et, dans la forêt pour capturer le dernier Inca, ils ne tardèrent pas à intercepter le cortège qui transportait l'image du Soleil, mais ils eurent beau ratisser les pentes boisées, Tupac Amaru demeurait introuvable.

L'Inca et les siens étaient arrivés au bord d'un large fleuve; de l'autre côté se trouvait le pays des Manaris, et la voie du salut. Sur le point

d'accoucher, sa femme était devenue craintive. L'immensité de la forêt, la largeur du fleuve, la fragilité du radeau qui devait les transporter sur l'autre rive, l'effrayaient, et ses réticences retardaient l'embarquement. Ils marchèrent que, tout loin de la Garcia, un Loyola avait rencontré des pêcheurs, ces mêmes gens qu'ils avaient croisés quelques heures auparavant et qu'ils croyaient leurs amis. Le capitaine avait remis au chef de ces sauvages des tissus et des plumes et, en échange, il avait appris l'endroit où Tupac Amaru ait arrêté. Pour gagner sa confiance, on dépêcha deux métis appartenants à l'Inca par leurs parents; ces deux métis avaient que, Tupac Amaru et sa suite ne fussent embarqués. « N'ait pas peur », lui dirent-ils, « ton neveu a été pris par les Espagnols et il est bien traité à Vilcabamba. »

## 19. – La tête sans corps de Tupac Amaru

l'égide de Pizarro. Cette alliance fut de courte durée. Manco essaya de prendre ses distances et le frère de Pizarro le tenait prisonnier, le réclama pour un rançon, comme si l'Inca n'eût fait naufrage avec Atahualpa. L'Inca subit de la part de ses geôliers les pires humiliations ; il réussit toutefois à déjouer leur vigilance et put la fuite vers l'orient. Il installa sa cour à Vilcabamba, petite cité en bordure de la cordillère, et, de là, il harcela sans fléchir les Espagnols, pillant leurs domaines, capturant leurs animaux, tuant leurs marchands et leurs soldats et s'emparant de leurs armes à feu. Pour contrer la guérilla, les Espagnols remplacèrent Manco par un de ses frères, Paullu, qui devint alors le nouvel Inca de Cuzco. C'est ainsi que pendant plusieurs années la noblesse inca fut soumise à l'arbitraire des Espagnols. Les uns ne reconnurent l'autorité de Paullu et par conséquent celle de ses alliés, les Espagnols ; les autres, moins nombreux, essayaient de rejoindre Manco dans son refuge de la forêt. Les

filis de l'Inca, appelé Sayri-Tupac, lui succéda. Cédant aux promesses des Espagnols et de ses propres parents, qui avaient rejoint le camp des étrangers et jouissaient de privilèges à Cuzco, Sayri Tupac abandonna la cité de la forêt et s'installa avec son épouse, qui était aussi sa sœur, dans la vallée de Yucay, près de l'ancienne capitale de l'Empire. A Vilcabamba, Titu Cussi, un enfant bâtard de Manco, prit le pouvoir, et Tupac Amaru, plus jeune que son frère, se chargea du culte de la momie paternelle.

Titu Cussi essaya de luyouver avec habileté. Il fit croire aux Espagnols qu'il se rendrait comme son frère Sayri Tupac, sans cesser pour autant de poursuivre la guerre de harcèlement contre les caravanes et les émissaires des envahisseurs. Poussé par des métis de Cuzco, il envisagea même de diriger un vaste soulèvement pour chasser les Espagnols du Pérou. Afin de cacher son jeu, et sans doute aussi pour mettre de son côté le Dieu tutélaire de ses ennemis, Titu

**Atahualpa préféra mourir garrotté plutôt que sur le bûcher car les Incas, qui embaumaient les cadavres des princes, conféraient à ces momies un rôle dans la fécondité de la terre et la prospérité du pays.**

et à ses proches, ce qui le rendait très vite odieux. Titu Cussi ne désarmait pas et continuait à célébrer, à la barbe des prêtres, les banquets et les rites traditionnels. Un soir qu'il avait bu immodérément, il se sentit mal et envoya chercher Diego Ortiz. Quand celui-ci arriva au chevet du souverain, il était trop tard : l'Inca croula et terrassa l'apôtre. Ortiz fut comblé par le bailli de rassurer, sans l'existence du Christ, le missionnaire baltait des explications qui semblaient à ses hôtes une drôlerie. A l'aube, et malgré les prières du religieux, le corps de Titu Cussi ne pouvait trouver repos.

Alors Tupac Amaru, élu par ses pairs dans la charge d'Inca, donna l'ordre de massacrer celui qu'il considérait comme un imposteur. Le foule ébahie s'empara de Diego Orta et le traîna dans les rues de Cuzco, comme on avait l'habitude de le faire avec les divinités des peuples vaincus. Le supplice du prêtre dura plusieurs jours; les Incas eurent le loisir de lui faire subir les différentes étapes de la passion du Christ, qu'il lui avait apprises dans ses prêches. Son cadavre fut enterré, la tête en bas, pour qu'il ne pût pas s'envoler vers le ciel et rejoindre son dieu.

An bout de quelque temps les langues se délièrent et la nouvelle du martyre de Diego Ortiz parvint jusqu'aux oreilles du vice-roi, qui se trouvait à Cuzco. Don Francisco de Toledo

L'Inca se laissa capturer sans offrir de résistance. D'ailleurs, que pouvait-il faire d'autre ? Garcia de Loyola conduisit ses prisonniers à Vilcabamba et attendit les ordres du vice-roi avant de les ramener à Cuzco, enchaînés. La colonne entra dans l'ancienne capitale de l'Empire des Quatre Quartiers avec son précieux butin, sous les applaudissements de la foule en liesse. Lorsqu'ils passèrent devant la fenêtre du vice-roi, Tupac Amaru et son neveu Quispe Tito — un des fils de Titu Cussi — refusèrent de se découvrir. Martin de Loyola, indigné par ce comportement, frappa l'Inca. Avec dessein, le souverain enchaîné répondit qu'il ne s'abaîsserait que devant le roi lui-même.

Les prisonniers furent alignés dans la maison de Carlos, un des cousins de Tupac Amaru, rallié à la cause des Espagnols. Dans l'espoir d'obtenir la clémence du vice-roi, il avait embrassé la vieillesse chrétienne, mais Toledo resta intraitable, malgré de nombreuses interventions en faveur du prince déchu. Condamné à la peine capitale, Tupac Amaru fut promené dans les rues de la ville, monté sur un mulet, les mains attachées et la corde au cou, tout habillé de noir. A l'entrée de la place, un groupe de femmes de tous âges éclata en sanglots; de la foule rassemblée pour assister au supplice s'éleva une immense clameur. D'un geste solennel, l'Inca imposa le silence et tendit avec courage sa tête au bourreau.

Après la décapitation du dernier Inca, ses parents furent condamnés à l'exil. Le vice-roi l'ordre était donné à éliminer tous les prétendants légitimes au trône de l'Inca : il maria donc le capitaine Loyola avec la nièce de Tupac Amaru, inaugurant une alliance renouvelée à la génération suivante entre les jésuites et la maison royale inca.

Mais, pendant toute la période coloniale, jusqu'à about du dix-neuvième siècle, des individus se proclamant les héritiers des Incas et essayant de rallier à leur cause les Indiens et les métiés surgirent dans toute la région andine. Messies, illuminés ou imposteurs, aucun d'eux n'a atteint la gloire de Tupac Amaru II, descendant véritable de l'Inca décapité, qui prit la tête d'une rébellion qui le menaça sérieusement la couronne d'Espagne, à la fin du dix-huitième siècle. Tupac Amaru II fut supplicié à son tour, et sa fin s'inscrivait dans le destin tragique des Incas.

Le rêve et l'utopie se substituent alors à la révolte. La légende du retour de l'Inca, qui avait sans doute germé à la mort d'Atahualpa, fut renforcée par les exécutions successives des Incas Tupac Amaru, à deux siècles d'intervalle. Nous ignorons les voies qu'emprunta ce millénariste, dont les derniers échos ont été recueillis de nos jours dans les banlieues populaires des villes péruviennees. Ces récits évoquent la tête entermée d'Inkarri, qui, telle une pousse végétale, croît de jour en jour. Quand le corps de l'Inca sera reconstitué, disent-ils, l'oppression cessera et les dominés d'aujourd'hui seront les maîtres de demain.

**POUR EN SAVOIR PLUS**

- *Identidad y Utopía en los Andes*, d'Alberto Flores Galindo, Lima, Instituto de Apoyo Agrario, 1987.
- *Récit de la découverte et de la conquête des royaumes du Pérou*, de Pedro Pizarro, Editions du Félin, 1992.
- *La Vision des vaincus. Les Indiens du Pérou devant la conquête espagnole (1530-1570)*, de Nathan Wachtel, Gallimard, 1971.
- *Histoire du Nouveau Monde, tome I, De la découverte à la conquête*, de Carmen Bernard et Serge Gruzinski, Fayard, 1991.

**Prochain épisode : « Les Cosaques sur les Champs-Élysées », par Jean Tulard**



# La situation en Bosnie-Herzégovine

« Il n'est pas question d'aller faire la guerre » dans l'ex-Yugoslavie, « parce qu'on ne règlera pas ce conflit à coups de canon », a estimé, dimanche 9 août, M. Elisabeth Guigou, le ministre français des affaires européennes. Évoquant les discussions qui se déroulent au Conseil de sécurité de l'ONU, elle a précisé qu'il était uniquement question d'un « accompagnement par des moyens militaires de l'action humanitaire, y compris vers les camps » de détention serbes en Bosnie.

Par contre, à Bonn, le chancelier Helmut Kohl a haussé le ton. Il s'est prononcé, dimanche, pour un blocus total de la Serbie et du Monténégro, estimant que « des sanctions beaucoup plus fortes doivent être appliquées ». S'élevant contre le « génocide », l'indignant des « horribles images

des camps de concentration », le chancelier a estimé que la communauté internationale devait « réagir avec la plus grande dureté et sévérité » et « dénoncer les coupables ». Cherchant visiblement à contre-attaquer alors que l'opposition social-démocrate vient de porter plainte devant un tribunal constitutionnel contre l'envoi d'un navire allemand dans l'Adriatique pour surveiller l'embargo, M. Kohl s'est prononcé « tout en excluant la participation de soldats allemands » - en faveur d'une protection militaire des convois humanitaires, comme le propose le président américain, M. George Bush. Ce dernier tente de montrer à son opinion publique qu'il fait quelque chose, même s'il veut éviter de se retrouver « empêtré » dans ce qui pourrait alors devenir, selon le secrétaire d'Etat adjoint, « un nouveau Vietnam ».

Après avoir affirmé, dimanche, qu'il n'y avait « pas de camps » en Yougoslavie, que son pays était « victime d'un campagne de propagande », le premier ministre yougoslave, M. Milan Panic, devait partir, lundi 9 août, pour une visite surprise en Albanie, la première d'un premier ministre yougoslave depuis la dégradation des relations entre Tirana et Belgrade. Malgré le grave différend sur le Kosovo, la province du sud de la Serbie peuplée en majorité d'Albanais de souche, la visite s'inscrit dans le cadre de la « mission de paix et de bon voisinage » du chef du gouvernement serbe.

Alors que les leaders serbes semblaient faire assaut de gestes de « bonne volonté », le ministre des affaires étrangères de la République serbe de Bosnie-Herzégovine (autoproclamée), M. Aleš Buha, a menacé, samedi, d'envoyer des « kam-

kazes » contre les centrales nucléaires en Europe, en cas d'intervention militaire occidentale. Le ministre bosniaque des affaires étrangères, M. Haris Silajdžić, a, lui, dénoncé, dimanche, l'attitude de la France et de la Grande-Bretagne, « les deux pays européens qui sont responsables de la non-intervention de l'Europe » et qui, selon lui, « ont agi d'une telle façon qu'ils ont aidé l'agresseur » serbe. Aux Nations unies, une résolution devrait être adoptée, peut-être avant le mercredi 12 août, sur la protection des convois acheminant vivres et médicaments aux populations civiles et aux camps de prisonniers.

La résolution, bien que n'excluant pas l'usage de la force, s'appliquerait uniquement aux convois humanitaires, comme Paris le demande avec insistance. - (AFP, Reuters, AP.)

## Les Occidentaux proposent d'autoriser l'usage de la force pour protéger les convois humanitaires

NEW-YORK (Nations unies)  
de nos envoyés spéciaux

M. George Bush avait donné pour consigne, pendant le week-end, qu'on ne le montre pas adonné à l'une des occupations - la pêche ou le golf - dont il est friand lorsqu'il séjourne dans sa résidence d'été de Kennebunkport, dans le Maine. Le président ne souhaitait pas que de telles images soient diffusées après celles de détenus bosniaques émaciés dans les camps de détention serbes ou de cadavres ensanglantés de tout jeunes enfants. Il entendait montrer que, même à Kennebunkport, il continuait à s'occuper des Balkans. M. Bush a ainsi convoqué, samedi, une conférence de presse, près de son lieu de villégiature, pour dire qu'il était satisfait du progrès des conversations menées aux Nations unies à propos de la situation dans l'ex-Yugoslavie.

Un projet de résolution autorisant l'utilisation de la force pour la protection des convois humanitaires en Bosnie a en effet été mis au point par les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne, qui devaient présenter leur texte, lundi matin 10 août, aux deux autres membres permanents du Conseil de sécurité, la Chine et la Russie. Le projet sera ensuite distribué parmi les membres non permanents et les auteurs de la résolution espèrent que celle-ci sera adoptée mercredi.

Le texte en préparation se limite, semble-t-il, au plan strictement humanitaire. Il condamne les attaques serbes contre la population civile et autorise « tous les moyens nécessaires » pour protéger les convois humanitaires acheminant des vivres en Bosnie-Herzégovine. Le projet reste vague sur les moyens d'utilisation de la force. Un paragraphe fait allusion à des « arrangements régionaux ». Le rôle que joueraient l'OTAN et l'UEO (Union de l'Europe occidentale)

dans une éventuelle opération militaire en Bosnie y est donc indirectement mais implicitement évoqué. Le débat qui a eu lieu, vendredi et samedi, entre les représentants européens et américains concernait la question de savoir si la communauté internationale avait l'intention d'attaquer les Serbes pour protéger les civils. Dans le premier texte, présenté vendredi par les États-Unis, Washington avait proposé l'utilisation de la force contre

Bosnie-Herzégovine. Un deuxième projet de texte, exigeant l'accès immédiat de la Croix-Rouge à ces camps, devait être présenté. Un point qui reste encore à régler concerne le rôle que jouerait l'ONU dans une opération militaire en Bosnie. Selon un diplomate américain, le secrétaire général est prêt à se « laver les mains » des conflits dans l'ex-Yugoslavie et à retirer les « casques bleus » présents en Bosnie-Herzégovine



les positions serbes. La France avait alors insisté pour que la résolution ait seulement un caractère humanitaire.

Le point de vue de Paris semble l'avoir emporté. La position de la Grande-Bretagne reste vague (voir l'article de notre correspondant à Londres). A la demande de Paris, la résolution mentionne spécifiquement la protection de l'aide humanitaire prévue pour les détenus dans les camps serbes situés en

avant toute opération militaire car ils seraient alors en danger.

Les Occidentaux souhaitent au contraire que la force militaire occidentale soit utilisée pour soutenir l'action de la FORPRONU et non pas pour la remplacer. Les représentants des États-Unis, de la France et de la Grande-Bretagne devaient aborder la question, lundi, avec M. Boutros-Ghali.

Le projet occidental soumis au Conseil de sécurité devrait donc

être d'une portée assez limitée. Mais le candidat démocrate à la Maison Blanche a de nouveau déclaré, dimanche, qu'il fallait « maintenir la possibilité d'un recours à la force pour prouver aux Serbes, NDLR, que nous sommes sérieux ». M. Bill Clinton a cependant ajouté qu'il ne lui appartenait pas de proposer des mesures détaillées.

M. Margaret Thatcher, l'ancien premier ministre britannique, n'a pas de telles hésitations. « Il s'agit d'une affaire de morale. Nous assistons à des scènes qui rappellent les pires actions de Hitler et de Staline », a-t-elle déclaré lors d'une entree télévisée. A ses yeux, envoyer de l'aide humanitaire ne suffit pas; il faudrait que les forces de l'OTAN bombardent les voies d'approvisionnement et les cibles militaires serbes en Bosnie. « Je ne comprends pas pourquoi on attend davantage », a-t-elle ajouté.

Pour sa part, le secrétaire d'Etat adjoint, M. Lawrence Eagleburger, ancien ambassadeur des États-Unis en Yougoslavie (au temps où elle était encore une fédération), a évoqué dimanche, sur la chaîne de télévision CBS, l'envoi de troupes américaines au sol. « Je peux t'envoyer, mais je ne veux en aucun cas donner l'impression que nous nous préparons. Si nous ne procédons pas avec prudence, nous nous retrouverons pris au piège de ce que je n'hésite pas à comparer à un nouveau Vietnam ou à un nouveau Liban », a affirmé M. Eagleburger.

Le dilemme de M. Bush est le suivant. Il souhaite - et il s'y sent d'ailleurs obligé par son opinion publique - « faire quelque chose ». Mais il craint d'enliser son pays dans un processus dont il n'arriverait plus à sortir.

AFANÉ BASSIR POUR  
et DOMINIQUE D'HOMBRES

## Londres durcit sa position

La Grande-Bretagne, qui assure la présidence tournante de la Communauté européenne, a durci, dimanche 9 août, sa position à l'égard de la Serbie et du Monténégro en évoquant la possibilité d'un recours à la force en Bosnie-Herzégovine pour assurer la protection des convois humanitaires.

LONDRES

De notre correspondant  
Dans un entretien accordé dimanche 9 août à la radio BBC, le secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd, a espéré qu'une résolution du Conseil de sécurité, dans les prochains jours, mettrait l'accent sur l'escorte et la protection de l'aide humanitaire. « Nous agissons avec les agences de l'ONU et les organisations humanitaires qui se trouvent déjà sur le terrain, avec l'usage de la force si nécessaire », a-t-il ajouté, précisant qu'une intervention armée pouvait « seulement être justifiée si une formule de recours à la force peut être trouvée afin de mettre fin à la souffrance ».

Le chef de la diplomatie britannique a réaffirmé la position de Londres selon laquelle il n'est pas question d'engager une action armée pour séparer les combattants. Récemment, depuis le début des combats en Bosnie, à l'idée d'une intervention militaire, le gouvernement britannique est peu enclin à dépêcher des soldats dans la région, évoquant notamment son expérience du conflit irlandais. Aux yeux du premier ministre, M. John Major, une telle intervention nécessiterait, pour être efficace, l'envoi d'un moins cent mille hommes et de près d'un millier d'avions.

Le Foreign Office n'a cessé jusqu'à présent de privilégier la solution diplomatique, comme en témoigne son soutien enthousiaste aux efforts de lord Carrington, l'ambassadeur de la CEE, lui-même ancien secrétaire au Foreign Office, et la convocation du 26 au 28 août d'une conférence internationale à Londres sur l'ex-Yugoslavie, co-présidee par M. Major et Boutros-

Ghali, le secrétaire général des Nations unies. Le refus d'accueillir en masse les ressortissants de l'ex-Yugoslavie fuyant les zones de combats découle de la même prudence.

La révélation de l'opinion publique devant les images de la chaîne de télévision ITV sur les camps de détention en Bosnie, diffusées le 6 août, les révélations du *Guardian* sur le processus de « purification ethnique » mis en œuvre par les Serbes, les manchettes de la presse populaire comparant les camps d'Omanak et de l'impolite aux camps d'extermination nazis, ont en raison, semble-t-il, de cette attitude pusillanime. L'appel à l'action n'est pas seulement venu de l'opposition travailliste et centriste - le chef du Parti libéral-démocrate, M. Paddy Ashdown, visitait dimanche une prison serbe près de Sarajevo - mais des rangs mêmes du Parti conservateur au pouvoir. Les appels multiples de lady Thatcher en faveur de la livraison d'armes et d'un soutien militaire à la Bosnie, ses accusations implicites selon lesquelles en refusant la force, M. Major encourage l'agresseur, ont placé Downing Street sur la défensive. Déjà confronté à la vague de l'opinion devant une récession économique qui ne cesse de se prolonger et au renforcement du camp des « eurosceptiques » dans son propre parti depuis le « non » danois, le premier ministre a pris la mesure des risques de fronde au sein de la majorité dans cette affaire.

En attendant la mise au point de la résolution du Conseil de sécurité sur l'usage de la force en Bosnie, les préparatifs de la conférence de Londres vont bon train. Celle-ci, a toutefois averti M. Hurd dimanche dans le *Mail on Sunday*, n'est pas destinée à « conclure un accord rapide; elle vise à intensifier le processus en cours de négociations et de pressions politiques en y faisant participer la communauté internationale ».

Parallèlement, au cours de cette semaine, le ministre adjoint au Foreign Office, M. Douglas Hogg, doit se rendre notamment à Bruxelles, Bucarest puis à Belgrade, Zagreb et, s'il le peut, à Sarajevo. (Interim.)

## La Croix-Rouge doit visiter « dès que possible » les camps de détention

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) doit visiter « dès que possible » les camps de détention serbes, a indiqué, dimanche 9 août, M. Pierre Gauthier, l'un de ses porte-parole. Acceptant ainsi une « invitation » lancée samedi par M. Radovan Karadzic, le dirigeant de la « République serbe de Bosnie-Herzégovine » (autoproclamée), le CICR a cependant refusé que les camps soient placés sous son contrôle, car « il n'est pas un gardien de prison », a expliqué le porte-parole de l'organisation à Genève. Il a rappelé que la mission de l'organisation humanitaire était de recenser et d'enregistrer tous les prisonniers détenus dans des camps, de leur rendre des visites régulières et de vérifier que les normes humanitaires y sont respectées.

Le leader des Serbes de Bosnie a également annoncé avoir ordonné la libération de tous les détenus malades et âgés de plus de soixante ans et il a proposé un échange « immédiat » de tous les prisonniers. Mais, selon des journalistes qui ont visité des camps contrôlés par les Serbes, des centaines de détenus ont été transférés ces derniers jours, en toute hâte, dans des endroits moins connus, avant les inspections dont le CICR tente de fixer les modalités.

Par ailleurs, M. Bernard Kouchner, ministre français de la santé et de l'action humanitaire, a été invité par les autorités serbes et bosniaques à visiter des camps

que l'adversaire aura choisis, a annoncé, dimanche 9 août à Sarajevo, son émissaire. Une délégation britannique menée par le député libéral-démocrate Paddy Ashdown a quitté Londres, samedi, pour la Bosnie afin de visiter des camps, sur proposition de M. Radovan Karadzic.

Dans un entretien accordé à l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel*, le président de la Yougoslavie (Serbie-Monténégro), M. Dobrica Cosic, a affirmé, lundi 10 août, ignorer l'existence de camps de détention abritant des musulmans de Bosnie-Herzégovine : « Je ne sais rien de tels camps de concentration », dit-il; « ils existent réellement je le condamne naturellement en tant qu'homme civilisé. Mais j'ai entendu qu'il existe aussi de tels camps pour les Serbes ». « C'est un mensonge de toujours accuser les Serbes. D'horribles exactions sont perpétrées par toutes les parties en présence », ajoute M. Cosic, qui est considéré comme l'un des inspirateurs de la politique nationaliste du président Slobodan Milosevic.

### Violents affrontements à Gorazde

Durant le week-end, les combats se sont poursuivis au nord, à l'est et au sud de la Bosnie. Sarajevo, assiégée par les Serbes depuis cinq mois, a eu une relative accalmie. Le général Philippe Morillon, commandant adjoint de la force de

protection de l'ONU, avait déclaré, samedi, avoir obtenu « des engagements très concrets » des deux camps pour permettre le passage de l'aide humanitaire, et le point sérieux mis en place pour ravitailler la population assiégée se poursuivait, lundi, en dépit de bombardements sporadiques sur la capitale bosniaque. Par contre, à l'est de la Bosnie, à Gorazde - la dernière grande ville tenue par les Bosniaques dans cette région - de violents combats (les plus violents depuis le début du conflit), selon l'agence Tanjug ont opposé les Serbes qui assiègent la ville depuis quatre mois aux forces bosniaques qui avaient tenté, sans succès, de briser leur encerclement. Les Serbes ont menacé dimanche de lancer un assaut final.

Depuis ses positions au nord de la Bosnie, l'ex-armée fédérale, contrôlée par les Serbes, a bombardé sa missile sol-sol, samedi et dimanche, la ville croate de Slavonski Brod (200 km à l'est de Zagreb) et la région voisine de Bosanski Brod (Bosnie), tuant au moins deux personnes.

De leur côté, après des violents combats contre les Serbes, les forces croates ont affirmé s'être emparées, dimanche, de la ville stratégique de Trebinje, au sud-est de la Bosnie, en Herzégovine. L'armée serbe a démenti la chute « totale » de cette ville, située à 30 kilomètres de Dubrovnik. - (AFP, Reuters, AP, UPI.)

## Les réactions en France M. Stasi (CDS) estime que la France doit « donner l'exemple »

M. Bernard Stasi, premier vice-président du CDS, écrit, dans le *Journal du dimanche* du 9 août, que « la révélation de l'existence de camps de détention évoquant de sinistres souvenirs et le choc qu'elle a produit dans l'opinion semblent avoir fait comprendre aux instances internationales et aux gouvernements intéressés qu'il était temps de mettre fin à cette sombre et laideuse et la lâcheté à laquelle ils se livraient avec une scandaleuse indifférence ».

### « Rappel PONU à ses devoirs »

Appelant la communauté internationale à « intervenir, vite et fort, pour mettre fin aux crimes contre l'humanité qui sont chaque jour commis sur le territoire de l'ancienne Yougoslavie », il conclut : « La France, parce qu'elle est le pays des droits de l'homme et des peuples, mais aussi parce qu'elle a longtemps manifesté un coupable aveuglement sur la lourde responsabilité des dirigeants serbes, a une mission particulière dans ce drame. Il lui appartient de prendre des initiatives, d'entraîner ses partenaires de la Communauté, de rappeler l'ONU à ses devoirs et, s'il le faut, de donner l'exemple. Et si le gouvernement a besoin du soutien de la représentation nationale, que le président convoque sans tarder le Parlement. Comme ils le firent avec courage lors de la guerre du

Golfe, les parlementaires sauront assumer leurs responsabilités ».

M. Jean-Louis Borloo, maire (sans étiquette) de Valenciennes, député européen, affirme que « l'Europe est passée de l'indifférence à la non-assistance à peuples en danger et maintenant à la complicité du mal ». Il souhaite « que les chefs d'Etat européens se réunissent immédiatement et décident une intervention massive pour faire taire les armes ». Considérant que la question posée par le référendum du 20 septembre est « actuellement caduque devant ce génocide et notre indifférence », il estime que « la dignité devrait inspirer un report pur et simple de cette consultation au bénéfice d'une journée de deuil et de respect pour les victimes ». Dans le cas contraire, il annonce qu'il rayera le « oui » et inscrira sur son bulletin « Sarajevo », invitant « tous les Français indignés à faire de même ou à s'abstenir ».

M. Jacques Baumel, député RPR des Hauts-de-Seine, demande une réunion exceptionnelle de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale et l'audition de M. Roland Dumas « afin d'informer le pays des décisions que compte prendre le gouvernement pour faire cesser cette tragédie et participer à la campagne humanitaire en faveur des centaines de milliers de réfugiés de Croatie ».

M. Brice Lalonde, président de Génération Ecologie, estime que « l'Europe doit définir une position

politique commune (...) comme si le traité de Maastricht était en vigueur ».

Il affirme que cette position « doit être soutenue par la présence d'une force aérienne capable de réprimer les bombardements de populations civiles ».

□ Le CRIF dénonce l'existence des camps. - De retour de l'ex-Yugoslavie, M. Jean Kahn, président du Conseil représentatif des institutions juives de France et du Congrès juif européen, « dénonce avec force l'existence de camps de détention et les violences qui y sont exercées (de même que dans les régions conquises) ». Il juge « intolérable l'aspect de purification ethnique et les discriminations confessionnelles et en appelle à toutes les nations démocratiques et aux Nations unies, pour la pleine et concrète ingérence, lorsque sont bafoués les principes élémentaires des droits de l'homme ».

□ CROATIE : le commandant du HOS tué par des policiers. - Blaz Kruljic, commandant en chef des Forces croates de défense (HOS), bras armé du Parti croate du droit (ultranationaliste), a été tué, dimanche 9 août, à Mostar, en Bosnie-Herzégovine, par des policiers du Conseil de défense croate de Bosnie-Herzégovine. Ces derniers ont tiré sur le véhicule qu'il occupait et qui avait refusé de s'arrêter à un point de contrôle. - (AFP.)



## EUROPE

Les combats dans le Caucase

### L'Arménie accuse l'Azerbaïdjan d'agression sur son territoire

Le président arménien, M. Levon Ter Petrossian, a accusé, dimanche 9 août, l'Azerbaïdjan d'avoir déclenché une « guerre non déclarée » contre l'Arménie en s'emparant du village d'Artsvachen, petite enclave arménienne située dans l'ouest de la République azerbaïdjanaise.

M. Ter Petrossian a demandé l'aide d'autres États de la CEI avec lesquels l'Arménie a signé en mai un traité de sécurité collective prévoyant une assistance mutuelle en cas d'agression. Les six États signataires de ce traité sont, outre l'Arménie, la Russie, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Turkménistan et le Tadjikistan.

Selon des sources arméniennes et azerbaïdjanaises concordantes, les troupes de Bakou ont pris dimanche Artsvachen, village de deux mille sept cents habitants, dans la région de Krasnoselsk, au nord-est de l'Arménie. Le ministère de la défense à Bakou a indiqué

que l'armée nationale azerbaïdjanaise avait « libéré » la zone d'Artsvachen, tuant quelque trois cents « brigands » arméniens. Erevan pour sa part fait état de quatre morts et vingt-neuf disparus.

Dans le conflit qui oppose depuis quatre ans Bakou à Erevan sur le Haut-Karabakh (enclave majoritairement peuplée d'Arméniens en territoire azerbaïdjanaise), au prix de plus de deux mille morts, l'Arménie éprouve des difficultés à consolider ses succès militaires du printemps dernier. Les troupes azerbaïdjanaises, refoulées du Haut-Karabakh en mai, y ont depuis repris pied. Selon les médias azéris, les forces de Bakou ont resserré leur emprise sur la ville de Madakert à la fin de la semaine dernière et lancé dimanche une offensive contre les positions arméniennes dans le couloir de Latchine qui permet à l'Arménie d'approvisionner le Haut-Karabakh. — (Reuters, AFP, UPI).

ROUMANIE : prochaine visite de l'ex-roi Michel. — L'ex-roi Michel devrait se rendre cette semaine en Roumanie, à l'invitation du clergé de Timisoara et du maire de Brasov, a indiqué, samedi 8 août, le bureau de presse du roi.

Cette visite coïncidera avec le début de la campagne pour les élections législatives et présidentielle du 27 septembre. L'ancien souverain s'était déjà rendu en Roumanie en avril dernier. — (AFP, AP, Reuters).

BULGARIE : inculpation du chef du syndicat Podkrepa. — M. Konstantin Tretchev, président du syndicat anticommuniste bulgare Podkrepa, a été inculpé vendredi 7 août d'« incitation à la destruction de propriété publique », de même que trente-sept autres

personnes, dans le cadre de l'enquête sur la mise à sac du siège du Parti communiste à Sofia, le 26 août 1990. — (AFP).

ALLEMAGNE : deux foyers de demandeurs d'asile saisis dans l'ex-RDA. — Une cinquantaine de personnes ont été saisies, dans la nuit du samedi 8 au dimanche 9 août, un foyer de demandeurs d'asile à Dargentin (Land de Brandebourg), tandis que dix autres se trouvaient dans un centre d'accueil à Pretzsch (Saxe-Anhalt). Les demandeurs d'asile ont réussi à prendre la fuite et aucun n'a été blessé, selon la police. Les deux foyers ont été démolis et onze personnes ont été blessées au cours d'échauffourées entre vandales et forces de l'ordre. — (AFP).

## ASIE

JAPON : prélude au départ d'unités pour le Cambodge

### La loi sur l'envoi de soldats à l'étranger est entrée en vigueur

L'entrée en vigueur, lundi 10 août, de la loi sur l'envoi de soldats japonais à l'étranger dans le cadre de missions pacifiques des Nations unies a donné lieu, en présence du premier ministre, M. Miyazawa, à l'inauguration du commandement qui aura la responsabilité de ces forces. Leur première grande mission sera effectuée au Cambodge. Mais, en vertu de cette même loi, des observateurs civils japonais participeront néanmoins dès septembre à la surveillance des élections en Angola.

TOKYO

de notre correspondant

Au Cambodge, il a été décidé que le Japon enverrait en octobre une unité du génie composée de six cents hommes. Elle aura été précédée sur le terrain d'une mission de dix militaires affectés à des opérations de surveillance du cessez-le-feu. Au printemps, soixante-quinze civils et une cinquantaine de fonctionnaires japonais seront d'autre part chargés de surveiller les élections.

Désireux que cette première mission des forces d'autodéfense (nom de l'armée japonaise) se déroule sans incident afin d'éviter de rai-

mer la controverse suscitée par l'adoption de cette loi, les autorités japonaises ont insisté auprès de l'ONU pour que leurs troupes soient employées à des opérations ne présentant pas de risques. L'unité du génie sera affectée à la réparation de routes et de ponts, notamment la route n° 2 qui relie Phnom-Penh à la frontière vietnamienne, et la n° 3 qui dessert le port de Kompong-Som. Il s'agit de régions qui ne sont pas contrôlées par les Khmers rouges, et les tâches sont « comparativement sans danger », a estimé M. Akashi, chef de l'Autorité provisoire de l'ONU au Cambodge (APRONUC). Les militaires nippons ne seront armés que de pistolets.

Sans enthousiasme

Selon la loi laborieusement votée en juin, le gouvernement doit faire adopter un nouveau texte pour employer les forces d'autodéfense à d'autres tâches, telles que le déminage et le désarmement. L'opinion reste partagée entre son attachement à la Constitution pacifique et une prise de conscience de la nécessité d'une participation plus grande du Japon au maintien de la sécurité mondiale.

Mais l'évidente manipulation à laquelle s'est livré le gouvernement afin de disposer d'un texte suffisamment ambigu pour ne pas être réellement contraignant a créé une malaise. Le gouvernement paraît

AFGHANISTAN : poursuite des combats à Kaboul. — Les tirs d'artillerie se sont intensifiés, au cours du week-end, autour de Kaboul, où les affrontements entre factions rivales ont fait une cinquantaine de morts. Le gouvernement — dont le premier ministre s'est rendu en visite au Pakistan — s'efforce d'obtenir un cessez-le-feu entre moudjahidines. Des milliers de Kabouliens ont fui la capitale pour échapper aux combats. Les bombardements de l'aéroport par les fondamentalistes islamiques du Hezb de M. Gulbudin Hekmatyar ont par ailleurs empêché, samedi, le président Rabbani de se rendre en Iran. — (AFP, Reuters, AP).

INDE : des militants sikhs massacrés. — Des militants sikhs ont assassiné, lundi 10 août à l'aube, vingt-cinq parents de policiers au

Pendjab au cours d'attaques destinées à venger la mort de plusieurs dirigeants séparatistes tués récemment par les forces de sécurité. a-t-on annoncé de source officielle. Des sikhs ont tué quatre membres des familles de deux policiers dans le district de Sangrur. Ils ont ensuite tué six proches d'un autre policier. Quatre autres membres de la famille d'un agent ainsi qu'un retraité de l'armée travaillant pour la police ont également été tués dans le district d'Amritsar. — (AFP).

SRI-LANKA : massacre de civils tamouls. — Vingt et un civils tamouls ont été tués et une dizaine blessés, dimanche 9 août, dans un village isolé du district de Batticaloa, à l'est de l'île. Le massacre, dont on ignore les auteurs, pourrait avoir été perpétré en représailles à la mort, la veille, de dix militaires tués par l'explosion d'une mine dans la région

d'autant plus prudent dans l'organisation de cette première mission qu'il est conscient que si quelque chose tourne mal il aura par la suite de grandes difficultés à recruter des volontaires. Or, les militaires japonais ne semblent déjà guère enthousiastes. Selon le quotidien Yomiuri, se fondant sur des enquêtes parmi les soldats de la division du Japon central, qui doit composer la première unité déployée au Cambodge, beaucoup sont réticents à partir en raison de l'opposition de leur famille. Jusqu'à présent, en outre, ils n'ont reçu aucun entraînement spécial, à l'exception de la dizaine d'entre eux chargés de surveiller les accords de cessez-le-feu et qui ont été envoyés au Sud.

Le Japon, qui assume la plus grande part financière de l'opération de l'ONU au Cambodge (300 millions de dollars sur 800), cherche actuellement, par un effort diplomatique concerté avec la Chine et la Thaïlande, à minimiser les risques de sabotage des accords de paix par les Khmers rouges. Le directeur général des affaires asiatiques du ministère des affaires étrangères est parti, lundi, pour Bangkok. Il devrait rencontrer le chef khmer Khieu Samphan. Sa visite fait suite à celle, la semaine dernière, du vice-ministre des affaires étrangères chinois.

PHILIPPE PONS

de Jaffna. Cet attentat avait entre autres causé la mort de trois hauts responsables militaires, dont le général Desul Kobbekaduwa, chargé de la lutte anti-guérilla dans le nord du pays. — (AFP, Reuters, UPI).

Le chef de l'Autorité provisoire de l'ONU au Cambodge en visite à Hanoï. — Le chef de l'Autorité provisoire des Nations unies au Cambodge (APRONUC), M. Yasushi Akashi, est arrivé à Hanoï, samedi 8 août. Tout en se déclarant « satisfait de la coopération vietnamienne », il a souligné que Hanoï apporte un meilleur soutien logistique à l'APRONUC et se montre « plus ouvert » à son égard. M. Akashi a par ailleurs affirmé que les « coquilles bleues » retourneront bientôt dans les zones khmères rouges, même sans leur accord : « Nous en avons le droit et nous le ferons dans un proche avenir. » — (AFP).

## AMÉRIQUES

MEXIQUE

### Le parti au pouvoir affirme avoir remporté les élections dans cinq Etats

Bien que les résultats officiels des élections organisées, dimanche 2 août, dans six Etats — Aguascalientes, Basse-Californie, Durango, Oaxaca, Veracruz et Zacatecas — ne soient pas encore tous connus, la formation au pouvoir, le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), affirme avoir remporté les

cinq postes de gouverneur en jeu. En Basse-Californie, dirigée par le Parti d'action nationale (PAN, conservateur) depuis 1989, le PRI aurait perdu trois des quatre grandes villes. Le PAN et le PRD (Parti révolutionnaire démocratique, gauche), qui appuyaient un candidat commun dans l'Etat de Durango,

au nord du pays, ont dénoncé les « multiples irrégularités » et lancé une campagne de « résistance civique ».

Simultanément, la tension monte dans le Michoacan, où le PRD refuse de reconnaître la victoire du PRI aux élections du 12 juillet dernier.

### « Diodoro » ou les promesses d'une nouvelle génération

OAXACA

de notre envoyé spécial

M. Diodoro Carrasco, le candidat du PRI dans l'Etat méridional d'Oaxaca, l'avait promis à ses partisans au cours de ses tournées dans les montagnes de la Sierra Madre et dans les petits villages de pêcheurs de la côte pacifique : « Nous gagnerons les élections et je serai votre prochain gouverneur, mais nous respecterons les votes obtenus par l'opposition. » Malgré les protestations du candidat du PRD, M. Raúl Castellanos — un rituel dit aux pratiques électorales frauduleuses de la formation au pouvoir — il ne fait à peu près aucun doute que « Diodoro » a obtenu la majorité des suffrages lors du scrutin du 2 août.

« Nous avons fait beaucoup de concessions à l'opposition pour lui permettre de participer à toutes les étapes du processus électoral, dit-il. En évitant les formations d'opposition à participer à l'élaboration des listes électorales, nous voulions lever les soupçons sur la transparence du scrutin et désamorcer les protestations des candidats vaincus. »

Il est vrai que « Diodoro », comme le désignent ses compatriotes, ne pre-

nait pas de risques excessifs en « accordant » à l'opposition le respect des droits que lui reconnaît la Constitution. Le PRI n'a jamais été vraiment menacé dans cet Etat de trois millions d'habitants où il a établi depuis longtemps des mécanismes de contrôle sur les seize groupes indigènes (Zapotèques, Mixtèques, Mazatèques...), qui représentent plus de 30 % de la population et détiennent avec le Chiapas voisin, le plus fort taux d'analphabétisme du pays (plus de 30 %).

L'an dernier, M. Carrasco avait été élu sénateur avec 71 % des suffrages, contre moins de 9 % pour son adversaire du PRD. Mais, deux ans plus tôt, lors des élections municipales, le PRD l'avait emporté dans dix-huit communes, y compris la deuxième ville de l'Etat, Juchitán. De nouvelles élections municipales auront lieu en novembre, et les dirigeants locaux du PRI savent qu'Oaxaca n'est plus une bastion imprenable. D'où les précautions prises par la direction nationale de la formation au pouvoir depuis 1979 pour ne rien laisser au hasard : ici, comme dans les sept autres Etats où se sont déroulées des élections le 12 juillet et le 2 août, toutes les ressources du gouvernement ont été mises au service du candidat officiel.

Libéralisme social

Selon des estimations faites par le PRD, les candidats du PRI dans le Michoacan et le Chiapas avaient dépensé plus de 50 millions de dollars. « C'est l'équivalent de ce que George Bush est autorisé à dépenser pour toute sa campagne électorale », fait remarquer la revue indépendante Proceso.

Dans l'Etat d'Oaxaca, où les enjeux étaient bien moindres, le PRI a néanmoins reçu accès à 12 millions de dollars, selon un responsable du parti officiel. Cela s'est traduit notamment par des milliers d'affiches en plastique avec le portrait de « Diodoro » tendues sur des cordes au-dessus des rues du centre colonial de la ville d'Oaxaca, dans « patrimoine de l'humanité » par l'UNESCO. La fabrication du matériel de propagande et les gadgets de toutes sortes avec le nom du candidat (parapluies, casquettes, chemi-

settes et même des montres japonaises) constituaient autant de cadeaux juteux pour les amis du parti au pouvoir, généralement récompensés de leur loyauté.

Une grande partie des fonds a servi à organiser les meetings du candidat, en particulier le dernier sur la place de la cathédrale d'Oaxaca. Conformément à une pratique dénoncée depuis plusieurs années par l'opposition, des milliers de personnes avaient été transportées en autobus depuis leurs villages d'origine pour écouter les discours de « Diodoro » et du président national du PRI, M. Carlos Salinas.

Ce fut un spectacle très coloré, du fait de la présence des femmes des divers groupes indigènes de la région auxquelles M. Borrego, considéré par la plupart des participants comme le porte-parole du président Carlos Salinas, a tenu un discours quelque peu surréaliste dans les circonstances, s'exprimant dans une langue que beaucoup de participants ne comprenaient pas : « La démagogie n'est plus à la mode dans les campagnes électorales. (...) Nous avons entendu la voix du peuple car c'est la seule qui compte. (...) Avec Diodoro, c'est le peuple qui sera au pouvoir », a-t-il expliqué à un public pas très au fait de la définition du « libéralisme social », la nouvelle idéologie du PRI.

A trente-huit ans, M. Diodoro Carrasco se considère comme un représentant de « cette nouvelle génération d'hommes politiques qui veulent moderniser le pays tout en respectant les structures traditionnelles de la société ». Cet économiste, qui était jusqu'aux ministres du plan dans le gouvernement local, définit le « libéralisme social » comme la recherche simultanée du progrès économique et de la justice sociale. Dans un véritable serment d'allégeance, il évoque « la grande identité de vues avec le président Salinas et son projet politique », n'hésitant pas à défendre le principe du *déclasse* (la désignation du futur chef de l'Etat par son prédécesseur) alors que cette tradition quasi monarchique est largement remise en question, y compris dans certains secteurs du PRI.

« Tous les candidats salinistas sont jeunes et n'ont pas été déformés par les vieilles pratiques du PRI », affirme un collaborateur du futur gouverneur, M. Gerardo Cajigas, qui s'est fait connaître à la suite de la publication d'un article très critique sur sa propre formation. Il avait révélé les

manipulations du recensement effectué en 1990 pour réduire artificiellement — sur ordre du gouvernement selon lui — la population des Etats qui avaient voté en faveur de l'opposition à l'élection présidentielle de 1988 (le PRD n'a jamais accepté de reconnaître la victoire de M. Salinas).

Le district fédéral — la zone où se trouve la capitale — ne fait pas partie des treize Etats de la fédération — où le PRI a enregistré son plus mauvais score avec 25 % à peine des suffrages, est le plus durement châté puisque c'est la seule région du pays qui enregistre une baisse démographique (-6,7 %). « En revanche, constate M. Cajigas, les Etats favorables au PRI ont vu la population croître dans des proportions tout à fait anormales. »

Il cite notamment les cas d'Oaxaca et du Chiapas, où le PRI avait obtenu respectivement 63 % et 88 % des suffrages. Dans le premier cas, la population aurait augmenté de 27,5 % depuis le recensement précédent en 1980 et de 53,7 % pour le Chiapas. « Cela, dit-il, ne peut pas être le résultat de la croissance naturelle de la population, et invite encore de l'activité économique qui n'a pas progressé dans cet Etat, au contraire. »

M. Cajigas, qui reste malgré tout un fervent militant du PRI, estime que la manipulation du recensement — « Comment expliquer que la population du pays soit passée de 88 millions d'habitants en 1980 à 82 millions en 1990 ? », s'élève aussi à l'« étonnante » baisse de la population dans certains Etats, car elle permet d'augmenter artificiellement le revenu par habitant de 5 % à 10 % pour faire croire au FMI et aux investisseurs étrangers que l'économie nationale est en pleine récupération. »

BERTRAND DE LA GRANGE

## A TRAVERS LE MONDE

DJIBOUTI

Dix morts dans des combats contre les rebelles

Plusieurs sources concordantes ont fait état, dimanche 9 août, d'accrochages entre les forces gouvernementales et les maquisards afars du Front pour la restauration de l'unité et la démocratie (FRUD), qui ont fait au moins dix morts et une quarantaine de blessés, jeudi et vendredi, près de Garaboussa, à l'ouest de la République de Djibouti.

Cette violation du cessez-le-feu est intervenue à la veille d'une réunion extraordinaire du Rassemblement populaire pour le progrès (RPP, parti unique), au cours de laquelle le président Hassan Gouled Aptidon a appelé les Djiboutiens à se mobiliser en faveur du référendum du 4 septembre, un scrutin que les électeurs seraient interrogés sur deux questions por-

« Un Mirage s'abîme en mer au large de Djibouti. — Un Mirage F1-C de l'armée de l'air française stationné à Djibouti s'est abîmé en mer, samedi 8 août, à la suite d'un malentendu. Selon le service d'information et de relations publiques des armées (SIRPA), le pilote, qui a pu actionner son siège éjectable, est sorti indemne de l'accident. Le 1<sup>er</sup> juin dernier, un Mirage F1 de reconnaissance s'était écrasé dans le nord de l'Irak, également sans faire de victimes. »

TOGO

Mise à sac du service des listes électorales

Une trentaine d'hommes armés ont saqué, dans la nuit du samedi 8 au dimanche 9 août, à Lomé, les locaux de l'organisme chargé du traitement informatique des listes électorales, en vue du référendum constitutionnel prévu pour le 23 août, a indiqué une source gouvernementale.

Habillés en civil et équipés d'armes automatiques, les agresseurs ont brisé les terminaux d'ordinateurs, incendié le bureau du responsable du Centre national d'études et de traitement informatique (CNETI), et emporté de nombreux documents. Le secrétaire d'Etat chargé des consultations électorales, M. Georges Kwessu Aidam, a déclaré ne pas être en mesure d'évaluer si ces destructions mettaient en cause l'organisation du référendum à la date prévue. Depuis plusieurs semaines, ce référendum fait l'objet d'une âpre polémique entre le gouvernement du premier ministre de transition, M. Joseph Kokou Koffigoh, et les partisans du chef de l'Etat, le général Gnassingbé Eyadéma. — (AFP).

Perou. Le Sentier lumineux incendie un village et massacre une vingtaine de personnes. Menant apparemment une opération de représailles contre le village des Andes où la première milice paysanne anti-subversion avait été formée en 1989, quelque 200 rebelles du Sentier lumineux ont, dans la nuit du vendredi 7 au samedi 8 août, tué une vingtaine de personnes et en ont blessé une vingtaine d'autres avant d'incendier leurs maisons, à Pichijitica, près d'Ayacucho. L'un des survivants a raconté que les guérilleros, armés de fusils et de grenades, ont déclenché « un enfer de balles et de feu » en pleine nuit. Selon l'armée, la guérilla voulait punir la milice — mal équipée et peu préparée — pour avoir participé au récent défilé de la fête nationale à Lima. Par ailleurs, cinq soldats ont été tués et sept autres blessés dimanche par l'explosion d'une grenade anti-char tirée contre leur camion, en plein cœur de Lima. — (AFP, Reuters).



## PROCHE-ORIENT

### ISRAËL

## La loi interdisant tout contact avec l'OLP va être révisée

Dans la série de mesures décidées pour accélérer le processus de paix, le gouvernement israélien se prépare à assouplir une loi de 1986 interdisant tout contact avec l'OLP, considérée comme une organisation terroriste.

« Le ministre de la justice rédige actuellement des amendements à la loi antiterroriste qui rendront possible une rencontre avec des membres de l'OLP, à condition évidemment qu'elle ne menace pas la sécurité de l'Etat », a déclaré dimanche un porte-parole du ministère de la justice. « Tout le monde considère que

c'est une loi stupide parce qu'on ne peut même pas rencontrer une personne liée à l'OLP, dit-elle professeur d'université à Washington », a affirmé le vice-ministre des affaires étrangères, M. Yossi Beilin.

Avant sa nomination, M. Beilin et un député travailliste, Mme Yaël Dayan, avaient déposé une proposition de loi visant à condamner « toute rencontre avec une organisation ennemie, uniquement si elle porte atteinte à la sécurité de l'Etat ». Selon un porte-parole du ministère des affaires étrangères, le ministre, M. Shimon Peres, sou-

tiendra le projet de loi que déposera en novembre au Parlement le ministre de la justice et qui prévoit un assouplissement de la loi de 1986.

Ce texte interdit aux citoyens ou résidents tout contact en Israël, ou à l'étranger, avec toute personne remplissant une fonction à la direction, ou dans une instance de la centrale palestinienne. Les contrevenants sont passibles de peines allant d'un à trois ans de prison. Les territoires occupés sont régis par la législation militaire, qui interdit également tout contact

avec des organisations « terroristes ».

« C'est un pas dans la bonne direction et la reconnaissance par le gouvernement israélien d'une réalité politique qui est évidente pour tout le monde », a déclaré à l'agence Reuters à Tunis le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat ajoutant aussitôt : « Cette mesure se réduira à un acte de propagande aux objectifs évidents si le gouvernement israélien et M. Rabin manquent du courage nécessaire pour prendre la décision de négocier directement avec l'OLP ». — (Reuters, AFP.)

## Les colons défient le gouvernement

### JÉRUSALEM

de notre correspondant

Les colons ont tenu parole. Ils avaient mis en garde le premier ministre, M. Itzhak Rabin, contre sa politique de gel de la construction (le Monde du 18 juillet). Peu après son départ pour les États-Unis, ils ont lancé un défi au gouvernement, à deux reprises au cours de la même journée.

Une première opération « coup de poing », a donné lieu au spectacle, inhabituel depuis plusieurs années, d'affrontements entre colons et militaires. Dans la nuit du samedi 8 au dimanche 9 août, une patrouille découvre qu'il y a, dans la zone de la colonie de Gush Katif, des truelles en main, sont en train de poser des poutres. Hormis ces trois hommes, le chantier est désert. La construction de quinze villas au pied de Kfar Arze, colonie israélienne voisine d'Hébron, a brusquement été inter-

rompue sur ordre du ministre du logement. Les trois colons sont sommés de cesser leurs travaux. Quatre murs ont déjà été érigés. Plus tard dans la nuit, ils sont des centaines, avec femmes et enfants, accourus d'autres colonies en renfort. Un mât est dressé et un drapeau bleu et blanc frappé de l'étoile de David flotte sur le chantier. Sur une pancarte, cet avertissement : « Notre patrie n'est pas à vendre ».

L'armée intervient en force. Trois habitants de Kfar Arze sont blessés. Une dizaine d'autres sont mis sous les verrous. Des pneus sont incendiés, l'atmosphère est surchauffée. Les colons sont épuisés par la jéna qu'ils observent à l'occasion du 9 du mois d'av. Cette date commémore la destruction du Temple de Salomon en 586 avant J.C. par les Babyloniens et celui d'Hébron en 70 après J.C. par les légions romaines. « Ni les Babyloniens ni les Romains ne nous ont

brisés. Itzhak Rabin non plus ne pourra le faire. Si cette maison est démolie, nous recommencerons ailleurs, des centaines de fois si le faut », affirme M. Noam Aron, porte-parole du « Bloc de la foi » (Gush Emonim). Un compromis est finalement trouvé : les colons évacueront les lieux, à condition que la maison ne soit pas démolie avant quinze jours, délai obtenu dans l'espoir d'arracher aux autorités un permis de construire.

Quelques heures plus tard, la deuxième opération, minutieusement orchestrée, est déclenchée à Jérusalem. Des centaines de colons se précipitent dans les rues désertes et obscures de la vieille ville. Sept maisons arabes sont réquisitionnées et treize familles juives s'y installent sur-le-champ. Elles viennent grossir les rangs des quarante autres qui vivent déjà dans ce quartier. Une nouvelle organisation, le « Forum de Jérusalem », regroupant quatre formations chargées de

« judaïser » la partie orientale de Jérusalem, s'est chargée d'acheter ces vieilles bâtisses à leurs propriétaires palestiniens. Les contrats sont parfaitement légaux.

« Tout a été fait dans les règles », confirme un conseiller municipal de Jérusalem, à l'origine de ce « Forum ». Nous ne faisons que racheter ce qui appartenait à des juifs avant la création d'Israël. Le ministre de la police, M. Moshe Shahal, qui avait décidé de faire évacuer deux autres maisons de ce quartier, ne cache pas son irritation. « Cette opération ne contribue pas à renforcer Jérusalem. Il ne s'agit que d'une manifestation politique », affirme-t-il. Mécontent lui aussi, M. Shimon Peres, chef de la diplomatie israélienne, en est réduit à informer M. Rabin, qui devait rencontrer lundi le président Bush aux États-Unis. — (Interim.)

### IRAK : la mort de l'ayatollah Khomeini

## Le chef spirituel des chiïtes a été discrètement inhumé

L'Irak et l'Iran ont décrété un deuil de trois jours à la suite du décès, samedi 8 août, de l'ayatollah Abol Qassem Khomeini, considéré comme le plus hauts autorité spirituelle chiïte dans le monde. Sa mort n'a été annoncée par les autorités irakiennes qu'après son inhumation, dimanche, dans la ville sainte de Najaf, dans le sud du pays, ce qui a suscité l'indignation des siens.

### NICOSIE

de notre correspondant au Proche-Orient

C'est presque à la sauvette, par crainte d'éventuelles manifestations, que semble avoir été enterré le « grand ayatollah » (Ayatollah Al-Ozma) Abol Qassem Khomeini, qui était âgé de quatre-vingt-trois ans. Selon l'agence de presse irakienne INA, l'ayatollah Khomeini a été inhumé dans le cimetière de la mosquée al-Khadra, qui, à Najaf, fait partie du mausolée d'Ali, premier imam chiïte. Récemment opéré à Bagdad pour l'implantation d'un stimulateur cardiaque, le dignitaire chiïte avait regagné son domicile de Koufa le 28 juillet dernier, apparemment en « bonne santé ». Selon ses proches, il vivait en résidence surveillée depuis un an et demi. Un de ses petits-fils, interrogé à Londres, a qualifié cette mort de « très mystérieuse et suspecte » et accusé le gouvernement de Bagdad d'avoir « empêché des funérailles religieuses normales et le rassemblement de ses fidèles ».

Selon des sources sur place, des éléments des forces spéciales irakiennes ont été déployés dans et autour de Najaf, ville sainte du chiïsme, où un couvre-feu partiel a été imposé. Depuis la révolte chiïte de mars 1991, dont la sauvage répression a entraîné la mort ou la disparition de plusieurs dizaines de milliers de personnes, l'armée irakienne est très vigilante dans cette région trouble et deux divisions stationnent en permanence autour de Najaf et Kerbala, deuxième ville sainte, qui abrite le mausolée de l'imam Hussein, fils d'Ali.

Né en 1899 à Khomeini dans la province de l'Azerbaïdjan-occidental (nord-ouest de l'Irak), dans une famille de « Sayeds », descendants du Prophète, l'ayatollah Khomeini avait commencé ses études coraniques à Qom, au sud de Téhéran, puis était venu à la grande école théologique de Najaf au début des années 50. Il fut un professeur éminent de cette école, le plus réputé du chiïsme et parmi ses élèves figuraient Mohammad Hussein Fadlallah, guide spirituel du Hezbollah libanais, et Mohammad Bakir el-Sadr, assassiné par le régime du président Saddam Hussein en avril 1980. L'ayatollah Khomeini était devenu la plus haute autorité spirituelle chiïte en 1970, à la mort de l'ayatollah Mohsen al-Fakhr.

Il avait adopté une attitude de retrait par rapport à la politique, estimant que les ulémas chiïtes ne devaient pas intervenir dans les affaires de l'État, mais n'en avait pas moins apporté son soutien à la révolution islamique iranienne de l'imam Khomeini, qu'il avait connu à Najaf, lors de l'exil de ce dernier. Au moment de la révolte chiïte dans le sud de l'Irak, en mars 1991, après la guerre du Golfe, les autorités de Bagdad l'avaient fait venir à la télévision — contrairement à toute vraisemblance — il avait loué Dieu d'avoir permis au président Saddam Hussein de mettre fin à la dictature. Le ministre de l'informa-

tion avait ensuite emmené, à Koufa, des journalistes pour le rencontrer : ceux-ci avaient pu constater qu'il était sous haute surveillance : des hommes de la sécurité se trouvaient à l'intérieur et autour de sa maison. Alors qu'il se plaignait, en arabe, que quelques-uns des membres de sa famille et disciples (dont la libération lui avait été promise par le président irakien) fussent toujours en prison, un officier avait demandé au guide du ministère de ne pas traduire.

En juillet 1991, il avait reçu le prince Saddamud-Din Agha Khan, en mission pour l'ONU en Irak. Le prince, qui est ismaélien, un des courants du chiïsme, avait précisé qu'il avait demandé cette visite « personnelle » depuis quatre mois et que l'ayatollah « était en bonne santé » mais qu'il s'inquiétait « pour certains membres de sa famille dont il était sans nouvelles et pour sa communauté ».

### Le problème de la succession

En Irak, plusieurs cérémonies religieuses sont prévues, et le guide de la révolution, l'ayatollah Khamenei, le président Rafsanjani, ainsi que les deux « grands ayatollahs » Anzali et Golpajani, ont adressé des messages de condoléances à la communauté chiïte. L'Irak souhaite d'autre part envoyer une délégation en Irak pour célébrer la mémoire du défunt. Au Liban, Cheikh Fadlallah, « guide » de la communauté chiïte, a aussi appelé à un deuil de trois jours.

Pour succéder au disparu, il convient de choisir le dignitaire le plus compétent en théologie islamique et ce pourrait être le grand ayatollah Abol-Aziz Sabzevari (originaire de la ville de Sabzevar dans le Khorassan, au nord-est de l'Irak) qui vit à Najaf. Au regard des chiïtes irakiens, qui représentent 60 % de la population du pays, il est essentiel que cette succession reste l'apanage de l'Irak. Selon des sources irakiennes, l'ayatollah Sabzevari aurait été « caché » par ses disciples qui craignaient qu'il ne soit présumé avoir trahi le régime de Saddam Hussein ne pouvant voir que d'un œil favorable le transfert de la plus haute autorité chiïte d'Irak en Iran. Le ministre irakien des affaires religieuses a déjà déclaré qu'il « était trop tôt pour parler de la succession de l'ayatollah Khomeini », en ajoutant : « Il faut d'abord que cette affaire soit suivie avec une extrême attention à Téhéran ».

FRANÇOISE CHIPAUX

## Inspection de l'ONU sans encombre

Une mission de vingt-deux experts en armements des Nations unies a affirmé avoir eu la voie libre pour se rendre où elle le voulait dimanche 9 août en Irak. Le chef de la mission, M. Nikita Smolovitch, a refusé de dire si l'équipe avait défilé les autorités irakiennes en inspectant un ministère. « Nous sommes allés où nous voulions aller », s'est-il borné à déclarer à la presse à son retour à l'hôtel. Alors qu'on lui demandait si l'équipe avait pu inspecter tout ce qu'elle souhaitait, il a répondu « oui », sans préciser si le site visité avait trait à l'armement chimique, nucléaire, balistique ou biologique. Bagdad avait prévenu jeudi qu'il n'autoriserait pas l'inspection d'un quelconque ministère, considérant que ce serait une atteinte à sa « souveraineté ». — (AFP.)

□ KOWEÏT : décès accidentel de deux soldats américains. — Deux « marines » américains participant aux manœuvres communes américano-koweïtiennes, commencées la semaine dernière à Koweït, ont été tués, dimanche 9 août, dans un accident d'hélicoptère au cours d'un vol de routine, a annoncé le commandement des forces navales américaines. Ce premier accident mortel depuis le début des manœuvres a eu lieu non loin de la frontière avec l'Irak. — (AFP.)

□ ASSASSINAT à Bonn d'un opposant iranien. — Un artiste iranien, M. Feridun Faruchsad, quarante-huit ans, a été assassiné d'un coup de couteau la semaine dernière à son domicile de Bonn, a indiqué dimanche 9 août la police allemande. Chanteur, acteur et poète, il s'était exilé en 1979, après la révolution islamique, et jouait un rôle actif parmi les groupes militant contre le régime islamique. — (AFP.)

## AFRIQUE

### CONGO : battu à l'élection présidentielle après treize ans de pouvoir

## Le président Denis Sassou Nguesso « s'incline » devant le verdict des urnes

Le président Denis Sassou Nguesso a accueilli « avec sérénité » les résultats, diffusés samedi 8 août, du premier tour de l'élection présidentielle du 2 août, selon son porte-parole. Arrivé en troisième position, avec 16,87 % des suffrages, derrière MM. Pascal Lissouba (35,89 %) et Bernard Kolelas (20,32 %), le président Sassou Nguesso s'incline devant le choix des Congolais, a précisé son porte-parole. Le premier ministre de transition, M. André Milongo, n'a pas pu obtenir que 10,18 % des suffrages. MM. Lissouba et Kolelas disputeront le second tour de l'élection présidentielle le 16 août.

### BRAZZAVILLE

de notre envoyé spécial

Le surnom de « Papa bonheur » dont ses supporters échevrezés avaient eu bon de l'affubler n'aura pas porté chance au général Denis Sassou Nguesso. Pas plus que celui d'« Ochoombe » (« le plus fort, le plus valeureux »), dont l'avaient honoré certains des membres de l'éthnie M'boshi, à laquelle appartient le président sortant.

La Conférence nationale souveraine, réunie à Brazzaville du 25 février au 10 juin 1991, avait déjà sérieusement réduit les prérogatives de l'ex-numéro un congolais. Depuis, malgré tous ses efforts pour remonter la pente, M. Sassou Nguesso n'était plus qu'un colosse en survis. Un des tout derniers porte-drapeau d'un régime marquant — dont il s'était fait qu'hériter, — son nom ira rejoindre celui des ex-camarades présidentiels que furent, par exemple, le Bénoît Mathieu Kérékou ou l'Éthiopien Mengistu.

Comme ses deux prédécesseurs, le commandant Marien Ngouabi et le colonel Yhombi Opango, M. Sassou Nguesso est à la fois un « homme du Nord » et un militaire de carrière. Né en 1943 à Edou, dans le district d'Oyo (région de la

Cuvette), le jeune Sassou interrompra ses études à dix-huit ans pour rejoindre les rangs de l'armée nationale. Après être passé par l'école latérale des officiers de réserve à Chénoua, en Algérie, le sous-lieutenant Sassou Nguesso vient en France, à l'École d'application de l'infanterie de Saint-Maixent. De retour au pays, le fringant officier se mêle très vite aux joutes politiques qui marquent les premières années de l'indépendance.

Bien que les biographies officielles soulignent son rôle « actif » dans la « révolution populaire » d'août 1963 (qui conduira au renversement du premier président, l'abbé Fulbert Youlou), c'est surtout à partir de 1968 que le capitaine Sassou Nguesso commence à être connu. Comme la plupart des jeunes loups de sa génération, il revêt les habits du « socialisme scientifique » sans renchigner. Mais il reste d'abord et avant tout un « militaire dans l'âme ».

Membre du Conseil national de la révolution (CNR) institué après la mise à l'écart du président Massamba-Debat, il fait partie des fondateurs du Parti congolais du travail (PCT) créé en décembre 1969 : le Congo, qui vit sous la férule du parti unique depuis 1964, « en reprend » pour plus de vingt-cinq ans. Ce n'est qu'en septembre 1990 que la toute-puissance du PCT sera remise en cause.

### Des talents d'organisateur

D'un abord à la fois gauche et hautain, le futur chef de l'État se montrera toujours piètre orateur. Mais ses talents d'organisateur pallient largement son manque de charisme. Pendant les quelques années de son « règne », le PCT, qu'il tient d'une main de fer, réussit à tisser un réseau national extrêmement performant. Toute voix dissidente est systématiquement étouffée. Le professeur Jean-Pierre Thyssens-Thicaya (qui vient d'obtenir 5,78 % des suffrages), ancien membre du bureau politique du PCT, actuel chef de file du Rassemblement pour la démocratie et le progrès social (RDPS), en fera l'expérience en 1984. Accusé

d'avoir organisé des attentats à l'explosif, le brillant universitaire passera deux pénibles années en prison. Quant aux rivaux potentiels du président, cela fait belle lurette qu'ils ont été éliminés, tel l'ancien président Yhombi Opango, brutalement écarté du pouvoir, en 1979, par son ministre de la défense... le colonel Sassou Nguesso.

### Méthodes expéditives

Le nouveau maître du Congo, parvenu à ses fins sans provoquer le moindre bain de sang, s'était montré dès le départ un adepte des méthodes expéditives. Les contours de la place du président Opango, il enverra ce dernier crouper en prison pour dix ans. Mais ce que l'on reprochera le plus au président Sassou Nguesso, lors de la Conférence nationale, demeure sans conteste l'assassinat de Marien Ngouabi, disparu en 1977 dans des circonstances à ce jour non élucidées. « Cette affaire, c'est un crime. Et la porte-tout sa vie, quand bien même on ne disposera d'aucune preuve contre lui », résume un journaliste de Brazzaville.

L'autoritarisme musclé qui aura prévalu durant l'ère Sassou n'explique pas à lui seul la longévité politique du président sortant. La découverte d'importantes ressources pétrolières au large de Pointe-Noire y aura largement contribué. L'exploitation de ces gisements par la société Elf-Congo (filiale d'Elf-Aquitaine), avec laquelle le numéro un congolais saura nouer d'excellentes relations, assure au pays une rente inespérée. Mais l'euphorie ne durera pas.

L'effondrement des cours du pétrole, au milieu des années 80, aura-t-il marqué le début de la fin pour le régime du président Sassou ? Les difficultés économiques s'aggravent. Le « vent d'Est » qui commence à ébranler le « grand frère soviétique » provoque les premières bourrasques politiques au Congo. Le chef de l'État se retrouve de plus en plus isolé, malgré l'appui sans faille du président Omar Bongo, puissant voisin gabo-

nais — et gendre du président Sassou.

Tandis que les États occidentaux, notamment la France, se mettent à lui chipoter leur soutien, la fronde contestataire s'étend, de Pointe-Noire à Brazzaville. La grève générale déclenchée en 1990 par la puissante Confédération syndicale du Congo (CSC, syndicat unique) constitue un premier coup de semonce sévère. En décidant, non sans courage, de se lancer lui-même dans la compétition électorale, le président Sassou avait pris volontairement un risque. Celui de devoir aujourd'hui quitter le devant de la scène. Dans le respect des urnes, comme l'ont fait avant lui MM. Mathieu Kérékou, Aristides Pereira (Cap-Vert) et Kenneth Kaunda (Zambie).

CATHERINE SIMON

(1) Itinéraire d'un Africain vers la démocratie, de Jean-Pierre Thyssens-Thicaya. Éditions du Tricornet, Genève, 1992.

## Surenchère entre M. Clinton et M. Bush à propos de l'aide à la Somalie

Le candidat démocrate à l'élection présidentielle américaine, M. Bill Clinton, a exhorté le président George Bush à « prendre les devants pour galvaniser les Nations unies et trouver des moyens de mettre un terme à la tragique guerre civile qui est la principale cause de la crise en Somalie ».

M. Clinton a fait cette déclaration après une conférence de presse de M. Bush, au cours de laquelle le président avait estimé la situation trop complexe en Somalie — et en Yougoslavie — pour être résolue facilement par la diplomatie ou la force.

Le conseiller du président pour les affaires de sécurité nationale, M. Brent Scowcroft, a indiqué que les États-Unis ont fourni plus de 60 millions de dollars d'aide humanitaire à la Somalie. — (AFP, AP.)

## ESPRIT

août-septembre 1992

## L'Islam politique : un échec ?

Le numéro : 75.00 FF - Abonnement 1 an (10 numéros) : 520 FF  
212, rue Saint-Martin, 75003 PARIS - TEL : 48 04 08 33

Lahouari Addi  
Russe Cakir  
Jean-François Legrain  
Olivier Roy



50 من الامم

# POLITIQUE

La préparation du référendum du 20 septembre

## La victoire du « non » paraît « de moins en moins probable »

affirme M. André Billardon (PS)

M. André Billardon, député (PS) de Seine-et-Marne et directeur de campagne du Parti socialiste pour le référendum du 20 septembre, affirme, lundi 10 août, dans un entretien au Figaro, qu'une victoire du « non » lui paraît « de moins en moins probable ». Selon lui, « il y a en gros, aujourd'hui, une stabilité des intentions de vote », car « le camp des « non » n'est pas parvenu à développer une dynamique » et ses porte-parole « n'ont en commun que l'ex-

ploitation d'une addition de peurs ». Pour M. Billardon, « alors que la construction européenne est le parcours d'un long chemin ascendant, le rejet du traité d'Union européenne fonctionnerait comme un précipice placé sous les pas des Européens ».

Interrogé sur les propos de M. Georges Frêche, député (PS) de l'Hérault et maire de Montpellier, qui conseillait au PS de se montrer discret pendant la campagne (le Monde du 4 août), M. Billardon

estime qu'il serait inopportun de suivre un tel conseil, car « un grand parti en France, un parti de gouvernement se doit d'être clair, dynamique sur la question européenne ». Il ajoute : « L'idée qu'une formation politique puisse rester discrète dans ce débat est surréaliste. C'est précisément cette idée qui est en train de perdre Jacques Chirac ». Enfin, M. Billardon estime qu'au cas où les Verts rejoindraient le camp des « oui », il « ne serait pas judicieux »

de tenir des meetings communs avec eux, d'abord parce qu'il est préférable que chaque formation mène une campagne autonome, ensuite parce qu'il vaut mieux réserver « la cohabitation des tréteaux pour mars 1993 ». « Je souhaite ardemment la recherche de convergences entre le PS et les Verts dans la perspective des prochaines législatives », affirme M. Billardon, « je ne veux pas d'interférences dans cette recherche ».

## M. Le Gallou (FN) dénonce « l'esprit niveleur du jacobinisme »

M. Jean-Yves Le Gallou, membre du bureau politique du Front national, s'inquiète, dans un article publié par le quotidien Présent (daté 9-9 août), qu'un électeur du Front national sur cinq se dise prêt, selon les sondages, à « se dissocier de leur mouvement sur l'affaire européenne » en votant « oui » au référendum. Il ajoute qu'il connaît « des amis qui, par sentiment européen, sont eux-mêmes troublés ». « Qu'il me soit permis de dire à mes amis tentés de voter « oui » par sentiment européen, écrit-il, que ce qu'on leur propose avec Maastricht, ce n'est pas la défense de l'identité européenne, c'est un jacobinisme à l'échelle d'un continent; non seulement un jacobinisme qui vise à niveler toutes les différences intérieures à l'Europe, mais aussi les différences entre l'Europe et le reste du monde ».

Selon M. Le Gallou, à la lecture du traité de Maastricht, « l'esprit niveleur du jacobinisme y apparaît ligne après ligne », notamment à travers la répétition du mot de

« coordination » derrière lequel « il y a une directive communautaire en préparation, c'est-à-dire une réglementation administrative supplémentaire ».

Le dirigeant du Front national dénonce également comme une tentative de « normalisation idéologique » un article (138A) indiquant que « les partis politiques au niveau européen sont importants en tant que facteurs d'intégration au sein de l'Union » et « contribuent à la formation d'une conscience européenne et à l'expression de la volonté politique des citoyens de l'Union ». Pour M. Le Gallou, ce texte signifie que « les partis politiques ne sont reconnus dans le traité de Maastricht que dans la mesure où ils vont dans le sens de l'idéologie bruxelloise en agissant pour l'intégration de l'Europe ou la formation d'une conscience européenne ». Les rédacteurs du traité, conclut l'auteur de l'article, « révèlent ainsi leur vrai visage, celui du totalitarisme ».

## M<sup>me</sup> Guigou n'est pas « inquiète » sur l'issue de la consultation

M<sup>me</sup> Elisabeth Guigou, ministre déléguée aux affaires européennes, a déclaré, dimanche 9 août, au Forum RMC l'Express, n'être pas « inquiète » du résultat du référendum. « Je ne le suis pas, a-t-elle dit, parce que je pense que les Français sont des gens de bon sens, qu'ils sont responsables et qu'ils comprennent tout à fait l'extrême importance de ce choix pour l'avenir, et pour des dizaines d'années ». Estimant que « le clan des « non » a dit tout ce qu'il avait à dire », elle a souligné que la campagne pour le « oui » ne doit pas rester « le monopole des politiques ». Elle s'est réjouie que « des intellectuels, des chefs d'entreprise, des gens de toute sorte » y participent. A pro-

pos du volet social de l'Europe, M<sup>me</sup> Guigou a affirmé qu'il est « hors de question de niveler vers le bas les avantages sociaux ». Le ministre délégué aux affaires européennes a conclu : « Qui voudrait refuser que nous puissions parler d'égal à égal avec les Etats-Unis, avec le Japon ? Ce traité nous en donne les moyens. Qui voudrait refuser, qu'enfin, on ait une Europe plus proche, plus humaine, qui s'occupe d'environnement, qui s'occupe de santé, qui s'occupe de culture, sans vouloir détruire nos idéités nationales, au contraire, en voulant les exalter ? Si on ne veut pas de tout ça, alors on peut voter « non », mais on prend une responsabilité formidable ».

M. Zeller (UDC) demande une réforme du mode de désignation des députés européens. Dans une lettre à M. Adrien Zeller, député UDC du Bas-Rhin, qui demande une réforme du mode de désignation des députés européens, M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, déclare, le 3 août, qu'en vertu du traité de

Maastricht, le Parlement européen doit émettre un avis conforme avant l'adoption d'une procédure uniforme dans tous les Etats membres, et qu'il lui paraît donc « préférable d'attendre les résultats de ces délibérations pour procéder, en une seule fois, à tous les aménagements du mode de désignation des députés européens ».

POINT DE VUE

## Plaidoyer pour les élus du peuple

par Patrick Devedjian

On pourrait dire que ce n'a jamais été pire : « Faire de la politique » est aujourd'hui, pour l'opinion, synonyme de corruption (les affaires, les pots-de-vin, l'enrichissement injustifié), d'incapacité (le chômage, le logement, la pollution), voire de mort (le procès de la transfusion sanguine, l'assassinat des juges italiens par la Mafia).

La démocratie est-elle condamnée de ces périodes de dégoût et de rejet, du scandale de Panama à la chute de la IV<sup>e</sup> République, en passant par l'affaire Stavisky ? Faut-il même accepter cette suspicion permanente des citoyens à l'égard de leurs élus comme la contrepartie du contrôle populaire sur le gouvernement, qui empêcherait une dérive naturelle vers l'oligarchie et l'autoritarisme ?

Ces analyses ne font pas oublier que le rejet de la démocratie peut aussi conduire à la dictature ou à la guerre, qu'il se trouve toujours des démagogues habiles pour l'utiliser et que la civilisation est un long travail

patent dans lequel rien n'est jamais définitivement acquis. Face à tant de dégoût, les hommes politiques feraient bien de dire et de redire les joies et les grandeurs de leur rôle, peut-être même son utilité...

Qui connaît la fonction, le travail et le savoir-faire des politiques ? Ils sont souvent réduits à quelques signes de reconnaissance (écharpe, cocarde, voiture officielle), à quelques interventions publiques symboliques (mariages, cérémonies aux monuments aux morts, séances du mercredi à l'Assemblée nationale) ou à être un recours éventuel en cas d'ennui (service militaire, demande d'emploi, interventions diverses auprès d'organismes administratifs revêches).

Or que demande le peuple à ses élus ? D'être honnêtes, proches de leurs préoccupations, compétents et efficaces. Mais il ne faut pas oublier, en arrière-plan, la fonction symbolique de l'homme politique : à une époque où la religion est revêchée comme du domaine privé, où la fonction guerrière est heureusement exceptionnelle, où l'économie relève d'abord de stratégies libérales individuelles, il ne reste guère que l'homme politique pour être le dépositaire, le médiateur, parfois le bouc émissaire de nos désirs et de nos frustrations collectives.

### Il faut que la justice passe

Je ne m'appesantirai pas sur l'honnêteté : je crois qu'il n'y a, pour le moment, rien à faire pour convaincre les Français sur ce point. On aura beau leur expliquer qu'il n'y a pas plus d'hommes politiques mélophobes que dans toute autre catégorie sociale, que le financement des campagnes électorales n'étant pas prévu par la loi, il fallait bien, à moins d'être soi-même millionnaire, trouver de « généreux donateurs » et qu'on a pu le faire sans être soi-même mélophobe, il faut d'abord que la justice passe : c'est l'impératif apparent des hommes politiques qui scandalisent nos concitoyens et, plus profondément, la traditionnelle répulsion-sédution de la société française à l'égard de l'argent, qui s'exprime naturellement à l'égard des gens les plus « représentatifs » que sont les politiques.

Les hommes politiques sont-ils proches des préoccupations des gens ? Ils ne vivent peut-être pas la vie quotidienne de la majorité des

Français (on peut en dire autant de beaucoup de catégories professionnelles...), mais ils reçoivent et écoutent certainement plus de personnes de toutes sortes que quiconque. Ces permanences répétées, dont on dit avec une certaine commisération qu'elles font de nos élus des assistants sociaux (comme si ce n'était pas un métier utile et digne), leur font reconnaître la vie quotidienne de leurs concitoyens, leurs désirs et leurs soucis, et les empêchent de vivre dans un monde à part.

### Ni prière ni déni

Les hommes politiques sont-ils compétents ? Ne se contentent-ils pas de faire du clientélisme, soit de se laisser guider par leur administration ou leurs conseillers ? C'est vrai, et c'est heureux : il n'y a pas d'école pour faire de la politique. La plupart du temps, nos hommes politiques ont une profession au départ, qui, quelle qu'elle soit, leur a déjà ouvert l'esprit. L'action politique exige l'initiative, elle apprend à écouter les uns et les autres, à s'intéresser aux choses les plus diverses et à s'y intéresser de tous les côtés, ce qui n'est pas toujours le cas des fonctionnaires et des experts, souvent prisonniers d'une compétence étroite. On l'a vu malheureusement dans le procès du sang contaminé, où la décision politique a cruellement manqué et où aucun expert ne s'est eu le droit d'outrepasser son rôle. On l'a vu aussi avec l'application de la réforme du permis à points, pour laquelle le gouvernement avait engagé le vote bloqué au Parlement et refusé d'écouter les observations des députés favorables à la réforme.

Aujourd'hui, chacun reconnaît que la gestion des élus locaux, concernant les écoles, collèges et lycées, l'action sociale, et même les permis de construire, est meilleure que celle de l'Etat, qui souffre de centralisme et souvent de pauvreté (voir la justice et la sécurité).

Enfin, les hommes politiques sont-ils efficaces ? Pour certains, c'est l'essentiel : « Qu'en dis-tu ? » faisant comme « ils » veulent, l'important, c'est que ça fonctionne, que ma ville soit bien gérée, que je ne paye pas trop d'impôts, que mes enfants aient du travail, que nous vivions en sécurité. Nous touchons là au cœur du concept de la démocratie et de la République. Faudrait-il souhaiter cette obligation de résultats et rendre nos

élus à la fois responsables de l'état du monde et totalement libres de leurs moyens ? Certainement pas.

Dans un monde si complexe, si difficile et apparemment si déterminé, c'est déjà un pari de reconnaître une part de liberté à l'action politique, de reconnaître qu'il y a des solutions différentes, que certaines sont meilleures que d'autres et qu'il est donc légitime d'être dans l'opposition ou dans la majorité selon le cas, d'accepter l'alternance, la droite et la gauche, la démocratie. Mais accepter que l'action politique ne suffise pas à faire le bonheur de l'humanité, qu'elle ne résoudra pas miraculeusement le chômage, la faim dans le monde, l'hostilité entre les peuples ou les individus, c'est aussi refuser toute forme de totalitarisme, reconnaître que l'autre garde toujours sa part de vérité et ainsi son action dans le temps qui passe. C'est limiter la fonction de l'homme politique, ni prière ni déni, mais simple représentant de ses concitoyens pour gérer au mieux, avec intelligence, volonté et courage, l'espace restreint qui lui a été confié pendant une période déterminée.

Ce ne sont pas les cocardes, écharpes et autres insignes de leur représentation qui font courir nos hommes politiques, c'est cette possibilité d'améliorer, si peu soit-elle, la vie des autres. C'est prétention, cela s'appelle le pouvoir, mais cela rend nos hommes politiques heureux, et non pour de médiocres raisons. La politique, il faut le faire en chantant ou rester culbuter son jardin.

Patrick Devedjian est député RPR des Hauts-de-Seine et maire d'Antony.

### CULTURE GÉNÉRALE Les bases de la réussite

Une méthode claire et pratique, 20 cours pour faire le point des connaissances dans les principaux domaines de la culture générale. Des références et des repères indispensables à votre réussite. Documentation gratuite à

Institut Culturel Français  
302 303 Paris 15  
Tél. (1) 42 70 73 64

Les relations entre la gauche et les écologistes

## M. Lalonde souhaite construire « la majorité de Maastricht »

M. Brice Lalonde, président de Génération Ecologie, ancien ministre de l'environnement, affirme, dans un entretien au Journal du Dimanche du 9 août, que « c'est autour de l'Europe qu'il faut faire de la politique ». « La majorité que je souhaite pour la France, dit-il, c'est la majorité de Maastricht. Les climats, les frontières des partis, l'Europe les fait voler en éclats comme l'écologie le fait aussi ».

M. Lalonde précise qu'il a « le cœur à gauche » mais qu'il ne votera pas au second tour de l'élection présidentielle pour un socialiste « si c'est pour remettre les mêmes ». Il ajoute : « L'avenir est au « ticket ». Or le PS a toujours été l'adversaire de la majorité présidentielle car il a refusé un partenariat avec d'autres forces. Pour qu'il y ait ouverture,

mieux vaut que le premier ministre ne soit pas socialiste. (...) Il faut que les alliances nouvelles s'équilibrent maintenant. Je souhaiterais que la Génération Ecologie s'allie à la Génération Europe pour créer une majorité de Maastricht. (...) Une force nouvelle doit émerger qui sera la relève des socialistes mais aussi celle du libéralisme social ».

Tout en se disant prêt à accepter les circonscriptions que le PS pourrait lui proposer, M. Lalonde indique que son mouvement sera présent au second tour des élections législatives. « Il y aura des triangulaires partout, affirme-t-il. (...) Dans certains départements, nous dépassons largement le PS, dans d'autres l'UDF. Et cela sera possible seulement si les Verts et nous sommes capables de surmonter nos rivalités ».

## M<sup>me</sup> Blandin ne veut pas être « le gadget vert d'une région rouge ou rose »

M<sup>me</sup> Marie-Christine Blandin, présidente (Verts) du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, explique dans un entretien à l'hebdomadaire la Vie (daté 6-12 août) que « prôner l'écologie, c'est demander plus de justice pour tout le monde, plus de place, de l'eau potable et des paysages préservés pour tout le monde, c'est refuser une société d'élite, où certains vivent dans des jardins d'Eden tandis que d'autres s'agrippent dans des courées ». Rappelant qu'elle « manque d'expérience », elle ajoute : « Je pourrais m'inspirer de celle des autres élus. Mais leur savoir-faire est-il vraiment utile quand il s'agit de l'écologie ? L'écologie est la dégradation de l'environnement ? Moi, hier encore, je n'étais qu'une simple citoyenne. Du coup, les élus, à mon égard, sont ou sceptiques, ou ricanants, ou paternalistes, ou bienveillants. Seulement, moi, je connais le prix du pain, je n'ai pas pris l'habitude d'avoir des concubines et, quand je parle avec gens sur le terrain, ils me comprennent ».

M<sup>me</sup> Blandin affirme, d'autre part, que, si le PS et le PC ont aidé à son

élection, elle n'a pas « pour motif l'intention d'être le gadget vert d'une région rouge ou rose ». Enfin, elle exprime le souhait « que les Verts soient plus rassembleurs ». « Celui qui nous a fait du mal, conclut-elle, c'est Brice Lalonde, qui, en créant le mouvement concurrent, Génération Ecologie, a lancé : « Verts écologistes, il a le sens de la rime. On aurait dû avoir la présence d'esprit de rétorquer : « Génération compromission ».

O. Le vote par procuration des retraités en vacances. - A la suite de notre article indiquant que cinq propositions de loi visant à élargir aux retraités en vacances la possibilité de voter par procuration avaient été déposées depuis le début de la législature (le Monde du 5 août), le groupe UDC de l'Assemblée nationale nous prie de préciser qu'il a déposé, lui aussi, le 5 octobre 1988, une proposition de loi allant dans le même sens, dont le premier signataire est M. Claude Birreux (Hauts-de-Seine).

## Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FAUGUÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-45-25-25  
Télécopieur : (1) 40-45-25-99  
Téléc : 208.800F

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVÈRE-MÉRY  
94062 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-45-25-25  
Télécopieur : (1) 40-45-30-10  
Téléc : 251.311F

Édité par la SARL Le Monde  
Date de la société :  
créée en 1826  
10 décembre 1944

Capital social :  
620 000 F  
Principaux associés de la société :  
Société civile :  
« Les rédacteurs du Monde »,  
« Association Hubert-Beuve-Méry »  
Société anonyme :  
des lecteurs du Monde  
Le Monde-Strasbourg,  
M. Jacques Lescour, gérant.

Imprimé :  
à Paris, C. M. Gauthier  
19452 IVRY CEDEX  
Commission paritaire des journaux  
et publications n° 37 437  
ISSN : 0395-2037  
PRINTED IN FRANCE  
Représentations sur les télévisions  
et radios de France (1) 40-45-25-33

## Le Monde PUBLICITE

Jacques Lescour, président  
Michel Cui, directeur général  
Philippe Dupuis, directeur  
15-17, rue du Colonel-Frère-Arty  
75002 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 46-62-72-72  
Téléc : MONDOPUS 624 125 F  
Tél : 45-02-02-72, Société M&M  
de la SARL Le Monde et de M&M Group SA

## Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15, rue LEMONDE  
94 30-15 - Téléc. LM  
Reproduction interdite de tout article  
sans accord avec l'administration

## ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94062 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-45-25-30

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS
3 mois	450 F	575 F	750 F
6 mois	850 F	1 125 F	1 550 F
1 an	1 600 F	2 000 F	2 900 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.  
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changement d'adresse : précisez la nouvelle adresse et indiquez votre numéro d'abonnement.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

201 MON 01  
Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐  
Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_  
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.



# LES XXII<sup>es</sup> JEUX OLYMPIQUES D'ÉTÉ

De nos envoyés spéciaux  
à Barcelone

## Images

Une profusion d'images a été déversée sur le monde pendant la quinzaine olympique de Barcelone. Lors de la cérémonie de clôture, près d'un tiers des habitants de la planète ont choisi de rester devant des écrans de télévision pour regarder le spectacle. La splendeur des derniers feux d'artifice aura momentanément effacé la mémoire collective de la guerre du Golfe. Que restera-t-il des Jeux après les Jeux ? Pas forcément le souvenir des héros du stade, dont les noms gonflent la liste des palmarès.

De la rénovation des antiques Jeux d'Olympie à Athènes en 1896, on a retenu le réveil du nationalisme grec qui allait contribuer au déclenchement, en 1897, d'une guerre avec la Turquie pour la libération de la Crète. Vingt-quatre ans plus tard, à Anvers, aux lendemains de la « Grande Guerre », celui qui allait devenir le général McArthur révélait un trait du caractère qui en fera, un quart de siècle après, le héros de la guerre du Pacifique : il a enfoncé avec un canon les grilles du stade d'entraînement que les officiels néerlandais entendaient interdire aux athlètes dont il avait la responsabilité.

A Berlin en 1936, la fureur de Hitler provoquée par les triomphes du Noir américain Jesse Owens s'écarteront sur la nature profonde du régime nazi. En 1968, à Mexico, le poing ganté de noir brandi sur le podium du 200 mètres par les héritiers de Jesse Owens, Tommie Smith et John Carlos, annonçait la désagrégation du melting pot américain. Quatre ans après, c'était un commando de terroristes qui ensanglantait les Jeux de Munich pour soutenir la cause palestinienne.

En 1976, la quasi-totalité des Africains remontaient à la gloire des stades pour protester contre la situation réservée par le pouvoir blanc à leurs frères d'Afrique du Sud. Et lorsque les troupes soviétiques envahirent Kaboul, le président des États-Unis, M. Jimmy Carter, n'eut rien d'autre à proposer que le boycottage des Jeux de Moscou... Moment privilégié de sport, la grande confrontation quadriennale de la jeunesse du monde, vouée par Pierre de Coubertin, à un effet de loupe sur les vicissitudes de l'Histoire. Quelle a donc été l'image des Jeux de Barcelone ? Les pessimistes retiendront le visage de cire d'une fillette chinoise embrasée dans un combat qui la dépense pour la gloire d'un régime qui ne veut pas désarmer. Cet éveil de la Chine au sport de haute compétition suscite en effet un certain malaise. Les méthodes employées et les visées affichées semblaient avoir été jetées aux poubelles de l'Histoire. D'autres regretteront que la participation aux compétitions de Serbes, de Croates et de Bosniaques n'ait en rien ralenti la folle meurtrière sur le territoire de l'ancienne Fédération yougoslave.

Pour les optimistes, ces Jeux auront laissé percer une note d'espoir. La grande - sinon la seule - émotion a été provoquée par deux petits bouts de femmes, l'Éthiopienne Derartu Tulu et la Sud-Africaine Elana Meyer, enlacées, drapées dans leurs drapeaux, pour un tour d'honneur triomphal après leur formidable bataille dans les 10 000 mètres. L'Afrique noire et l'Afrique blanche réunies dans un double symbole d'espoir pour le continent noir : la libération de la femme, la fin de l'apartheid. L'image des Jeux 1992...

A. G.

L'Espagne moissonne vingt-deux médailles, dont treize en or

## Conquistadors

Pays hôte, l'Espagne a remporté vingt-deux médailles, une moisson plus de cinq fois supérieure à celle de Séoul en 1988 et faite d'or pour plus de la moitié. A l'origine de ce succès, un plan de sélection draconien lancé en 1987. L'aide d'une nation en liasse et la présence paternelle du roi Juan Carlos ont fait le reste.

La chaleur est épouvantable, ce samedi soir 8 août. Dans le stade olympique de Montjuïc transformé en coquille-mante, l'excitation des soixante-dix mille spectateurs est de plus en plus convulsive. La vague de drapeaux espagnols roule à en donner le mal de mer. Soudain, sur la piste, un homme s'extirpe du peloton et, porté par cette houle sang et or, termine sa course dans un sprint fulgurant. Vainqueur stupéfait du 1 500 mètres, Fermín Cacho apporte à l'Espagne la première médaille d'or de son histoire en athlétisme.

Les athlètes sont des conquistadors. Sur les vingt-deux médailles remportées à Barcelone (contre quatre à Séoul en 1988), treize sont « fondées » dans l'or, sept sont en argent et deux en bronze. Treize médailles d'or en quinze jours, quand le pays n'en avait gagné que quatre en un siècle...

La fièvre du pays d'accueil n'explique pas tout. L'Espagne a semé les germes de sa moisson future il y a cinq ans. Un an après la désignation de Barcelone comme ville olympique, les instances nationales du sport lancent une impressionnante machine de guerre. Nom de code : plan ADO (Association du sport olympique). Objectif : trouver dans le pays les meilleurs athlètes, les entourer des meilleurs spécialistes et les faire courir sur le meilleur matériel.

Grâce à la chasse menée par des fédérations sportives régionales très

efficaces, dans un pays partagé en régions autonomes, les autorités ont pu rassembler, plus ou moins importantes selon les performances : de 30 000 F à 350 000 F pour les cracks du « super-groupe ». A la fin de l'année, ceux qui n'ont pas atteint les chutes d'argent ont été rejetés et remplacés. Après cinq ans de sélection, deux cent soixante-douze athlètes seront déclarés dignes de porter les couleurs du pays aux Jeux.

L'Espagne est sévère, mais généreuse si le poulain le mérite. Le décanthonneur Antonio Peña, futur médaillé d'argent, refuse de s'exiler à Madrid pour préparer les Jeux. On lui ouvre un centre ultramodernisé dans sa ville de Murcie. Grâce à des accords de collaboration, avec les pays de l'Est surtout, les meilleurs espoirs profitent des conseils de techniciens étrangers. Les Bulgares travaillent avec des Français et des Belges ; le cycliste Jose Manuel Moreno s'entraîne avec un Russe ; les tireurs à l'arc avec un Ukrainien, etc.

### Gagner coûte cher

Le budget du plan ADO s'élève à près de 900 millions de francs, financé par l'Etat et vingt-trois entreprises privées qui ne se sont pas fait prier pour participer à l'opération olympique. Gagner coûte cher. Les villes des baux sont sillonnées dans les matières les plus légères et le vélo du futur champion olympique Jose Moreno est moulé dans des matériaux composites futuristes. Il faudra en revanche attendre pour les installations. Fin 1992, acquis pour 4 millions de francs : le cheval, monté par Luis Astolfi, a échoué à la der-

nière place de l'épreuve de saut d'obstacles. Les primes de médailles sont alléchantes : 400 000 F pour l'or, 200 000 F pour l'argent et 125 000 F pour le bronze. Enfin, les budgets publics des organismes chargés du sport ont été doublés en quatre ans.

« Les Jeux olympiques ont donné un élan définitif au sport dans le pays », Javier Gomez Navarro, secrétaire d'Etat du sport espagnol, est satisfait. Mais il a fallu compter aussi avec les impondérables : des tiraillements entre autorités régionales et tutelle nationale, également tentées par une exploitation politique de la victoire olympique, ou des déceptions sportives comme la sortie prématurée des handballeurs en phase qualificative ou la déconfiture des quatre cyclistes distancés dans le 100 kilomètres contre la montre. Sans compter ces favoris qui ont failli dans leur mission de chercheurs d'or, comme Arantxa Sanchez, qui restera longtemps coupable de n'avoir rapporté que l'argent et le bronze du tournoi de tennis. « Nous avions secrètement projeté de ne gagner que de l'or », sourit Carlos Ferrer Salat, président du Comité olympique espagnol.

Pendant quinze jours, le roi, la reine, le prince et l'infante ont multiplié leurs apparitions sur tous les lieux de la compétition. Juan Carlos a assisté à la victoire surprise de l'équipe féminine de hockey sur gazon. Il venait à peine de pénétrer dans la loge officielle de Mont Camp, samedi 8, quand l'Espagne est devenue championne olympique de football, battant en finale du tournoi la Pologne, grâce à un but marqué cinquante secondes avant la fin de la rencontre. Il était là, aussi, quand Fermín Cacho a franchi la ligne, poussé par une force que certains ont juré divine.

BÉNÉDICTE MATHIEU

La cérémonie de clôture

## Enfer et rumba !

Il restait encore quelques flammes d'été sur la piste du stade olympique. Pas celles de l'orage du matin dont les organisateurs ont cru qu'il allait perturber définitivement le ciel et gâcher la soirée, mais des restes oubliés de la sueur des marathoniens emportés sous des flots régénérateurs. Les Coréens Hwang Young-cho venait à peine d'inscrire son nom au bas du registre prestigieux des coureurs au long cours que déjà la fête se préparait. Il faut bien tourner la page, passer le relais au suivant sans faire grise mine.

C'est sans doute pour cela que des amuseurs supposés drôles ont amorcé le programme par de mièvres foots. Heureusement, les 65 000 spectateurs ont pu se divertir sur écran géant grâce aux morceaux choisis de ces olympiades pauvres en records. Trois nouveaux records du monde athlétiques seulement pour une fête en vingt-huit dimensions, toutes catégories, pour 815 médailles emportées au creux d'espoirs déçus ou de surprises ravies.

Alors que le Zeppelin blanc, compagnon indéfectible du stade olympique, continue de veiller sur son protégé, les cent soixante-douze drapeaux des nations participantes sont venus faire leurs adieux à leur père respecté, la fanion immortel de l'olympisme. Placido Domingo a accompagné le descente du drapeau de ce rassemblement de 15 000 athlètes avant que seize enfants ne fassent disparaître dans les coulisses des exploits éternels. La flamme a son tour s'est consumée lentement avant de s'engloutir sous les accents lyriques d'un soprano barcelo-

nais au doux nom de Victoria de Los Angeles. Cette mort temporaire a jeté pour sa vengeance le signal à un déluge de feu. Une maestria incendiaire qui a plongé la colline Montjuïc au centre de l'enfer.

La soirée s'est soudain peuplée de créatures d'épouvante émettant flammes et étincelles. Une pelouse transformée en un capharnaüm démoniaque tandis que le ciel explosait sous des gerbes volcaniques d'étoiles. Le déluge apaisé, Cobi, la mascotte des Jeux, s'est envolé, au plus profond de la nuit, dans un vaisseau argenté lancé à la poursuite de ballons baroques.

### 10 tonnes de poudre

Les 10 tonnes de poudre de feux d'artifice brûlées par cet allumeur de rêve nommé Christophe Barthouneau, les athlètes et la foule se sont retrouvés sur le stade pour danser le rumba. Les dieux et leurs admirateurs confondus dans une masse unique, vibrante, éclatante de joie, fut une rencontre inattendue. Les appels des organisateurs pour empêcher cette communion fraternelle se sont heurtés à un élan inextinguible.

Les guitares muettes, il a bien fallu rompre la magie et quitter les hauteurs de Montjuïc. La police s'est évertuée à canaliser difficilement le trop-plein d'enthousiasme tandis qu'un haut-parleur demandait sans relâche : « Pour votre sécurité, évitez les concentrations. » Pour la prochaine, rendez-vous à Atlanta en 1996.

M. B.-R.

Un entretien avec le maire de Barcelone, M. José Maragall

## « Une bonne affaire du point de vue économique »

Maire de Barcelone et président du Comité d'organisation des XXII<sup>es</sup> Jeux olympiques, M. José Maragall a fait pour le Monde le bilan de la quinzaine écoulée et tracé les perspectives qui ancreront la capitale catalane.

« Est-ce que les Jeux ont été une bonne affaire ? Les deux principales menaces qui pesaient sur ces Jeux - le mauvais temps et un acte terroriste - ne se sont pas concrétisées. Sauf un peu de pluie, le dernier jour... »

« Il y avait beaucoup d'écueils, de problèmes potentiels qui ne se sont pas présentés. Ces Jeux ont vraiment été très protégés par les dieux grecs et, s'ils se réveillent aujourd'hui (allusion à l'orage), c'est pour dire adieu aux olympiades. »

« Êtes-vous un homme heureux et satisfait du déroulement des Jeux ? »

« Finalement, tout s'est passé comme prévu bien que j'aie toujours eu dans un coin de la tête la crainte que ce moment n'arrive jamais. Et puis, maintenant il est là. Alors, je dirais même que tout s'est passé un peu mieux que prévu. »

« Pourquoi un peu mieux ? »

« Parce que, en plus de ce que nous avions prévu, il y avait des choses que je ne pouvais pas programmer, par exemple les résultats sportifs, lesquels se sont en fin de compte ajoutés à une organisation qui a fonctionné sans heurt et ont aidé celle-ci en la favorisant sur le plan moral. »

« Y a-t-il des choses qui ont mal fonctionné, que vous déplorez ? »

« Il y en a mais je ne peux pas vous le dire. On fera des analyses dans le détail parce que tout n'a pas marché exactement comme prévu. Mais ce sont des aspects mineurs. »

« Dans quel domaine ? »

« Dans beaucoup de domaines. La logistique est tellement complexe quand vous avez 15 000 personnes à rassembler, à transporter et à faire se produire d'une façon ou d'une autre dans soixante-sept installations sportives et dans seize villes, avec une flotte de six cents autobus et deux mille voitures, et tout le monde doit être là au moment voulu. En plus, tout est contrôlé par un système informatique qui vous permet de les suivre partout sur le terrain. Tout cela n'est pas facile. C'est comme une guerre. C'est ce qui ressemble le

plus à une guerre pacifique parce que vous devez mobiliser une armée de 40 000 volontaires et 40 000 membres des forces de sécurité et plus de 15 000 athlètes et techniciens. Il faut être maître de la situation. C'est une sorte de guerre pacifique très excitante. Il y a des postes de commandement, des services secrets. Il y a tout ce qu'il y a dans une guerre. »

« Barcelone est-elle restée sécuritaire pendant ces Jeux ? »

« Elle était elle-même. On a préparé cela depuis une soixantaine d'années. La ville s'est investie dans les Jeux à 100 %. »

La sécurité n'a pas été oppressive

« Les exigences de sécurité, la présence policière importante, les restrictions à la circulation n'ont-elles pas empêché la vie normale, et les Barcelonais n'ont-ils pas, plus que d'habitude, quitté la ville ? »

« Pas du tout. Beaucoup de parties parce qu'ils avaient décidé de le faire. On avait choisi le mois d'août parce que la ville, à cette époque, est à moitié vide. Or, elle ne l'a pas été. Barcelone a été plus active qu'habituellement. Les restrictions n'ont pas été oppressives à aucun moment. La présence policière a été presque normale et elle est passée assez inaperçue. »

« Vous avez tout de même déploré le fait que les médias, les athlètes et les journalistes derrière des grilles, dans des sortes de camps retranchés... »

« Je n'ai pas déploré cela. Ce que j'ai dit et ce que je continue de dire, c'est que l'impact que dans le futur les éléments très simples que nous utilisons actuellement comme par exemple cette sorte de grille à poutres sera remplacé par des techniques plus sophistiquées qui feront disparaître ces barrières matérielles qui ne sont pas belles. »

« Est-ce que la fréquentation des Jeux par le public a été à la hauteur de vos espérances ? »

« Oui, d'après ce que j'ai vu, c'était exactement comme prévu puisque les installations sportives étaient situées dans des endroits où l'on pratiquait déjà ces sports en compétition comme à Badalona le basket, et à Granollers le handball. C'est pour cela que les gens sont venus. Les sites qui n'ont pas eu

l'affluence que certains espéraient, c'est essentiellement le football. »

« Les Barcelonais ont-ils participé de façon importante aux Jeux ? »

« Ils ont beaucoup participé. Ce sont les Barcelonais qui ont fait la population des environs qui est venue par exemple uniquement pour voir les sites. Le week-end dernier, il y a eu un million de personnes à Montjuïc parce qu'elles voulaient simplement vivre cette ambiance. »

« Sur le plan politique, les Jeux ont permis une sorte de consensus entre l'Espagne et la Catalogne. Les indépendantistes ne se sont pas manifestés. Qu'en pensez-vous ? »

« Les séparatistes ont fait une trêve des manifestations de rue ou autres. Ce n'était pas inconcevable, mais ils ont jugé que ce ne serait pas apprécié par la population en raison de la popularité des Jeux. Ils ont été intelligents. Par contre, les nationalistes modérés ont été très déçus et en suite se sont rendu compte qu'il ne fallait pas miser trop sur une publicité partisane. »

L'arrogance des sponsors

« On a pu voir dans le stade olympique, lors de la victoire de Fermín Cacho, et pendant la finale de football, des drapeaux espagnols. C'est un fait nouveau. Qu'est-ce que cela signifie ? »

« C'est effectivement un fait nouveau à Barcelone. On n'avait jamais vu de drapeau espagnol dans les spectacles sportifs ou dans la rue, c'était le monopole des bâtiments officiels. Or, le drapeau espagnol a respecté le drapeau catalan, l'hymne espagnol a respecté l'hymne catalan et les autorités espagnoles ont respecté les symboles catalans. Je pense que, pour la première fois dans ce siècle, il y a eu un véritable mariage des deux. Le symbole le plus net est Fermín Cacho, le vainqueur du 1 500 mètres, qui a fait le tour du stade avec dans la main gauche le drapeau espagnol et dans la droite le drapeau catalan. C'est un peu l'image de ces Jeux. »

« Si vous deviez recommencer à préparer les Jeux, que changeriez-vous au vu de leur déroulement ? »

« Je serais beaucoup plus attentif

face à l'arrogance des sponsors. Sans leur apport, il n'y aurait pas de Jeux olympiques mais je pense que la société civile va leur demander de plus en plus certaines restrictions de leur présence publique. Il leur faudra payer la même somme ou un peu plus pour obtenir moins de surface publicitaire, moins d'images. L'esprit olympique oblige à ne pas avoir de publicité dans le stade, ce qui est très agréable, mais il faudra que dans la rue cela devienne la même chose. »

« Va-t-il y avoir une période d'austérité après les Jeux ? »

« Oui il y aura une période d'austérité. Nous allons nous passer des investissements publics comme ceux que nous avons réalisés au cours des dernières années mais nous n'allons pas augmenter la pression fiscale sur le citoyen de Barcelone en cours des prochaines années. C'est une promesse que nous tiendrons. Nous ferons appel aux investissements privés pour rentabiliser l'espace que nous avons publiquement préparé pour cela. Nous avons basé la croissance économique de la ville sur des investissements privés dans un cadre que nous avons fixé. Ce qui signifie pour les dépenses ordinaires une certaine austérité mais aussi une amélioration de la qualité de la vie par la mise en valeur de ces réalisations. La pression fiscale restera de 2,1 % sur le revenu local. Les Jeux sont une bonne affaire du point de vue économique, une très belle affaire puisque le comité organisateur aura un bilan équilibré et en plus il ajoute un surplus au capital social de la ville et de la région d'une façon importante : 350 millions de dollars. »

« Quelle utilisation aurez-vous de tous les sites et de tous les sous-sites olympiques ? »

« On a beaucoup plus adapté que prévu. Barcelone a préparé les Jeux depuis 1920. Le stade olympique était là mais il était vétuste. Il a fallu le refaire pour un coût de 8 milliards de pesetas. Pour ce qui est du neuf, le palais San Jordi par exemple a coûté la même somme, ce qui est moins de la moitié, on peut-être un peu plus, que le Palais omnisports de Bercy à Paris pour la même capacité. La piscine Pioncell était là pour les championnats d'Europe en 1972. La piscine de saut et de water-polo avait été construite en 1929 pour les Jeux de 1936. »

« Quel est le montant de la dette de la ville et comment pensez-vous pouvoir la payer ? »

« Depuis 1991, on a planifié les quatre années à venir de façon à diminuer la dette à partir de l'année prochaine et on va la faire avec les ressources normales, les revenus provenant de la croissance des Jeux et les revenus des Jeux eux-mêmes. Ce qui coûte cher, ce ne sont pas les JO, puisque je vous ai dit que c'est une belle affaire, mais les dépenses de « capitalisation » parce que Barcelone est la capitale d'un État qui n'existe pas. Il nous a fallu payer de la poche du citoyen de la ville quatre hôpitaux, quarante écoles, un conservatoire de musique, un orchestre, trois palais, vingt-quatre musées. Ce qui fait que c'est une ville qui paie une part de ce qui doit normalement revenir à la charge de l'Etat. Cela ne peut pas continuer. La dette est de 250 milliards de pesetas. »

« Une ville merveilleuse »

« Que va-t-il vous rester comme image des Jeux ? »

« Des choses très simples. Le soir de l'inauguration je suis allé dîner tard dans un quartier populaire près de la mer. A la fin du repas, les gens qui étaient là ont applaudi pour me dire qu'ils étaient heureux. C'est ce sentiment de joie qui me restera. »

« Vous êtes effectivement un homme heureux ? »

« Je le suis car je suis le maire d'une ville merveilleuse. Ce qui est une chance à laquelle je ne croyais pas. Je n'avais jamais imaginé. Cette ville est devenue la capitale du monde pendant seize jours et elle a très bien tenu son rôle. Alors, il vous reste à imaginer ce que j'éprouve. »

« Et après, Barcelone sera la capitale de quoi ? »

« De l'Europe. Enfin, dans un certain sens, puisqu'il y a déjà Bruxelles. Mais nous serons en tête d'un groupe de villes d'Europe qui veulent démontrer au monde que les grandes villes ont un futur. Chaque ville a ses propres Jeux olympiques pour mobiliser ses énergies et la décennie qui vient de s'ouvrir sera la décennie des villes qui essaieront de résoudre les problèmes de qualité de vie et d'humanité qui les angossent. »

Propos recueillis par MICHEL BOLE-RICHARD



ATHLÉTISME : deux records du monde pour les relais américains

# Les fruits de la discorde

La Sud-Coréenne Young Cho-hwang a gagné le marathon, dimanche 9 août. La veille, la dernière grande soirée d'athlétisme avait été marquée par les deux records du monde établis par les relais américains du 4x100 mètres, en 37 s 40 (ancien record : 37 s 50) et du 4x400 mètres, en 2 min 55 s 74 (ancien record : 2 min 56 s 18). Carl Lewis a ainsi remporté sa huitième médaille d'or en trois Jeux. L'Espagnol Firmin Cacho, l'Allemand Dieter Baumann et le Tchèque Jan Zeleny ont remporté respectivement le 1 500, le 5 000 mètres et le javelot. Chez les femmes, l'Algérienne Hassiba Boulmerka (1 500 mètres) et l'Allemande Heike Henkel (saut en hauteur) ont confirmé leurs titres de championnes du monde. Les sprinteuses américaines ont remporté le 4x100 mètres, tandis que celles de la CEI s'imposaient dans le 4x400 mètres.

Il hurle. Dans son dos, Dennis Mitchell vient de lui passer le relais en lui criant « cours pour le record du monde ». Alors Carl Lewis hurle à son tour, trois « yes » qui lui déclenchent le visage, d'ordinaire si impassible. Il hurle sa joie d'être le dernier d'une mécanique parfaite, l'ultime projectile de la catapulte américaine. Il hurle aussi pour expulser sa frustration d'avoir été privé si longtemps de cette ligne droite dont il demeure le roi. En moins de dix secondes, il se confond avec tous les Carl Lewis de légende, le battant de Rome et de Séoul, le recordman du monde de Tokyo. En quelques folles secondes, il est plus que jamais le meilleur athlète du monde, qui aura réussi à prendre ses Jeux en marche et à leur laisser sa marque.

Alois, une fois la ligne traversée, il hurle à nouveau et jette son témoin dans la foule. Comme pour se débarrasser de la preuve qu'il n'était pas seul, comme si, pris par son rêve de puissance, il rechignait un instant à couper sa gloire en quatre. Mais Carl Lewis sait que sa huitième médaille d'or sera collective. Il n'est que le dernier des relayeurs américains qui viennent de s'installer un peu plus confortablement sur ce trône, d'où quatre Français, il n'y a pas si longtemps, avaient réussi à les faire tomber. Carl Lewis se retourne vers les autres qui accourent, le visage enfin souriant de Dennis Mitchell, médaille de bronze du 100 mètres, la tête d'abîme de Mike Marsh, champion olympique du 200 mètres, et les yeux illuminés de Leroy Burrol, en partie vengé de son échec du 100 mètres. Les trois hommes enserment le maître, le fondeur dans leur masse. Le relais américain n'est plus qu'une mêlée noire, hissante de jubilation.

Une heure plus tard, la scène s'est reproduite, identique. Quatre autres coureurs ont imposé à la foule une nouvelle corvée de drapeaux, la deuxième indigestion d'affilée de bannières étoilées. Ils venaient de boucler leurs quatre tours de piste avec 10 mètres d'avance sur leurs poursuivants en retranchant une demi-seconde à leur record du monde. Comme leurs prédécesseurs, ils se sont mêlés dans un enchevêtrement de bras.

Difficile, à voir les deux images superposées, d'imaginer que ces huit hommes ne passent pas leurs journées à hurler leurs passages de témoin et leurs nuits à parler de tactique. Pourtant ces relais ont accouché de leur harmonie dans la discorde. Les huitièmes de leurs courses sont issues de la brouille. Chacun de ces quatuors compte son mouton noir, un homme que les trois autres ont rêvé d'expulser de leur accord parfait.

## Une ambition commune

Dans le 4x100 mètres, c'est Dennis Mitchell. Le fils de militaire, qui s'entraîne en Floride, est le seul des quatre qui n'appartienne pas au Santa-Monica Track Club. Or, aux États-Unis, ce club, entraîné par Carl Lewis, fait figure d'Élysée à part dans le royaume des sprinters. Longtemps ses membres ont rêvé de se confondre avec l'équipe américaine. Ils ont donc cherché à déstabiliser Mitchell, à coups de déclarations raccommodées. Mais, à force de bonnes performances, le vainqueur des sélections américaines (les trials) est rapidement devenu invincible. Entre l'homme seul et le clan, la haine s'est alors exacerbée sur le terrain des meetings, le sprinter concevant une grande déception de la force de frappe financière du Santa-Monica TC, qui tire profit du nombre pour se vendre sous forme de plateau de stars, beaucoup plus cher qu'un coureur isolé.

A Narbonne, base de préparation américaine ces Jeux, il a passé leur temps à se disputer, alors qu'ils étaient censés s'entraîner ensemble. « Je ne peux pas les obliger à se parler », soupireait alors Mel Rosen, le responsable des relais au sein de la fédération américaine.

Chargé de gérer cette discorde au quotidien, il se désolait d'autant plus qu'il lui fallait effacer l'humiliation de Séoul, et ce bâton perdu en demi-finale qui avait coûté une place assurée sur le podium. Tout aurait pu s'envenimer lorsque Carl Lewis, exclu du 100 mètres après sa sixième place aux sélections américaines, a fait connaître, peu avant les Jeux, son intention de participer au relais.

On ne refuse rien à sa majesté : restait donc à lui trouver une place. C'est l'infortuné Mark Witherspoon, lui aussi membre du Santa-Monica, qui s'est chargé de régler le cas de conscience de Mel Rosen en se laissant opportunément dans le 100 mètres. La formation définitive n'avait alors plus qu'à se rodor. Les quatre hommes l'ont visiblement fait du bout des doigts, puisque, en demi-finale, Mitchell et Lewis ont bien fallu se téléscoper. Jusqu'à cette concordance miraculeuse de la finale, née, pour une fois, d'une ambition commune.

L'issue du 4x400 mètres se doit, lui aussi, à une place qu'a bien eue. Michael Johnson aurait dû devenir l'une des stars de ces Jeux, si une étrange défaillance, justifiée par une intoxication alimentaire, ne l'avait écarté de la finale du 200 mètres. Lui aussi a été confronté à un tir de barrage de deux membres de son équipe, également du Santa-Monica TC. Steve Lewis et Danny Everett ne voulaient pas le voir courir à leurs côtés, sous le très légal prétexte que Johnson n'avait pas disputé le 400 mètres des sélections américaines, une distance sur laquelle il est pourtant l'un des meilleurs mondiaux. Or, depuis une année, la rigoureuse règle de sélection des relais s'est assouplie : aux quatre premiers des trials, peuvent s'ajouter deux autres jokers, et les responsables de la fédération américaine complaient bien imposer Johnson, de gré ou de force. La blessure de Danny Everett aura finalement évacué le différend. Et Michael Johnson a pu oublier sa déconvenue du 200 mètres avec un record du monde et une médaille d'or. Comme à Carl Lewis, le relais lui aura servi de session de rattrapage du talent gâché.

Ce bel ensemble n'a toutefois duré que le temps de déclarations éphémères et de congratulations devant la presse. Samedi soir, après leur record du monde et une médaille d'or, comme à Carl Lewis, le relais lui aura servi de session de rattrapage du talent gâché.

JÉRÔME FENOGLIO

## HANDBALL : la France troisième

### Une victoire musclée

Le tournoi olympique de handball a été remporté par la CEI devant la Suède (22-20). La France a pris la troisième place en s'imposant face à l'Islande (24-20).

Elle venait pour participer, pour démontrer que leur sélection olympique n'était pas un coup du sort. De Barcelone, les handballeurs français rapportent le bronze. Ils voulaient prouver qu'ils n'étaient pas de fragiles petits poucets. Les voilà auréolés d'une solide réputation de bageurs dont il faut se méfier au niveau international. La bande entraînée par Daniel Costantini l'a une dernière fois montrée, samedi 8 août, en remportant, dans un match pour la troisième place du tournoi, une victoire musclée (24-20) face aux Islandais, les invités-surprises qui remplaçaient les Yougoslaves bannis par l'embargo.

Sur le terrain transformé en cour de récréation, les deux bandes rivales se sont livrées à une bagarre hachée par des pénalités et des expulsions. Hargneux et fébriles, les Islandais ont rapidement plié devant les Bleus plus agressifs que combattifs. Quand la sonnerie de la fin du match a retenti, les joueurs français, redevenus des enfants sages, se sont jetés dans les bras de leur entraîneur, ravi d'avoir offert la victoire à celui qui les avait sortis de l'ombre pour les conduire, en sept ans, dans l'élite des douze premières équipes mondiales.

Et maintenant ? Dans six mois aura lieu en Suède le prochain mondial de handball. Alors, il ne s'agit plus de se battre pour se maintenir, mais pour gagner d'autres médailles. Les Français rêvent de voir leur prouesse d'avant-diffusée à la télévision à des heures de grande audience. Ils n'en finissent pas de remercier ces Jeux, qui ont contribué à rendre leur sport plus populaire, à condition de faire le spectacle. Venus montrer leur force, Denis Laboud, Frédéric Volle et les autres ont encore à confirmer l'étendue de leur talent.

B. M.

## Barcelone médaille d'or

Suite de la première page

Chuck Daly, l'entraîneur américain, évaluait à près de trois milliards le nombre de téléspectateurs qui ont suivi la finale de basket dans cent soixante-quinze pays. Parmi eux, beaucoup de jeunes garçons dans le monde ont rêvé de devenir Michael Jordan ou « Magic » Johnson. Je crois que nous avons apporté cette part de rêve dont le monde a besoin. Peut-être parce qu'elle était vouée à disparaître après son ultime apparition au Palais des sports de Badalona, cette constellation d'étoiles filantes a provoqué à chacune de ses sorties un raz-de-marée populaire sans précédent pour l'olympisme.

En grands professionnels, les Américains se sont appliqués à soigner le spectacle. Tel un aiguilleur de ciel chargé de régler le trafic sous les panneaux, Chuck Daly a surtout veillé à ce que chacune de ses douze stars dispose du temps imparti pour faire son show. La volonté des Croates de ralentir le jeu pour limiter l'ampleur de leur défaite n'a pu empêcher les Américains de distiller quelques-uns de leurs morceaux choisis : les passes « en aveugle » de « Magic » Johnson, les dribbles en pleine course ponctués de smashes de Michael Jordan, les mains saines de Patrick Ewing sur les rebonds, les vulgaires remontrées de terrain avec un ballon transformé en bouée de billard. Pour confiner au sublime, il ne manquait à ce spectacle de la perfection gestuelle qu'une touche d'émotion.

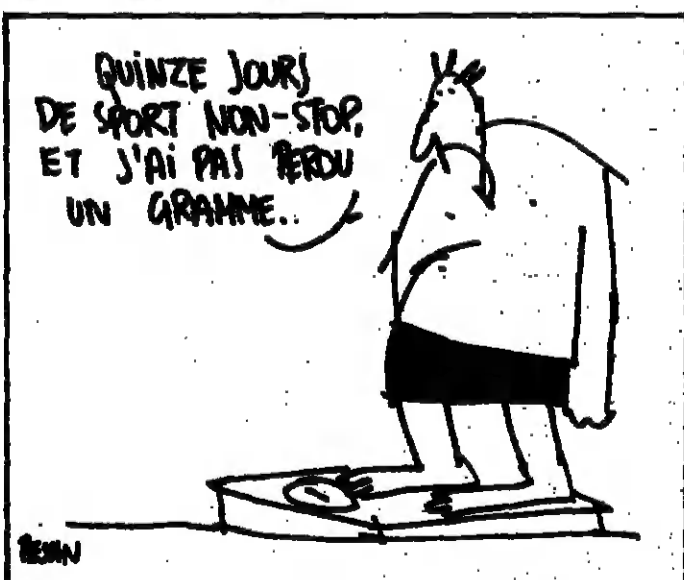
Si les basketteurs ont volé la vedette avec autant de facilité aux autres stars des Jeux, c'est aussi parce que ces derniers ont singulièrement pâli. Malgré ses deux

médailles d'or au saut en longueur après un duel un peu décevant avec Mike Powell et son record du monde avec le relais 4x100 mètres américain, Carl Lewis a été loin de renouveler ses prestations de Los Angeles (quatre médailles d'or) et même de Séoul (deux médailles d'or sur 100 mètres et en longueur et une médaille d'argent sur 200 mètres). Sergueï Bubka, le tsar de la perche, a été plus décevant encore en ne franchissant aucune barre.

### Manque de charisme

Trois records du monde ont, certes, été battus en athlétisme sur 400 mètres haies par l'Américain Kevin Young et par ses compatriotes dans les relais 4x100 mètres et 4x400 mètres, mais les vainqueurs des épreuves reines ont singulièrement manqué de charisme. À défaut de prix d'excellence, celui de la persévérance a ainsi été décerné sur 100 mètres au Britannique Lindford Christie, trente-deux ans, qui n'avait pu se hisser en 1991 sur le podium des championnats du monde de Tokyo.

La situation est assez comparable en natation, où Matt Biondi, champion incontesté des deux dernières olympiades, n'a vaincu sur 100 mètres depuis 1984, a été mis en échec sur cette distance, comme sur 50 mètres, par le surprenant Russe Alexandre Popov. Ce dernier aurait pu, au même titre que le gymnaste biélorusse Vitali Scherbo, le plus couvert d'or avec six médailles, devenir l'un des rois des Jeux de Barcelone, si les deux hommes avaient su faire passer un minimum de communication ou d'émotion avec le public et les médias.



« Les Jeux olympiques ne maintiendront leur prestige et ne surviendront au vingt et unième siècle que s'ils accueillent les meilleurs sportifs », estime Juan Antonio Samaranch. A l'heure du premier bilan des Jeux, le président du CIO a de bonnes raisons d'envier l'avenir avec optimisme. Après les boycotts successifs de Montréal, Moscou, Los Angeles et Séoul, la réunification de la « famille olympique », qui comptait à Barcelone plus de dix mille athlètes et cinq mille dirigeants ou entraîneurs venus de cent soixante-douze nations et l'intégration réussie de quelques-uns des plus grands professionnels ont contribué à faire de ces Jeux le plus grand spectacle du monde.

Les premiers bénéficiaires de cette densité sont, sans conteste, Barcelone et la Catalogne. La préparation des Jeux avait été pour la ville l'occasion de faire peau neuve (le Monde du 25 juillet). La beauté du site de Montjuïc, sorte d'Acropole surplombant le centre-ville, où

ont été construites ou rénovées la plupart des enceintes sportives, l'animation cosmopolite des Ramblas, ont incité les télévisions à ne pas se cantonner aux Jeux du stade.

Par la magie de ces Jeux, Barcelone a acquis en deux semaines une notoriété que des siècles d'histoire et le génie des artistes catalans comme Dalí, Gaudí ou Miró n'avaient pu lui conférer. Les Ramblas ont aussi connu la place Rouge ou les Champs-Élysées. L'impact des JO et leurs retombées économiques sont tels aujourd'hui que l'organisation des compétitions olympiques risque de devenir un enjeu majeur pour les villes soucieuses de s'assurer à moindre risque une promotion exceptionnelle dans les prochaines décennies.

L'autre grand bénéficiaire de ces Jeux de Barcelone est le sport espagnol, qui a profité de l'occasion pour faire sa révolution structurelle. Alors que les sportifs espagnols n'avaient remporté que vingt-six médailles depuis la création des

## OBLIQUES

### Pour maman

La dernière histoire, et l'une des plus surréalistes, des Jeux olympiques 1992 a été racontée avec le plus grand calme par un jeune homme de vingt-deux ans appelé Young Cho-hwang après qu'un officiel coréen l'eût rassuré sur les objectifs de la conférence de presse et que la traductrice lui eût fait et refait signe que son tour était venu de parler. En fond sonore, monnaient les clameurs du stade où se déroulait la dernière autoglorification de l'olympisme de « l'ère moderne » : la cérémonie de clôture.

Lorsqu'il s'est énoncé, Young Cho-hwang a parlé en toute franchise. Et il a raconté l'une de ces histoires qui, venues d'autres mondes, ravivent la pyrotechnique, les dragons de plastique et la terre à l'œil de rigueur au rang des émotions artificielles. A voir les sacs à provision faisant office de sacs de sport pour quelques-uns des cent onze autres concurrents du marathon, le récit du jeune Coréen ne devait pas être unique en ce registre, dimanche, à l'heure où les ordinateurs du COOB finissaient les bilans. En neuf jours d'athlétisme, il se sera distribué 800 km de papier photocopié, soit 1 875 tours de stade, a calculé fièrement l'ordinateur.

### « Pas si difficile que cela »

Le jeune Coréen a raconté qu'il avait essayé d'appeler sa maman juste avant la course mais qu'il n'avait trouvé que sa sœur à la maison. Sa mère était au temple. Elle priait. Et elle priait pour la médaille. Young Cho-hwang a eu l'air de penser que toutes les mères rassemblées à la sienne. « Nous avons tous un grand merci à dire à nos mères respectives qui nous aident par leurs prières. » Avant le départ, il avait aussi le visage d'un vieux maître, Kee Chung-sohn, médaille d'or du marathon de 1938. Coréen mais vainqueur sous la bannière de la puissance occupante, le Japon. Young Cho-hwang ne savait pas encore que son dauphin sur le podium 1992 serait, selon l'un de ces retours d'histoire dont les deux diu stade ont le secret, un jeune Japonais, Kichirō Morishita.

CORINE LESNES

champion olympique. Entrée à huit ans dans l'un de ces centres de Pékin, elle ne revêt depuis sa famille que deux fois par an pour les vacances. Une médaille d'or vaudrait-elle le sacrifice d'une enfance ? Derrière la perfection des exhibitions (deux 10 pour la Chinoise Li Lu aux barres asymétriques et pour la Roumaine Lavinia Milosovici au sol), comment ne pas éprouver non plus un malaise devant ces visages de cire, prématurément vieillards, sur les corps de poupées des gymnastes ?

Par l'harmonie parfaite des formes et des gestes qu'elle réclame, l'épreuve de duo de natation synchronisée ne s'adresse-t-elle plus qu'aux jumelles, comme semble le démontrer la victoire des Américaines Karen et Sarah Josephson, devant les Canadiennes Penny et Vicki Villegas ? En posant cette recherche de la perfection sportive à l'extrême, un régime peu scrupuleux ne sera-t-il pas tenté un jour de passer à la préparation génétique des futurs champions olympiques des années 2020 ?

Avec quatre cas recensés à Barcelone contre dix à Séoul, le dopage est officiellement en régression. Mais la présence en Chine d'entraîneurs transfuges de l'Allemagne de l'Est, après de sportives de celles des représentantes de la RDA dans les années 70 et 80, comme les soupçons sur les ponts de certains entraîneurs privés occidentaux, ont plus que jamais alimenté les rumeurs sur la persistance de ce fléau.

Le congrès du centenaire de l'olympisme, convoqué du 29 août au 3 septembre 1994 à la Sorbonne, ne devrait pas manquer de thèmes de réflexion pour tenter de maîtriser le gigantisme des Jeux et éviter qu'ils ne soient victimes de leur succès.

GERARD ALBOUY



## OLYMPIQUES D'ÉTÉ

Les médiocres performances des Français

## Une élite trop restreinte et usée

En dépit de la sélection la plus nombreuse jamais engagée aux Jeux, l'équipe de France d'athlétisme n'a placé que six concurrents - dont la championne olympique du 400 mètres Marie-Josée Pérec - dans les huit meilleurs sur quarante et une épreuves. Contre quinze lors des trois Jeux précédents.

Les dirigeants de l'athlétisme français n'ont pas de chance. Dans un bilan d'ensemble morose, les mauvais résultats de leurs athlètes auraient pu passer inaperçus, se fondre dans la masse des contre-performances. Après tout, ils n'avaient rapporté qu'une seule médaille de Séoul, Moscou et Montréal. Mais voilà, à Barcelone, alors que pratiquement toutes les nations du monde étaient représentées, la délégation française a accumulé les récompenses : vingt-neuf médailles en tout, le meilleur total depuis 1948. A cette collection, ils n'auront apporté qu'une pièce, maîtresse certes : l'or de Marie-Josée Pérec.

Les dirigeants de l'athlétisme ont d'autant moins de chance que, pour excuser leur maigre récolte, ils pouvaient auparavant évoquer le nombre de finalistes. Celui-ci révèle effectivement le niveau global, la densité d'une équipe. A Séoul, comme à Los Angeles, dans le contexte particulier du boycottage des pays du bloc communiste, quinze Français avaient réussi à figurer parmi les huit meilleurs de leur discipline. Là, à Barcelone, ils ne s'en comptent que six. Le chiffre cache-misère est devenu le révélateur d'une déroute, d'autant plus visible qu'avec ses cinquante-neuf concurrents la délégation française d'athlétisme constituait la plus grosse représentation nationale jamais envoyée aux Jeux. A Barcelone, marquée par l'élimination du relais quatre fois 100 mètres en demi-finales, l'abandon de Christian Plaziat et une série de défaillances, la discipline reine, sans effectifs pléthoriques, faisait ainsi figure de parent pauvre du sport français.

## Blessures et passe-droits

« Le bilan n'est pas bon. Après coup, je regrette d'avoir emmené autant d'athlètes », reconnaît, dimanche 9 août, Serge Bord, le directeur technique national justifiant une partie de ces déceptions par une série noire de blessures en

tous genres. Certaines, comme celle de Jean-Charles Troubal, se sont effectivement déclarées sur la piste de stade de Montjuich.

Le DTN, qui s'était engagé à n'emmener aux Jeux que des athlètes potentiellement finalistes, n'a pas pu être surpris par d'autres problèmes physiques. Ainsi Monique Evange-Epée, championne d'Europe du 100 mètres haies, souffre depuis plusieurs mois d'une sciatique. L'athlète a tout de même tenu à venir à Barcelone, car, comme l'expliquait son entraîneur, Jacques Pissenta, au quotidien l'équipe, « c'était encore plus dur pour elle de regarder les Jeux à la télévision ». Elle aura ainsi pu assister à son élimination en direct, à la dernière place des séries. Et couter sa place à Patricia Girard, qui l'avait pourtant battue lors des derniers championnats de France.

Les blessures et les passe-droits dans les procédures de sélection n'expliquent pas non plus pourquoi l'immense majorité des athlètes français se retrouvent nettement en dessous de leurs records personnels, la plupart ayant même réalisé à Barcelone des performances inférieures à celles de leur début de saison. Six athlètes seulement ont amélioré leurs performances, trois records de France ont été battus par Marie-Josée Pérec, Stéphane Diagana, et les relais 4x100 mètres féminin. Est-ce dû à une mauvaise préparation ? « Elle était la même aux championnats d'Europe de Split et aux championnats du monde de Tokyo, où nous avions obtenu de bons résultats », se défend Serge Bord. Le bilan de l'équipe de France n'a de toute manière pas seulement été écorné par le mauvais état physique des troupes. Plusieurs athlètes ont abandonné leurs courses, victimes de défaillances morales inexplicables, comme si leur présence à Barcelone avait été une fin en soi, une récompense qu'ils ne devaient pas justifier sur place.

Au-delà de ces péripéties, l'athlétisme français a surtout semblé avouer à Barcelone un mal plus profond, que les performances honorables de ces dernières années avaient caché jusque-là. « Parler de malchance revient à se réfugier derrière un paravent facile, expliquait Fernand Urtebise, entraîneur de Daniel Sangouma et Stéphane Diagana. Nous sommes une petite nation de l'athlétisme : nous comptons un peu plus de 100 000 licenciés, quand le judo en possède 400 000. Dès lors, nous avons une élite trop restreinte que nous surentraînons. Le niveau de Daniel

Sangouma se situe par exemple à 10 s 10 au 100 mètres. Qu'est-ce que cela représente dans le concert international ? Pour avoir une chance aux Jeux olympiques, il suit une préparation très dure, avec des temps de régénération insuffisants, et donc des risques de se blesser. Cela conduit au résultat que nous avons connu à Barcelone : au lieu de le rapprocher de la médaille, on l'en éloigne. »

## Une longue régression

Pour expliquer la régularité des athlètes étrangers, les entraîneurs français évoquent, sans jamais parler de dopage, les mystères de leur préparation (le Monde du jeudi 6 août). Mais ils savent aussi qu'ils ne peuvent compter que sur un nombre limité d'athlètes, qui ont fini par s'user à force d'être sollicités. « Le problème essentiel, explique Jean Poczobut, le directeur de la préparation olympique, réside surtout dans le déclin d'une génération, ceux que l'on a appelés les juniors de 1981 à 1985. Ils sont maintenant sur la brèche depuis sept ans, voire onze années pour les plus anciens. Et des blessures accompagnent fatalement leur fin de carrière au haut niveau. Je pensais qu'ils arriveraient à passer le cap de Barcelone et que l'on ne verrait leur déclin qu'après. Vite, vite ils marquent déjà le pas. »

Ce déclin semble d'autant plus dramatique pour l'athlétisme français que la relève tarde à se signaler. Qui remplacera les sprinters français, aujourd'hui vieillissants, et de plus en plus éloignés de leur meilleur niveau ? « Le renouvellement ne se fait plus de manière naturelle, dit Jean Poczobut. Il ne faut pas que les athlètes au plus haut niveau y demeurent comme des sénateurs pendant des années, sans être aiguillonnés par des jeunes. La Fédération française d'athlétisme, peut-être assoupée par les bons résultats de ces dernières années, ne semble pas s'être particulièrement occupée de la détection des jeunes, qui avait pourtant permis de révéler la génération sur laquelle elle se repose aujourd'hui. Et, alors que le judo, par exemple, touche à Barcelone les fruits d'une préparation permanente aux grands rendez-vous internationaux, l'athlétisme français a offert, lors de ces Jeux olympiques, les signes avant-coureurs d'une longue régression.

J. Fe.

5 000 mètres messieurs

## Dieter Baumann, le philosophe

Excepté sur 800 mètres et 3 000 mètres steeple, les Kenyans n'ont pas eu les résultats attendus. En particulier sur 5 000 mètres où un marginal de la course à pied, l'Allemand Dieter Baumann, s'est imposé.

Drôle de type. Les yeux toujours en avance d'un regard, le verbe alerte et le sourire facile, il raconte sa course comme d'autres leur premier amour. « Quelle soirée, dit-il. C'est incroyable. Je n'aurais jamais pensé que ça se passerait de la sorte. C'est comme si tous mes adversaires s'étaient donné le mot pour m'offrir la médaille d'or. » Vrai. A deux tours de l'arrivée du 5 000 mètres, au moment où la nuit enveloppe de noirceur le stade olympique, Dieter Baumann ne donne pas l'air de ses chances. Il partage les foudres de quatre frères africains qui le regardent à peine. Le public n'a d'yeux que pour eux. Et hésite sur le nom du héros, partagé entre l'endurance de l'Éthiopien, le flair du Marocain et l'élégance des deux Kenyans. Dieter Baumann existe à peine. Il est là mais sa présence paraît incongrue.

A un tour du sprint final, l'Allemand se fait de plus en plus visible dans ce groupe. A 200 mètres du but, la victoire paraît alors possible. Au début de l'ultime ligne droite, le stade tout entier se lève à son passage. Puis Dieter Baumann, vingt-sept ans, vice-champion du monde du 5 000 mètres l'été dernier à Tokyo, se couche de bonheur sur la piste de Montjuich. Les africains ont perdu un bien qu'ils croyaient éternel. Ils comprennent à peine. L'Allemand leur fournira plus tard un début d'explication : « C'est bizarre, dit-il, les coureurs kenyans et éthiopiens ne cherchent plus les courses comme ils avaient si bien le faire auparavant. Ils se contentent d'un train régulier, sans à-coups ni ruptures de rythme. Du coup, j'ai pu suivre aisément et le sprint a favorisé ma pointe de vitesse. »

## Au pied d'une montagne

Dieter Baumann attribue volontiers à la facilité du contact noir les raisons de son titre olympique. L'idée n'est pas stupide. Elle oublie pourtant les trésors de volonté et d'imaginaire déployés par ce solide coureur de fond tout au long de l'année. La fin de l'hiver le voit boucler ses miles pour une course d'entraînement à Flagstaff, un trou perdu d'Arizona. Là, Dieter va s'isoler du grand monde et passer dix semaines à s'abriter de footing, convaincu que la douceur des lieux favorisera sa préparation, certain

que l'altitude de l'Arizona musclera son cœur. Il loue pour l'occasion une simple cabane de bois et suit docilement les conseils de son épouse devenue depuis peu son entraîneur. Parfois, lorsque l'envie de la compétition se fait trop forte, Dieter Baumann sort discrètement de ses forêts. Il roule quelques heures et prend le départ d'une course sur route bien anodine. « Une fois, se souvient-il, je me suis rendu à Phoenix et j'ai payé mon inscription comme le plus anonyme des participants. » L'anecdote l'amuse. Elle n'est pourtant pas inédite. Volontiers marginal, Dieter Baumann ne jette vers l'argent que des regards bien soupçonneux. « Je veux bien en gagner si je réalise une grande performance, avoue-t-il d'un air touchant de sincérité, mais je suis contre la surenchère. »

A quelques semaines des Jeux, l'Allemand sent ses muscles se flétrir et son moral flancher. L'altitude lui

manque, ses poumons réclament le grand air. Il abandonne alors sans hésiter le richissime circuit des meetings européens et se pose au pied d'un sommet, en Suisse, tout près de Saint-Moritz. « Je sentais qu'il fallait me ressourcer pour aborder au mieux les Jeux de Barcelone. » L'expérience est payante et peu lui importe que ce long séjour sur les hauteurs ait fléchi ses sponsors et asséché son compte en banque.

De son titre olympique, Dieter Baumann a juré ses grands dieux qu'il n'en ferait aucun usage. « Pour moi, a-t-il insisté jusqu'à sentir son auditoire convaincu de ses propos, la course à pied n'est pas seulement un gagne-pain. Elle est une manière de vivre. Et une vraie philosophie. » Les Jeux s'en félicitent. Et l'Afrique enrage de savoir que l'Europe élève sur ses terres un tel coureur de fond.

ALAIN MERCIER

ÉQUITATION : Ludger Beerbaum vainqueur en saut d'obstacles

## Une jument d'orgueil

Ludger Beerbaum, sur Classic Touch, a gagné, dimanche 9 août, la médaille d'or du concours de saut d'obstacles. Auteur de deux sans-faute sur un parcours difficile, le cavalier allemand devance le Néerlandais Piet Ruyters, sur Rattina 2, et l'Américain Norman Delo Joie, sur Irish. Déception chez les Français, Hervé Godignon et Quidam de Revel ont terminé à la quatrième place. Eric Navet, sur Quito de Bussy, qui comptait parmi les favoris de l'épreuve, s'est classé en onzième position.

C'est un tempérament, cette Classic Touch ! Une enquiquineuse qui ne tient jamais en place, toujours énervée, oreilles dressées et naseaux frémissants ; une claustrophobe qui ne supporte pas son box et préfère aller se balader dans le pré alentour, insensible aux caprices de la météo. Tous les jours, pendant six heures, ses maîtres sont obligés de céder à la dictature de cette star de huit ans achetée plus de 4 millions de francs il y a vingt mois. Ils la font travailler à la longe, sur les obstacles ou la laissent gambader dans l'herbe.

B. M.

## Les 29 médailles tricolores

La France a, au total, remporté 29 médailles, qui coûteront 6,5 millions de francs au Fonds national pour le développement du sport (FNDS). Celui-ci versera 250 000 francs à chaque médaillé d'or, l'argent et le bronze valant respectivement 150 000 et 80 000 francs. A ces chiffres, il faut ajouter les primes que chaque athlète peut recevoir de ses sponsors.

## ATHLÉTISME

Marie-Josée Pérec, 400 m (or).

## CANOE-KAYAK

Sylvain Curinier, slalom K1 (argent).  
Jacky Avril, slalom C2 (bronze).  
Franck Adisson et Wilfrid Forques, slalom C2, (bronze).  
Didier Hoyer et Olivier Boivin, C2 1 000 m (bronze).

## CYCLISME

Jeannie Longo, course sur route (argent).  
Philippe Gaumont, Hervé Bousseard, Didier Faivre-Pierret, Jean-Louis Harol, 100 km contre la montre (bronze).

## ESCRIME

Philippe Omnès, fleuret individuel (or).  
Eric Srecki, épée individuelle (or).  
Jean-Michel Henry, épée individuelle (bronze).  
Jean-François Lamour, sabre individuel (bronze).  
Equipe de France de sabre (bronze).

ÉQUITATION  
Equipe de France de saut d'obstacles (bronze).

HANDBALL  
Equipe de France masculine de handball (bronze).

## JUDO

Cécile Nowak, super-légers (or).  
Catherine Fleury, mi-moyens (or).  
Pascal Tayot, moyens (argent).  
David Douillet, lourds (bronze).  
Natalina Lupino, lourds (bronze).  
Laetitia Meignan, mi-lourds (bronze).

## NATATION

Stefan Caron, 100 mètres nage libre (bronze).  
Franck Esposito, 200 mètres papillon (bronze).  
Catherine Plawinski, 100 mètres papillon (bronze).

## TENNIS DE TABLE

Jean-Philippe Gatien, simple messieurs (argent).

## TIR

Franck Badiou, carabine à 10 mètres (argent).

## TIR À L'ARC

Sébastien Flute, 70 mètres individuel (or).

## VOILE

Franck David, planche à voile (or).  
Yves Loday et Nicolas Hénard, Tornado (or).

1 500 mètres dames

## Hassiba Boulmerka en pleurs

Hassiba Boulmerka a dédié sa victoire dans le 1 500 mètres féminin au président Mohammed Boudiaf, assassiné le mois dernier. Pourquoi à Boudiaf ? « Boudiaf, c'est un père. Ça n'est pas de la politique. Si j'aime Boudiaf, cela ne signifie pas que j'aime la politique », a répondu la championne irritée. Manifestement, cette Constantinoise d'origine a beaucoup de mal à supporter que la politique soit mêlée au sport et surtout qu'on l'interroge sur son pays.

Après son triomphe et les cris de rage qui l'ont saluée, ses premiers gestes ont pourtant été de soulever à plusieurs reprises son drapeau pour que le public puisse y lire le nom de la nation qu'elle représente. « Je veux l'Algérie qui gagne, l'Algérie courageuse. C'est ce que je veux pour l'Algérie. Je pense que le message est bien compris », a-t-elle dit en guise d'explication. « Le plus important, c'est que mes frères algériens comprennent ce message », a-t-elle ajouté pour justifier son geste.

A son retour au vestiaire après sa victoire facile sur la Soviétique Loudmila Rogatcheva, cette jeune femme de vingt-quatre ans qui fut la première championne du monde dans l'histoire de l'athlétisme africain a également lancé, le poing levé, que sa victoire était celle du « peuple algérien » et a défilé sa médaille à son président défunt. Immédiatement pressée de questions, Hassiba Boulmerka est devenue agressive tandis que des officiels algériens et des journalistes de ce pays houpilaient les confères, leur reprochant leurs questions tendancieuses et trop politiques.

« Nous sommes de véritables démocrates et nous sommes prêts à

répondre intelligemment et correctement à toutes les questions », a affirmé par la suite la championne du monde du 1 500 mètres, mais elle s'est emportée lorsqu'on lui a demandé s'il est difficile pour une femme de faire du sport en Algérie. « Toutes les femmes sont autorisées à faire du sport sans exception. On n'a pas de problèmes. On n'a pas de la culture du sport. » L'Algérie, a-t-elle poursuivi, est un pays très simple. Toutes les choses ne se passent pas aussi mal. Le problème politique que nous sommes en train de traverser, ça existe dans tous les pays du monde, qu'ils soient démocrates ou non démocrates. Je pense que c'est normal. »

## « Les intégristes sont avant tout des Algériens »

Hassiba Boulmerka aime son pays. Elle qui a pourtant souffert pour imposer sa condition de femme dans le sport se sent blessée, humiliée que l'on puisse émettre des doutes sur ses propos. Elle rectifie : « Je ne suis pas une politicienne. Je suis simplement un petit bout de femme qui essaie de satisfaire tout le peuple algérien sans exception », dit-elle, ennuagée d'avoir à défendre son pays alors qu'elle vient de gagner une médaille dont elle veut que ce soit la première parmi beaucoup d'autres. Elle perçoit une hostilité vis-à-vis de son pays et de ce qui s'y passe. « Les intégristes, tient-elle à préciser, sont avant tout des Algériens. » Pas facile pour Hassiba Boulmerka d'être une Algérienne, pas facile d'être une femme, pas facile d'être une championne qui gagne pour son pays. Est-ce la raison de ses pleurs sur le podium ?

M. B.-R.

Le bilan des Chinois

## « Panem et circenses »

Du temps des jeux du cirque, les Romains disaient « Panem et circenses » (« Du pain et des jeux »). Ce vieil adage était on ne peut plus vivant à Barcelone. A commencer avec l'équipe chinoise, l'une des triomphatrices des JO. Car les autorités de la Chine populaire ont repris, avec des années de retard sur le RDA ou l'ex-URSS, le flambeau du sport d'État, du sport arme de propagande.

Tous les moyens ont été bons pour chahouiller le patriotisme du milliard de Chinois. Les Jeux - dont Pékin voudrait tant qu'ils se déroulent dans ses murs en l'an 2000 - ont été préparés avec un redoutable souci d'efficacité, c'est-à-dire dans le but d'obtenir le plus grand nombre de médailles possible, ce qui n'a plus grand-chose à voir avec l'esprit olympique.

## Esclaves de l'entraînement

Depuis des années, des gamins doués ou à la morphologie adaptée à certains sports sont sélectionnés dès la maternelle, soumis à un entraînement intensif, se voient offrir une alimentation plus riche (chocolat, lait, etc.) que leurs petits camarades.

Des jeunes aspirants médaillés, « esclaves » de l'entraînement, se voient puis leurs parents que quelques

rares fois par an. Le reste est, comme par exemple en gymnastique, l'œuvre d'entraîneurs mis au chômage par l'effondrement de la RDA, voire le dopage. Le résultat est au rendez-vous.

Mais qui nous fera croire que c'est par pur goût du sport que certains jeunes gérans ou jeunes filles se lancent dans la compétition ? Comme dans des sports quasi inconnus en Chine, sauf pour gagner des médailles internationales, par exemple le tir au pigeon.

Pour les vainqueurs, la récompense est au bout de la cendrée : appartement, primes allant jusqu'à plusieurs dizaines d'années de salaire moyen, considération, célébrité. Tout est bon pour gonfler le nationalisme chinois par un régime qui espère en tirer un profit politique.

Phénomène similaire à Cuba ou en Corée du Nord. Mais, pour cette dernière, en proie à une grave crise économique et diplomatique, ce serait plutôt des Jeux pour le pain - ou du riz - afin de faire oublier dans le fracas des hymnes nationaux, les étagères et les garde-manger vides. Les exemples de la RDA ou de l'ex-URSS ont toutefois montré que les résultats sportifs, glorieux fussent-ils, ne pouvaient à eux seuls sauver un régime.

P. de B.



# LES XXII<sup>es</sup> JEUX OLYMPIQUES

## RÉSULTATS

### ATHLÉTISME

#### DAMES

Hauteur. - 1. Hinkel (All.) 2,02 m;  
2. Asaf (Isra.) 2,00 m; 3. Quintero (Cub.)  
1,97 m.

Relais 4x100 mètres. - 1. États-Unis  
42 s 11; 2. C. 42 s 18; 3. Nigeria 42 s  
81; 4. France (Girard, Sibille, Bly, Pérec)  
42 s 85.

Relais 4x400 mètres. - 1. C. 3 min  
20 s 20; 2. États-Unis 3 min 20 s 92;  
3. Grande-Bretagne 3 min 24 s 23.

1 500 mètres. - 1. Boulmer (Alg.)  
3 min 55 s 30; 2. Rogacheva (C. 3 min  
56 s 91; 3. Ou (Chine) 3 min 57 s 92.

#### MESSEURS

Relais 4x100 mètres. - 1. États-Unis  
(Marsh, Burnett, Mitchell, C. Lewis) 37 s 40  
(nouveau record du monde, ancien record:  
37 s 50); 2. Nigeria 37 s 98; 3. Cuba 38 s.

Relais 4x400 mètres. - 1. États-Unis  
(Walker, Watts, Johnson, S. Lewis) 2 min  
56 s 74 (nouveau record du monde, ancien  
record: 2 min 56 s 16); 2. Cuba 2 min  
59 s 51; 3. Grande-Bretagne 2 min  
59 s 73.

1 500 mètres. - 1. Cacho Ruiz (Esp.)  
3 min 40 s 12; 2. El Bekir (Mar.) 3 min  
40 s 62; 3. Suleiman (Qat.) 3 min 40 s 69.

5 000 mètres. - 1. Baumann (All.)  
13 min 12 s 52; 2. Birk (Ken.) 13 min  
12 s 71; 3. Bayisa (Eth.) 13 min 13 s 03.

Marathon. - 1. Huang (Corée du Sud)  
2 h 13 min 23 s; 2. Morishita (Jap.)  
2 h 13 min 45 s; 3. Freilang (All.)  
2 h 14 min.

Javelot. - 1. Zeleny (Tch.) 89,66 m;  
2. Rati (Fin.) 86,50 m; 3. Backley (G-B)  
83,38 m.

### BASKET

#### MESSEURS

Match pour la troisième place. - Litua-  
nie b. C. 82-78.

Finale. - États-Unis b. Croatie 117-85.

### BOXE

Catégorie 48 kg. - 1. Marcello (Cub.);  
2. Bojinov (Bul.); 3. Velasco (Phi.) et Ousef  
(All.).

Catégorie 51 kg. - 1. Choi (Corée du  
Nord); 2. Gonzalez (Cub.); 3. Austin (E-U)  
et Kovacs (Hon.).

Catégorie 54 kg. - 1. Johnson (Cub.)  
et McCullough (Eire); 3. Gwang Sik U  
(Corée du Nord) et Achik (Mex.).

Catégorie 57 kg. - 1. Tawes (All.)  
et Lopez (Esp.); 3. Solon (Alg.) et Palfi  
(C. 3).

Catégorie 60 kg. - 1. Ou le Hye (E-U);  
2. Rudolph (All.); 3. Beyersakhan (Hon.) et  
Sik Hong Sung (Corée du Sud).

Catégorie 63,5 kg. - 1. Vincent (Cub.)  
et Leduc (Can.); 3. Kjell (Fin.) et Doroftei  
(Roum.).

Catégorie 67 kg. - 1. Carruth (Eire);  
2. Sierra (Cub.); 3. Chengsi (Tha.) et San-  
tiago (Por.).

Catégorie 71 kg. - 1. Lemus Garcia  
(Cub.); 2. Delbas (F-B); 3. Masei (Hon.) et  
Raid (G-B).

Catégorie 75 kg. - 1. Hernandez (Cub.)  
et Byrd (E-U); 3. Johnson (Can.) et Saeng  
Ban Lee (Corée du Sud).

Catégorie 81 kg. - 1. May (All.)  
et Zaslavskiy (C. 3); 3. Beras (Hon.) et  
Barnik (Pol.).

Catégorie 91 kg. - 1. Savon Fabre  
(Cub.); 2. Ikonini (Nig.); 3. Tue (N-2) et  
Van Der Lide (F-B).

Catégorie + de 91 kg. - 1. Balado Men-  
dez (Cub.); 2. Ighinight (Nig.); 3. Nelson  
(Dan.) et Roushnikov (Rus.).

### CANOE-KAYAK

#### DAMES

K4 500 mètres. - 1. Hongrie; 2. Alle-  
magne; 3. Suède.

### MESSEURS

K1 1 000 mètres. - 1. Robinson (Aus.);  
2. Holmann (Nor.); 3. Barton (E-U).

C1 1 000 mètres. - 1. Bouzhinov (Bul.);  
2. Klamminger (Aut.); 3. Zala (Hon.).

K2 1 000 mètres. - 1. Allemagne;  
2. Suède; 3. Pologne.

C2 1 000 mètres. - 1. Allemagne;  
2. Danemark; 3. France (Hoyer, Boivin).

K4 1 000 mètres. - 1. Allemagne;  
2. Hongrie; 3. Australie.

### ÉQUITATION

Saut d'obstacles individuel. - 1. Beer-  
baum (All.) 0 pt; 2. Reymakers (F-B)  
0,25 pt; 3. Datto Jolo (E-U) 4,75 pts;  
4. Godignon (Fra.) 6,25 pts.

### FOOTBALL

Finale. - Espagne b. Pologne 3-2.

Podium. - 1. Espagne; 2. Pologne;  
3. Grèce.

### GYMNASTIQUE RYTHMIQUE ET SPORTIVE

Finale. - 1. Timoshenko (C. 3)  
59,037 pts; 2. Pascual Garcia (Esp.)  
58,100 pts; 3. Skladina (C. 3) 57,712 pts.

### HANDBALL

Match pour la troisième place. - C. 3  
b. Allemagne 24-20.

Finale. - Corée du Sud b. Norvège  
26-21.

Podium. - 1. Corée du Sud; 2. Nor-  
vège; 3. C. 3.

### MESSEURS

Match pour la troisième place. - Fran-  
ce b. Islande 24-20.

Finale. - C. 3 b. Suède 22-20.

Podium. - 1. C. 3; 2. Suède; 3. Fran-  
ce.

### HOCKEY SUR GAZON

Match pour la troisième place. - Pakis-  
tan b. Pays-Bas 4-3.

Finale. - Allemagne b. Australie 2-1.

Podium. - 1. Allemagne; 2. Australie;  
3. Pakistan.

### TENNIS

Double (finale). - Fernandez-Fernandez  
(E-U) b. Martinez-Sanchez-Vicario (Esp.)  
7-5, 2-6, 6-2.

Simple (finale). - Rostes (Sai) b. Arnes  
(Esp.) 7-6, 6-4, 3-6, 4-6, 8-6.

### VOLLEY

Match pour la troisième place. - États-  
Unis b. Cuba 3-1.

Finale. - Brésil b. Pays-Bas 3-0 (15-12,  
15-8, 15-5).

Podium. - 1. Brésil; 2. Pays-Bas;  
3. États-Unis.

### WATER-POLO

Match pour la troisième place. - C. 3  
b. États-Unis 8-4.

Finale. - Italie b. Espagne 9-8 (p. n.).

Podium. - 1. Italie; 2. Espagne; 3. C. 3.

## TABLEAU DES MÉDAILLES

Pays, nombre de médailles (or, argent, bronze)

1. C. 112 (45, 38, 29).	20. Pays-Bas, 15 (2, 6, 7).
2. États-Unis, 108 (37, 34, 37).	21. Kenya, 8 (2, 4, 2).
3. Allemagne, 82 (33, 21, 28).	22. Norvège, 7 (2, 4, 1).
4. Chine, 54 (16, 22, 16).	23. Turquie, 6 (2, 2, 2).
5. Cuba, 31 (14, 6, 11).	24. Indonésie, 5 (2, 2, 1).
6. Espagne, 22 (13, 7, 2).	25. Brésil, 3 (2, 1, 0).
7. Corée du Sud, 22 (12, 5, 5).	26. Grèce, 2 (2, 0, 0).
8. Hongrie, 30 (11, 12, 7).	27. Suède, 12 (1, 7, 4).
9. France, 29 (8, 5, 16).	28. Nouvelle-Zélande, 10 (1, 4, 5).
10. Australie, 27 (7, 8, 11).	29. Finlande, 5 (1, 2, 2).
11. Italie, 19 (6, 5, 8).	30. Danemark, 6 (1, 1, 4).
12. Canada, 18 (6, 5, 7).	31. Maroc, 3 (1, 1, 1).
13. Grande-Bretagne, 20 (5, 13, 12).	32. Irlande, 2 (1, 1, 0).
14. Roumanie, 18 (4, 6, 8).	33. Éthiopie, 3 (1, 0, 2).
15. Tchécoslovaquie, 7 (4, 2, 1).	34. Algérie, 2 (1, 0, 1).
16. Japon, 22 (3, 8, 11).	35. Estonie, 2 (1, 0, 1).
17. Bulgarie, 16 (3, 7, 6).	36. Lituanie, 2 (1, 0, 1).
18. Pologne, 19 (3, 6, 10).	37. Suisse, 1 (1, 0, 0).

Vingt-sept autres délégations ont remporté des médailles d'argent ou de bronze, mais pas de titre olympique.

## La reprise du championnat de France de football

Marseille, Monaco, PSG et Auxerre gagnent d'entrée

L'Olympique de Marseille, l'AS Monaco et le Paris-Saint-Germain, les trois favoris de la saison 1992-1993, ont gagné, samedi soir 8 août, leur match de reprise du championnat de France de football de première division. L'OM s'est imposé au stade-vélodrome aux dépens de Toulouse (2-1), grâce à deux buts de ses recrues étrangères, l'Espagnol Rafael Martín Vázquez au coup franc et l'Allemand Rudi Völler sur penalty à deux minutes de la fin. L'équipe de Monaco s'est montrée plus convaincante au stade Louis-II, où Toulouse accusait déjà un retard de 4 buts à la pause (4-0). Ce résultat devait rester inchangé. Transféré à Monaco, l'international allemand Jürgen Klinsmann a marqué deux buts.

À Saint-Étienne, le Paris-SG a affirmé ses prétentions en battant l'équipe locale (2-1), devant trente mille spectateurs. Le quatrième de l'an dernier, l'équipe de

l'AJ Auxerre, l'a également emporté, par un score lourd (3-0), en déplacement à Lens.

Ceci, le dernier des clubs qualifiés pour des Coupes européennes, s'est incliné, à Béziers, face à Montpellier (0-2), dont le terrain était suspendu.

## Les résultats

### DIVISION 1

\*Monaco b. Toulouse 4-0

\*Auxerre b. Lens 3-0

\*Strasbourg b. Lille 2-0

\*Le Havre b. Nîmes 2-0

(A. Bédier) Montpellier b. Caen 2-0

\*Marseille b. Toulouse 2-1

\*Sochaux b. Valenciennes 2-1

\*Paris SG b. "St-Etienne 2-1

\*Nantes et Metz 0-0

\*Bordeaux et Lyon 0-0

### DIVISION 2

Groupes A

\*Mulhouse b. Ajaccio 2-1

\*Charleville b. "Perrignan 1-0

\*Alès b. "Sedan 2-1

\*Alès b. "Luchon-Castellous 1-1

\*Créteil et Marquise 1-1

\*Nancy et Nico 1-1

\*Annecy et Cannes 1-1

(A. Ajaccio) Bastia et Valence 2-2

Groupes B

\*Tours b. Châteauroux 2-1

\*Beauvais b. Le Mans 1-0

\*Red Star b. Lorient 2-0

\*Dunkerque b. Ancenis 2-1

\*Rennes b. "Guingamp 2-1

\*Guingamp b. La Roche 1-0

\*Angers b. "Laval 1-0

\*Nîort b. Amiens 3-0

\*Rouen b. "Bourges 3-2

Le Monde

SCIENCES ET MÉDECINE

## ENVIRONNEMENT

### Guérilla dans les Pyrénées

Le projet de tunnel routier du Somport et le sort des derniers ours provoquent des incidents répétés

#### OLORON (Pyrénées-Atlantiques)

de notre envoyé spécial

Dans la vallée d'Aspe, cette balade ouverte au sud de Pau par le gîte dans les Pyrénées béarnaises, règne un climat de mini-guerre civile. Le stade d'un pittoresque clochemerle gascou a été dépassé. Depuis le début de l'été, chaque semaine nourrit l'actualité locale de manifestations, de procès, de violences physiques et verbales.

Aux attaques lancées contre le chantier du tunnel routier du Somport et au barrage routier établi par une « brigade internationale » de jeunes écologistes, répondent les sabotages de véhicules et les jets de cocktails Molotov d'une « milice valléenne » pro-tunnel, composée de chasseurs armés. « Une bande d'écolos brigands tentent d'envahir notre vallée », proclament ces derniers dans leurs tracts. « Ces pédistes mégalomane essaient de nous terroriser », répondent les défenseurs de l'environnement.

Un escadron de gendarmes mobiles a été appelé en renfort et les juges de Pau distribuent sans parcimonie amendes et peines de prison ferme. Mais les atteintes à la légalité et à l'ordre public restent monnaie courante. Une détestable atmosphère de violence et de xénophobie s'installe. On est au-delà des « rododromes », terme dont la préfecture qualifie ces incidents pour les minimiser.

Si les esprits ont atteint un tel degré d'ébullition, c'est que la situation de la vallée d'Aspe est devenue un cas d'école typique autour duquel se cristallisent deux logiques opposées : d'une part, celle de la protection de la nature, symbolisée par la défense des derniers ours pyrénéens (lire notre encadré); d'autre part, la mise en valeur d'une montagne économiquement mal en point, illustrée par la promotion d'un axe routier France-Espagne.

#### La route vers Saint-Jacques-de-Compostelle

L'étroite et longue vallée d'Aspe, terminée par un seuil d'altitude modeste (1 600 mètres), est depuis toujours un couloir de communication entre le Béarn et l'Aragon. Les pèlerins cheminant vers Saint-Jacques-de-Compostelle y passaient déjà en grand nombre au Moyen Âge. Le col du Somport reste ouvert toute l'année, et une voie de chemin de fer, percée à grands frais au début de ce siècle, a doublé l'itinéraire routier par un tunnel durant quarante ans

(1928-1970). Cette ligne ferroviaire est aujourd'hui fermée.

Lorsque l'Espagne a souhaité s'amarrer à l'Europe et que les aménageurs ont étudié les grandes traversées pyrénéennes à aménager, la candidature de la trouée d'Aspe s'est imposée naturellement. À condition toutefois que le col du Somport soit court-circuité par un tunnel routier, parallèle au vieux tunnel ferroviaire aujourd'hui désaffecté. Ce projet routier, vigoureusement appuyé par la Communauté européenne (qui participe à hauteur de 190 millions de francs), a été retenu en 1990. La plupart des élus, des représentants d'intérêts économiques et des syndicats béarnais l'ont adopté avec enthousiasme. L'accès au tunnel suppose aussi la construction d'une autoroute entre Pau et Oloron, puis l'élargissement de la route nationale qui serpente aujourd'hui dans la vallée de village en village.

Rouerie technocratique, routine administrative ou simple inavouable? L'équipement a négligé de soumettre à enquête publique l'ensemble du projet et son impact sur l'environnement, préférant organiser des enquêtes parcelaires au fur et à mesure des six années de travaux. Cette tactique d'islamisme a choqué plusieurs centaines de valléens et les écologistes. Leurs divers comités se sont bientôt coalisés en un front du refus.

Le soupçonner avec raison que l'ouvrage prévu actuellement passera un jour de deux à quatre voies, comme le souhaitait Bruxelles dès l'origine. Avec le tunnel et les trois mille cinq cents véhicules-jour qu'il est censé recevoir (soit trois fois et demi le trafic actuel), la discorde est entrée en vallée d'Aspe. Il est vrai que si la géographie et l'opinion des notables locaux étaient favorables aux promoteurs de l'axe Pau-Saragossa, le contexte national l'était beaucoup moins. Au bout de la vallée d'Aspe a été créé, il y a un quart de siècle, le seul parc national pyrénéen. Et, sur les hauteurs dominent le massif routier, les derniers ours français jouent les érudits persécutés.

Déjà, en 1967, les ambitions spatiales du parc avaient été réduites à la portion congrue, et cela sous la pression des montagnards locaux. Puis, un centre de ski de fond, au col du Somport, dans la maigre zone protégée, avait été construit illégalement. Enfin, les élus locaux avaient refusé d'appliquer les modestes mesures prises à l'automne 1990 par M. Brice Lalonde, alors ministre de l'environnement, pour assurer un minimum de tranquillité aux plantigrades.

Devant le symbole de cette nouvelle agression - des poids lourds envahissant la vallée des ours, alors

qu'une voie ferrée reste inutilisée - le sang de tous les Verts de France et d'Europe n'a fait qu'un tour. Les « écolos » légalistes ont multiplié les recours devant le tribunal administratif. D'autres, plus bargeux, ont accusé d'Allemagne, de Belgique, et de Grande-Bretagne à l'appel d'un rebelle local, Eric Pételin.

#### L'écolo

face au fils de berger

Ce Robin des bois, à la fois guide de haute montagne et travailleur social, a ouvert dans la gare désaffectée de Cette-Eygan un auberge qui, après avoir été le bistrot « braché » des valléens, est devenue un refuge de marginaux, puis le PC dans « anti-tunnel ». C'est aussi le point de mire des « pro-tunnel », qui le harcèlent comme des cow-boys le feraient d'un village d'Apaches. Eric Pételin, qui est passé plus de vingt fois devant le tribunal de Pau, est aujourd'hui en prison et au secret. Ses amis maintiennent la pression et, aidés d'un poète paillasse, Christian Laborde, jadis considéré comme suffragant, devenu le barde talentueux de leur combat, ils lui dressent une statue de martyr.

Les « pro-tunnel » ont aussi leur héros. Il s'agit de Jean Lassalle, trente-neuf ans, fils de berger à la carrière fulgurante. Plus jeune maire de France en 1977, il avait vingt-neuf ans, - conseiller général du C. 3, président du conseil d'administration du parc national, suppléant du député Michel Luchanpé, il nourrit de vastes ambitions pour son canton et pour lui-même. L'axe européen Pau-Saragossa est une chance qu'il ne laisse pas passer. Il y voit le moyen de faire revivre l'intelligence et l'initiative dans son milieu rural. Et si les ours, que hantait son père, disparaissent à jamais, il n'aura pas d'héritier d'âme. Habilement, il désavoue, du bout des lèvres, ses amis de la « milice » valléenne et trouve « excellent » que les écolos prometteurs soient jetés en prison pour éviter des heurts sanglants.

Bref, tous les éléments sont réunis pour que la guérilla autour du tunnel continue pendant les six ans que durera le chantier. Les rebelles de tout bord s'enorgueillissent presque de fouler aux pieds la légalité. L'espoir réside désormais dans une initiative extérieure - celle d'un « médiateur » - qui réconcilierait les protagonistes pour qu'ils discutent de leur seule passion commune : l'avenir de la vallée.

MARC AMBROISE-RENDU

## Un ours en délit de fuite

### PAU

de notre correspondant

Chaque été, les dix derniers ours recensés dans les Pyrénées font la « une » de l'actualité locale en dévorant quelques brebis. Mais l'un de ces plantigrades est cette année plus intrépide et plus gourmand que ses congénères. Bien qu'adolescent - on lui donne cinq à six ans d'âge - il aurait déjà tué, selon les déclarations des gardiens de troupeaux, soixante-dix moutons. En Gascogne, c'est connu, la valeur attend encore moins qu'ailleurs le nombre des années.

Le comportement de ce jeune ours s'explique naturellement la politique qui se développe depuis des années sur la nécessité de protéger le dernier noyau de ces plantigrades en France. Aussi les autorités ont-elles décidé de répondre à ses provocations. Scientifiques, vétérinaires, gardes du parc national et agents de l'Office national de la chasse sont sur le pied de guerre depuis le début de l'été. Objectif : éliminer l'animal des statistiques. Des trappes et des chiens sont en train sur lui des baïes de plastique.

Au début, le procédé a semblé donner des résultats, mais depuis, l'animal s'est manifesté sur d'autres sites entre Bédous, en vallée d'Aspe, et Laruns, en vallée d'Ossau. Le ministère de l'environnement a alors pris la décision de la capture. Non point pour l'enfermer, ou l'éliminer, mais pour lui passer autour du cou un collier émetteur permettant de localiser ses allées et

venues et de prévenir ses assauts.

L'opération est délicate, car il ne faut pas blesser l'animal. Jean-Jacques Camara, le spécialiste de l'ours dans les Pyrénées, avec l'aide d'une équipe de gardes, a posé une vingtaine de pièges. Il s'agit de locaux métalliques, qui, animés à des trébuchets ou à des rochers, peuvent se déclencher au passage de l'animal. Des trappes et des chiens sont en train sur lui des baïes de plastique.

L'ours s'est fait prendre fin juillet, à Ayous, une petite commune de montagne, en posant la patte avant sur l'un de ces pièges. Alertés par un système automatique, les gardes du secteur se sont précipités et ils ont surveillé le captif de loin en attendant que les spécialistes armés du fusil à cartouche soporifique et du collier émetteur arrivent sur les lieux. Vers 3 heures du matin, dix minutes avant l'arrivée des renforts, l'ours a réussi à larguer l'amorce. L'animal court donc toujours, mais l'opération ne s'en poursuit pas moins, affirme-t-on à l'Office national de la chasse.

#### Un maire rebelle

Les spécialistes de l'ours, qui procèdent à cette tentative de capture, observent des règles strictes définies par un comité scientifique. Jean-Jacques Camara lui-même a appris l'art du piégeage à son États-Unis. Mais ces responsables doivent

compter depuis quelques jours avec l'initiative du maire de Bielle, M. Jean Bayleuq, conseiller général (PS) de Laruns, qui a fait construire deux grandes cages géométriques pour essayer de capturer le bête. Dans la plus petite, il place une brebis-appât. La grande est réservée à l'ours, qui devrait s'y faire prendre, en venant chercher sa proie. Cette concurrence illégale n'est pas du goût de l'administration. M. Bayleuq et ses amis n'ont ni l'homologation officielle ni la compétence scientifique requise pour ce type d'opération, qui relève de la responsabilité exclusive des agents de l'Office national de la chasse.

Si le piège municipal devait se révéler plus efficace que celui de l'État, cela ferait encore un beau scandale. Déjà, l'été dernier, le maire de Bielle avait pris un arrêté municipal sommant le préfet des Pyrénées-Atlantiques de capturer l'animal, « c'est de l'insulte de l'État de le protéger et de le sauvegard



L'Eté festival

La finale du Sud-Ouest

Marcillac et Uzeste résument les conceptions des festivals de jazz : divertissante ou carnavalesque, villageoise ou inspirée

Marcillac, Uzeste. On jurerait une affiche de rugby en division d'honneur. Avec Assier, Aiguillon et Crest, c'est, après les grandes tournées du Sud-Est, la deuxième vague du festival de jazz. Les deux communes du Sud-Ouest, dans des paysages d'une beauté calme et méconnue. La Gironde du Saubert et des pins pour Uzeste, le Gers du maïs et de l'Armagnac pour Marcillac. Un peu abstraitement, on peut voir dans ces programmes et leurs styles le condensé de ce qu'expriment les festivals aujourd'hui. Tout d'abord, un crépuscule communautaire et bricole une conception implicite de la musique.

Marcillac. Uzeste, il y a évidemment cette passion de la musique et du jeu venue du doute des fêtes, du rythme et de l'art. Sauter qui a fini par aboutir à une attention soutenue prêté au jazz. Ce n'est pas pour rien que le jeu de pelote le plus captivant soit à Alai (en allégre). Un furet court entre l'esprit du Sud-Ouest, pépinière de musiciens. Ce Montaigne, le jeu de paume, l'art du court, le rugby, la pelote, les exercices taurins, les improvisations poétiques, les sauteries, l'armagnac, les bandes doivent bien en rendre de quelque façon raison. Mais on n'en a pas trop. La science d'origines est toujours difficile.

Les deux festivals ont à peu près la même histoire. Marcillac, patrie de l'excellent Guy Lafitte, donne dans une idée conviviale et très ronde du festival. Comme un bon vin, qui n'est pas trop de mal à drainer, trois lustres durant, les meilleurs musiciens en fin de tournée. Il a des arguments de poids, un ciel à la grâce italienne, et André Dagui, dont les batteurs sont à deux pas. On y voit les familles s'enraciner à l'été, au château (il leur faut) vraiment, véritablement une bonne quinzaine d'années de plus). On y voit des trompettistes jouer au basket et les petits enfants, des Noirs faire du pédalo, des vibronistes manger du cassoulet. On y voit des touches autour d'une conception très tempérée du jazz.

On aime certaines idées du gospel et autres spirituels. Avec leur cortège de mythes et de clichés, les récitals de gospel et de spirituals constituent, à tout coup, une séquence inédite de la vie. Un long fleuve tranquille. La messe du jazz (Liz McComb, 1988, année, dites) en est le contrepoint. Prends ma couronne, je te la donne, on est justement le 15 août.

Idee exceptionnelle, Dizzy Gillespie être l'invité d'honneur de Marcillac. Partout où l'originalité est rigée par les tournées. Son état de santé l'empêche de se joindre à To Diz with love ou Songs for Dizzy, mais le cœur y est. Les nuits de Marcillac parlent anglais, c'est Montreux plus le confit de canard. Ahmad Jamal remplace Tommy Flanagan. Pour un clavier, la nouvelle est plutôt bonne. La tradition est telle tous les jours la part du lion. Le réveilisme révit. La célébration d'été. Et le 14 août, «For Marcillac only», le très sympathique Pat Metheny prélude avec son bataillon électronique à Roy Haynes, le drummer passé à l'est. Il faut dire que souvent il y met du sien. Cette fois, il se fait écouter, c'est plus prudent, de Dave Holland.

De l'acoustique de campagne

Dave Holland aurait sa place à Uzeste. Uzeste avait le moyen de multiplier ce que les musiciens lui en reprochent la rareté, notamment les stars. Du coup, les fameux sponsors boudent Uzeste. Uzeste est un cas. C'est le village natal de Bernard Lubat. Il y vit et prétend, depuis quinze ans, y exercer son art. Il met à contribution toute la population. Il a formé des générations de musiciens. Tout n'est pas le niveau de Roy Haynes mais tous se seront vraiment amusés.

Donc, Lubat, un des rares Européens à avoir été au métier international, est là, moqueur, entreprenant, définitif, velléitaire, une idée-chasse l'autre, voyou, génial, nommant Michel Portal président d'honneur de son village, et actif aux drums, à l'accordéon, au synthétiseur, peaufiné et y a de la musique, nuit et jour. Pourquoi? C'est politique. Mais on ne le dit

plus. Il a une action, de l'activisme, du communisme idéologique. Dans vingt ans, les programmes d'Uzeste seront publiés en reprint pour la beauté des textes, le comique de la situation, l'invention scénaristique. C'est du jazz de campagne. On imagine Lubat le rédigeant avec une plume d'archaïsme. L'été, Liane Dutilleul, comédienne, Fabrice Anxier, artificier fantasmagique et Daniel Manville, improvisateur virtuose de rap gascon.

Parce que Uzeste se pratique, du show lui gascon jazz gwo-lez, une Dual d'été unit de Michel Portal et Bernard Lubat. C'est unique. Une sorte d'université du rire et de la création. Evidemment si loin des routines, des clichés et des bonnes intentions, on y connaît des passages qui ne sont pas qu'un jeu d'été. Aucune importance. Car la musique vient, elle y vient comme elle part ailleurs. C'est évidemment de l'art à décourager les sponsors et les radios. Parce qu'il y a la musique, reste à faire du spectacle. On a bien l'impression. Certaines nuits d'Uzeste, quelques rencontres, certaines sont la fin de changer en nous des particularités d'imagination. Au moment où tant de festivals fonctionnent comme des machines, on a l'impression que la musique est une création et prometueuse. Elle est un bon moyen de pensée et une utile dérive de l'imagination.

FRANCIS MARMADE

15<sup>e</sup> Festival de Marcillac (12-13-14 août) : Thierry Fingers (Montreux), Jamal, Petruccioli, le 11), tradition (12), La Nuit des Jim's (13), For Marcillac Only (14), Mame du Jazz, Tribute to Benny Carter (15). Exposition : Les Territoires du Jazz. Tél. : 02-49-33-33.

13<sup>e</sup> Festival d'Uzeste Musical (Cottivatures et Civilisations) pour un art de la Diffusion de l'Art avec Jo Privat, Michel Portal, Marc Perrone, André Bénédict, vocalisme, bruissement, choralisme communautaire, chants insolites et tropiques pour 200 musiciens. Du 21 au 23 août. Tél. : 50-25-33-48.

Un contrat bien rempli

Davantage de risques, de propositions, de spectateurs : Park Quartier d'été a trouvé son public et conquis sa légitimité

Le dernier des grands Festivals, Paris Quartier d'été, s'est achevé le dimanche 9 août dans une réelle euphorie. Tous les spectateurs encore à l'affiche ont eu lieu à guichets fermés. En un mois, plus de 100 000 personnes ont assisté à l'une des 150 manifestations à l'affiche de la troisième édition, dont plus de 40 000 pour les spectacles et rendez-vous payants. Musique, théâtre, cinéma, cirque, expositions, dans des salles ou en plein air, Paris Quartier d'été a trouvé son public et gagné sa légitimité.

Il y a trois ans, peu nombreux étaient ceux qui misaient gagnant sur l'idée lancée par Patrice Martini, ancien directeur de l'Institut Français de l'Amérique, et Alain Desnot, responsable de la communication des Festivals d'automne et d'Avignon, d'organiser dans la capitale un rendez-vous estival pluriculturel. Tandis que s'élevait ici et là le concept même de festival, les deux hommes décidaient d'investir les lieux de la capitale qui voudraient bien leur donner asile. Il ne s'agissait pas pour eux de créer le cinquième festival ni de copier telle ou telle expérience existante.

« Nous avions pour ambition d'explorer différents sites de la capitale où il n'était pas habituel de donner des spectacles et nous appuyer sur des lieux connus en y présentant des projets artistiques très différents de leur vocation habituelle », explique Patrice Martini. D'initiative, lancée à la manière de la plupart des institutions, rechignant à ouvrir leurs portes qu'ils avaient pour habitude de fermer au plus tard le 15 juillet.

Pour sa troisième édition, Paris Quartier d'été a réussi à traduire son ambition dans les faits. L'Opéra de Paris s'est ouvert pour la première fois à la musique isagane, qui a eu le rôle de cacher la grande salle pour trois journées et trois nuits. Le Cirque d'hiver a retrouvé les allures du Cirque Napoléon quand Padolescop y inventait, au siècle dernier, ses «concerts populaires». L'Orchestre de Paris, les virtuoses de Monaco, Barbara Hendricks accompagnée par le pianiste Michel Béroff, l'Orchestre français des jeunes et l'Orchestre des jeunes de la NHK ont conquis un public qu'ils n'avaient

jamais connu jusqu'à. Le Théâtre National de Chaillot est devenu le théâtre d'été, en compagnie des Mithras étonnants, mêlant plastiques, rythmes et expériences sensorielles.

La Grande Halle et le Parc de La Villette ont été étroitement associés à l'expérience, recevant les treize spectacles du Cirque d'été. Le Baroque foraine a été à l'honneur, qu'avait imaginé Georges Aperghis : trente minutes de sons, de chants, de tableaux, d'objets. Imposable au public d'obtenir au dernier moment un ticket pour assister à l'un des spectacles de ce cycle de péplums présentés par le public.

Les recettes ont doublé

Une affluence pour découvrir les amours contrariées de Roméo et Juliette dans les jardins du Palais Royal - grand bassin, colonnades et lac - au bureau du ministre de la Culture, aux côtés de la compagnie du Footsbarn Travelling Theater. Georges Pompidou a ouvert l'été à la capitale, les musées, toutes les musiques au Kiné, que du Luxembourg et, ici et là, à l'occasion de promenades, de récitals, de spectacles de rue dont les princes furent les unités musicales inspirés du Crudo avec les Négrabois, s'ouvraient à Paris Quartier d'été musé-halls, musées, places et jardins secrets.

Au total, 150 spectacles ont été présentés, dont la moitié en plein air. Affiche plus rigoureuse, sans trop de «stars», et pourtant plus attractive que les précédentes. Les recettes de la billetterie s'élevaient à 2 millions de francs, soit le double de l'an passé pour une subvention du ministère de la Culture de 5,5 millions de francs, identique depuis trois ans. Plusieurs partenariats participatifs à Paris Quartier d'été, dont l'Etablissement public pour l'aménagement de la Défense à hauteur de 2 millions de francs, la SACEM et la Ville de Paris, ont permis de lever les 10 millions de francs nécessaires à la troisième édition. Les 10 millions de francs nécessaires à la troisième édition.

OLIVIER SCHMITT

Paris Quartier d'été, 43, rue de Rivoli, 75001 Paris. Tél. : 40-28-40-33.

Balthus chez Courbet

Suite de la première page

On voit, dans cette exposition un peintre, un grand peintre, voguer vers et non contre la tradition picturale, le motif, d'un peu de vérité, du motif, de la lumière, des modèles et des choses.

Peu importe on la circonstance les imperfections de l'acrobacie. Il y a un peu de panache de contrepoint et des fils électriques dans la maison Courbet, l'échec n'est pas exemplaire, le parcours accidenté, les plateaux assez bas. Mais il serait un peu vain de s'en plaindre quand Jean-Jacques Fernier, tectique qui fait énergiquement office de conservateur du musée Courbet, a convaincu musées et collectionneurs de lui prêter soixante-cinq œuvres, motifs peintures, motifs dessins et aquarelles. Balthus n'avait consenti à aucune manifestation en France depuis celle du Musée national d'art moderne, il y a neuf ans, et la plupart des toiles présentées à Paris n'ont jamais été vues par le public, mérites supplémentaires.

Au reste, si les conditions d'exposition ont de quoi surprendre, une bonne idée rachète par partie ces défauts : des chaises et jusqu'à un sofa très bathusien, bois noir, peluche carmin, ont été disposés devant les œuvres. Leur contemplation en est considérablement facilitée.

Or la contemplation est si nécessaire. Il faut du temps, de l'immobilité, de la patience quelquefois pour comprendre ces tableaux conçus et exécutés avec autant de lenteur. Si quelques-uns, œuvres de l'entre-deux-guerres, œuvres de jeunesse, se livrent vite et produisent un effet immédiat, surprise et inquiétude mêlées, la plupart d'entre eux, des années 50 et 60, exigent du regard plus d'effort et de constance.

Les premiers avouent leurs sources tout net. Pour les portraits, elles sont italiennes et antiques, françaises et florentines. Grands yeux

de verre dans des têtes ovales aux volumes si polis qu'on les croirait de bois, membres de peintures, poses rigides, les femmes qui posent pour le jeune peintre se changent en figures énigmatiques. Elles ne parlent pas, elles sourient encore moins. Elles sont là, simplement, au centre d'un vide que ne suffisent pas à rendre moins éblouissant une chaise et une table. D'ailleurs, à peine vers 1914 et après la guerre.

Leçon de fluidité

Pour les natures mortes, elles sont hollandaises et françaises, entre David de Heem et Manet. Un contour reste enfouie à l'oblique dans une brèche, la lumière se reflète en courbes jaunes sur les bords d'un verre de vin blanc et en taches blanches sur l'argenterie et les pommes. Balthus vainc chaque difficulté, et comme il en triomphe avec élégance, il les multiplie. Morceau de bravoure, beau morceau de peinture à l'habileté trop visible, le *Goutier* de 1942 a plus de séduction que de substance. Si plaisante soit-elle, la simplicité de la technique ne suffit pas. C'est la leçon de Balthus de l'œuvre suspecte et d'avoir renoncé à la virtuosité. La *Vierge*, grand nu d'adolescente couchée, Les *Enfants*, qu'on achète Pissarro en 1941 et l'admirable *Falaise* de 1938, ont été administrés la preuve : dans ces années-là, l'artiste saine le pas. Au-delà du savoir-faire, loin de la citation, il doit poursuivre l'étude du motif et le pénétrer plus avant. L'identification est à ce prix.

Les mises pour l'approche doivent varier selon les sujets, et donc les styles varient, les procédés, les tonalités et les compositions. S'il n'y avait qu'un seul leçon à conserver, ce serait celle-ci, leçon de fluidité et de simplicité qui interdit la répétition et provoque le spectateur gratuit. Ainsi, on ne peut pas dire, où la



Lithographie de Balthus (illustration pour le poème «Langue» de Pierre Jean Jouve, 1952).

tentation d'élégance était la plus forte. Résolument, non sans violence terrible, Balthus rompt avec ses références hollandaises. Afin de bannir les stéréotypes et les solutions de facilité, il s'impose un dessin appuyé et minutieux digne du Douanier Rousseau. Plus d'ellipses, plus de touches frottées ou crémeuses; des lignes dures, des chromatismes qui tendent à l'aigre, des constructions réduites à l'essentiel, le motif observé de très près, sans recul, sans savoir préalable, un motif aussi ordinaire que possible, des pommes dans une assiette par exemple. Des pommes dans une assiette, après

Cézanne? Défi extrême, rivalité terrible. Balthus les supporte cependant. Sa *Nature morte aux fruits* de 1962, d'un style très peu cézannien, a une densité bien proche de l'existence. On ne cesse du reste de songer à Cézanne dans les salles consacrées aux années 50 et 60. La *Cour de ferme à Chassy* et le *Champ triangulaire* ont la géométrie ordonnée en parallèles et obliques convergents des paysages de Cézanne et du *Jeune de Bouffon*. Mais ce sont des vases du Morvan, sans peine de soleil, plongés dans une clarté vagabonde de pluie et d'automne. Telle caresse, campagne par-dessus un

toit, évoque la douceur de Sabat-Victor, touches à peine appuyées, la lumière employée à la manière de l'aquarelle.

L'insouciance, l'apparence d'insouciance plutôt, dont Cézanne a appris les secrets grâce à des contradictions différentes, Balthus déjoue sa première pour se livrer à l'observation forcée de son sujet. Plus d'archaïsme gothique pour représenter les visages, plus de maniérisme pour représenter les corps. Le dessin des nus se raidit, assez proche quelquefois de celui que pratique alors Giacometti. L'ami essentiel des années de recherche. Anguleux, cassé, hêré, il suggère des plans qui se séparent des arêtes obliques, il contraint à distinguer des axes et une architecture où ne se voyaient jusqu'alors que des volumes arrondis et serpentins.

Déjeuner la dextérité

Pour chaque genre, nus, portraits, scènes de genre, la même étude vaudrait d'être menée. Il se vérifierait que, chaque fois, et chaque fois grâce à des contradictions différentes, Balthus déjoue sa première pour se livrer à l'observation forcée de son sujet. Plus d'archaïsme gothique pour représenter les visages, plus de maniérisme pour représenter les corps. Le dessin des nus se raidit, assez proche quelquefois de celui que pratique alors Giacometti. L'ami essentiel des années de recherche. Anguleux, cassé, hêré, il suggère des plans qui se séparent des arêtes obliques, il contraint à distinguer des axes et une architecture où ne se voyaient jusqu'alors que des volumes arrondis et serpentins.

Nulle géométrie, à l'inverse, dans la pratique du portrait, qu'il peint ou, le plus souvent, dessine. Sur le vide du papier, des touches de crayon, légères, strictes, comme à demi effacées, indiquent le visage et la lumière qui l'environne. Micheline et Katia, les modèles adolescents du séjour romain, après Frédéric et Alice, après Laurence Bataille qui les avaient précédées dans les maisons et les ateliers de Balthus, semblent sorties à l'instant du blanc, c'est-à-dire du néant. Elles

paraissent brièvement, avant l'apparence ne se brouille, que le regard se change, avant, pourrait-on croire, qu'elles ne s'aperçoivent enfin qu'elles posent. Artifice évident : elles posent et le savent. Mais aussi qui les dessine parvient, à force d'acuité, à dissiper le faux, à rendre l'expression figée et à apercevoir, sous le masque qu'elle lui impose, l'émotion.

PHILIPPE DAGEN

Musée Courbet, 10 rue Robert-Farner, 25290 Ornans; tél. : 81-62-23-30. Jusqu'au 6 septembre.

❑ Décès de la chansonniers Suzanne Galante. - Suzanne Galante est morte à Paris dans la nuit du 8 au 9 août. Elle était âgée de soixante ans. Née le 24 janvier 1932 d'un père chansonnier, elle avait monté un trio de filles et de fils, dans les années 50, avec Perette Souplex et Françoise Dorin, avant de devenir présentatrice à l'Olympie et comédienne de boulevard. En 1968 elle avait fait un tour de chant à Bobino. Son humour lui valut d'être tuée par François Mauriac et Armand Salacrou, quand, sur la scène de l'Olympie, elle avait brocardé, sur un air de Jean Ferrat, la campagne électorale du général de Gaulle en 1965.

❑ Décès du comédien John Anderson. - L'acteur américain John Anderson est mort le 7 août à Los Angeles. Il était âgé de soixante ans. Diplômé de l'Université de Californie, on l'avait vu en marchand de voitures dans *Prochaine*, d'Alfred Hitchcock; il était également joué dans *Coups de feu* de Mario de Sam Peckinpah (1971) et *Cinq Cents à abattre* d'Henry Hathaway (1968). Mais John Anderson était surtout connu, aux Etats-Unis, pour ses inimitables petits rôles à la télévision.



# ÉCONOMIE

## BILLET

### M. Teulade et l'Europe sociale

A force d'être en avant, de façon ritualisée qu'abstraite, le thème de l'Europe sociale pourrait être le thème central des partis du « oui » au référendum du 11 septembre sur la constitution du traité de Maastricht. M. Teulade, ministre des affaires sociales, a écrit le danger. Dans un entretien publié le 10 août par le *Journal du Dimanche*, il se livre à une véritable mise en point sur le sujet. Conscient que, dans le débat européen, les arguments négatifs risquent d'être les plus efficaces — en ce qu'en conséquence, il veut mieux rassurer l'opinion —, il résume un message : « L'Europe ne saurait être, le ministre souligne qu'il n'est évidemment pas question de porter atteinte au système de protection sociale français. » « Dans ce domaine, insiste-t-il, l'unanimité des Douze. On veut dire que si, le cas échéant, une mesure ne nous conviendrait pas, nous la rejetons. »

Il y a de « nouvelles fois » ceux qui disent que l'Europe de Maastricht mettra en danger les acquis de la protection sociale en France. M. Teulade prévient néanmoins, mais à mots couverts, les Français. Ils ne doivent pas trop attendre de la construction sociale de la construction européenne. Il s'agit plutôt de « la faire vivre », en préchant la vertu de l'exemple, sachant que « les pays à culture sociale élevée, comme les pays scandinaves ou l'Australie, susceptibles de rejoindre l'Europe, jouent un rôle d'exemplarité ». Dans le pouvoir d'exprimer directement, le gouvernement cherche donc à faire comprendre aux Français que, si ce n'est pas grand-chose, il espère l'immédiat de l'Europe sociale, au moins n'ont-ils pas à redouter d'un dispositif qui s'achève en premier lieu à l'Europe du Sud, puisque la règle du jeu consiste à « s'aligner toujours sur le pays le plus avancé ».

Cette approche prudente modère sans démentir l'optimisme des ceux qui voient dans l'invocation de l'Europe sociale un moyen simple et sûr de résoudre le problème de Maastricht. L'expérience récente montre pourtant que l'adhésion, d'après les analyses du début du printemps au Danemark, il apparaît que la victoire du « non » a largement reposé sur le refus des Français et des néerlandais. Ces catégories d'électeurs qui craignent que le système social français ne soit menacé.

JEAN-MICHEL NORMAND

## EN BREF

□ Dockers : grève de 24 heures lundi 10 août. — La Fédération CGT des ports et docks a appelé tous les dockers à « observer un arrêt de travail de 24 heures » lundi 10 août pour « opposer » des objectifs archaïques et antisociaux du patronat. Elle souligne les « conditions de blocage » de l'origine patronale de ces plusieurs ports où des négociations sont en cours sur les modalités de mise en œuvre de la réforme du statut des dockers. Selon le syndicat, « le secrétariat d'Etat à la mer ne fait preuve d'aucune autorité sur le patronat et adopte une position laxiste et complaisante à son égard ». Enfin, il « exige l'évacuation immédiate des forces de police du port de Dunkerque » (le Monde du 7 août).

□ Volkswagen a racheté la division automobile de Tuborup. — Volkswagen a acquis la branche automobile de Tuborup, une filiale d'Usinor-Sacilor. Usinor-Sacilor, qui

Avec une chute de 37 % en huit mois

### La Bourse de Tokyo est descendue à son plus bas niveau depuis six ans

Rien ne semble pouvoir arrêter la descente aux enfers de la Bourse de Tokyo. Les uns après les autres, les seuls indices qui restaient enfoncés. Lundi 10 août, c'était au tour de la barre des 15 000 points de l'indice Nikkei à 225 titres, la baisse en un jour de 1 000 points en fin de journée permettait au Kabuto (15 066 points) de franchir la barre des 15 000 points (voir page 16). Mais il s'agit tout de même du plus bas niveau depuis le mois de mai 1986. En tout, la chute atteint maintenant près de 37 % depuis le début de l'année et plus de 60 % depuis décembre 1991.

Aux yeux des analystes, le système financier japonais est maintenant menacé. Selon l'agence de notation britannique IBCA, en dessous de 15 000 points du Nikkei, les quinze plus grandes banques japonaises ne répondent plus aux normes internationales de fonds propres (ratio Cooke).

L'effondrement en parallèle des cours de la Bourse et des prix de l'immobilier (de 30 % à 50 % au deux) a réduit le volume des avoirs des banques et multiplie les défaillances d'emprunteurs. Ainsi, plus de 100 institutions financières japonaises ont annoncé, vendredi 7 août,

une opération de sauvetage de trois milliards de crédit affiliés à la Nippon Credit Bank.

Le système japonais, montré en exemple pendant des années, cumule aujourd'hui les effets pervers. Les banques prises à la gorge ne prêtent plus et amplifient le ralentissement de l'économie japonaise. Le ministre japonais des finances, M. Tautomu Hata, a eu beau demander, mardi 4 août, aux banques d'accorder davantage de prêts aux entreprises de l'archipel, il a peu de chances d'être entendu.

Les résultats des entreprises japonaises pour l'exercice 1992-1993, clos le 31 mars, risquent d'être particulièrement médiocres. Pour l'institut de recherche de Daiwa Securities, il faut s'attendre à une chute de 13 % des bénéfices courants. Ce qui précipitera la Bourse de Tokyo vers le bas et fragilisera encore un peu plus le système financier.

La seule issue passe par une reprise de la croissance et un redressement de la rentabilité des entreprises. Les mesures de relance annoncées pour la fin du mois par le gouvernement japonais sont pourtant attendues avec scepticisme.

E. L.

### La restructuration du groupe d'achat d'espaces publicitaires

#### M. Gilbert Gross augmente son poids dans le holding britannique AEGIS

Le premier groupe d'achat d'espaces publicitaires européens, le britannique Aegis Group, soumettra à ses actionnaires, le 14 septembre, un plan de restructuration financière. Il comprend notamment une augmentation du capital de 19,75 millions de livres (188,8 millions de francs), financée par l'un des actionnaires, la banque Warburg Pincus and Co., et une nouvelle ligne de crédit d'un milliard de francs garantie par la banque National Montagu.

Les actionnaires devront aussi entériner les modalités de paiement de la dette d'Aegis — 100 millions de francs — envers M. Gilbert Gross, pour l'achat de Carat, principal groupe français d'achat d'espaces publicitaires par Aegis dès 1988. Le paiement, qui se fera par actions, permettra à M. Gilbert Gross et à sa société, la SPEC II, d'augmenter leur participation dans Aegis de 25 % à 42,4 %, et de rester, de loin, le principal actionnaire du groupe.

La restructuration devrait permettre à Aegis de faire front à la réduction du marché publicitaire, qui l'a déjà entraîné à des suppressions d'emplois et à une réduction de ses investissements. Le développement européen, amorcé par Aegis depuis 1988, qui l'a conduit à s'implanter dans dix pays — dont l'Italie, la Grèce, l'Autriche, la Tchécoslovaquie et la Hongrie — a certes permis à Aegis d'accroître son chiffre d'affaires (plus de 2,2 milliards de francs en 1991) de 42 % pendant le premier semestre 1992. Mais il a enregistré pour la première fois, pendant cette période, une perte nette de 12,3 millions de francs, une situation impossible (de 13,5 millions de francs) à la chute de 25 % du « témoignage du langage » qui affecte le groupe. M. Peter Scott, PDG d'Aegis, doit démissionner mi-septembre. Il sera remplacé par le vice-président actuel, M. Frank Law.

De « Vanity Fair » au magazine élitiste « New Yorker »

### Le transfert affectif de Tina Brown

NEW-YORK

de notre correspondant

Pour le *Washington Post*, il s'agit de l'histoire la plus importante intervenu depuis des années dans l'industrie du magazine aux Etats-Unis. Pour d'autres commentateurs, plus prosaïques, c'est simplement un nouvel acte de vandalisme commis au nom de la loi du profit. Depuis que Tina Brown, la rédactrice en chef de *Vanity Fair*, un mensuel réputé pour ses audaces journalistiques, a été parachutée en début d'été (le Monde du 2 juillet) à la tête du *New Yorker*, le plus intellectuel des hebdomadaires américains — les deux revues appartenant au même groupe, Condé Nast — le monde de la communication continue à s'interroger sur la réussite possible de cette greffe d'un choc des mots et le poids des images sur un corps rebelle, qui perpète plutôt la religion d'un verbe austère et sobre à tout prix mépris pour toute forme de marketing moderne.

Pourtant, la plupart des professionnels ne peuvent s'empêcher d'éprouver un « a priori » favorable pour cette jeune femme blonde de trente-huit ans, la nationalité britannique, repérée puis embauchée outre-Manche par S. I. Newhouse, patron de Condé Nast, qui a décidé d'en faire son pionsnier volant. Fille d'un producteur de films (d'où les rumeurs qui lui prêtent régulièrement les velléités hollywoodiennes) et diplômée d'Harvard, Tina Brown a fait des débuts journalistiques remarqués au *New Statesman* et au *Punch*, deux magazines réputés pour leur impertinence, avant d'être, en 1981, en moins de deux ans, parvenue à quadrupler la diffusion du mensuel britannique *Tatler*, qui avait eu la bonne idée de la nommer à sa rédaction en chef.

Impressionnée par la réussite de Tina Brown, Condé Nast a décidé de lui confier la direction du *New Yorker*, deux magazines réputés pour leur impertinence, avant d'être, en 1981, en moins de deux ans, parvenue à quadrupler la diffusion du mensuel britannique *Tatler*, qui avait eu la bonne idée de la nommer à sa rédaction en chef.

un magazine créé en 1914, le fleuron du groupe. Fin 1991, la rédactrice en chef, qui constitue à l'heure actuelle l'une des plus belles réussites de la presse américaine, pouvait annoncer : « Mission accomplie ! » En huit ans, la diffusion du mensuel a été portée à 285 000 exemplaires, et *Vanity Fair*, les plumes les plus réputées se battent dorénavant — à prix d'or —, à démontrer qu'il était possible de conjuguer paillettes et rigueur, de réconcilier l'image et le verbe.

#### Un magazine atypique

Séduits par la « méthode Tina », S. I. Newhouse et son fils Donald ont décidé de la rééditer, certes avec des nuances, au *New Yorker*, racheté en 1981 pour 12 millions de dollars par la rédaction qui, déjà, s'était installée. Désormais, les larmes aux yeux à l'occasion d'un pot d'adieu, son équipe de *Vanity Fair*, son salaire annuel de 300 000 dollars (1,5 million de francs), se verra verser chaque jour, 25 000 dollars annuels d'indemnités vestimentaires et ses complices notes de frais — pour une situation au moins aussi enviable que celle de la rédactrice en chef de *Vanity Fair*. Tina Brown a relevé le pari et commencé l'inspection de ce « mensuel qui paraît quatre fois par mois » et qui supporte si mal les changements.

Depuis sa création en 1925, le *New Yorker* ne s'est jamais confondu avec *New York Magazine*, un autre hebdomadaire plus « city-magazine » n'a connu que quatre rédacteurs en chef, y compris William Shawn, qui a régné trente-cinq ans et imprimé sa marque sur ce périodique complètement atypique dans la presse américaine.

Jamais de photo en une, remplacée par un dessin d'auteur, des articles à l'humour certes léché mais interminables et parfois terriblement barbares, une mise en page qui semble issue de Gutenberg, parsemée de croquis dessinés de toute audace et en guise de provocation face au déshébergement de l'info-spectacle.

de... poèmes. Grâce à ces « handicaps », le magazine du bon goût et de l'écriture parfaite, où la seule innovation de ces dernières années a été l'introduction de commentaires un peu plus courts par Robert Gottlieb, le rédacteur en chef nommé en fait par S. I. Newhouse pour déjà — moderniser l'hebdomadaire (et qui s'est surtout efforcé de ne rien changer), le *New Yorker* a su attirer les signatures de Truman Capote, de J. D. Salinger, de Lillian Ross, notamment, et celle de John Updike, qui, depuis quarante ans, apporte régulièrement sa contribution à cette dernière manifestation de l'art littéraire.

Depuis son rachat par Condé Nast, ce magazine a vu sa diffusion progresser de 500 000 exemplaires en 1985 à 650 000, six ans plus tard. Mais, la récession, admettent les derniers chiffres, sont moins bons. Au cours des six premiers mois de 1992, la diffusion a baissé de 3,4 % tandis que celle de *Vanity Fair* augmentait encore de 25 %. En quelques années, le nombre de ses pages de publicité a diminué de moitié tandis que son lectorat vieillissait. Certains estiment que le *New Yorker* perd à présent une dizaine de millions de dollars par an. Invitée à redresser la barre, Tina Brown devra travailler dans la demi-ténacité. Il lui faudra grignoter de nouveaux et jeunes lecteurs pour faire plaisir à Medison Avenue, le Macquie de la publicité, sans perdre pour autant le cœur de son lectorat, traditionnellement fidèle à toute sa rédactionnelle.

Prudente, l'ex-patronne de *Vanity Fair* a commencé par rappeler combien elle cherchait les auteurs et l'écriture, tout en laissant à l'initiative de la rédactionnelle. Pour le reste, sa stratégie visait à conduire le *New Yorker* sur la voie des années 80 : est encore bien floue. Surtout depuis que Tina s'est faite un « secret intérêt » : ne pas faire du magazine de l'anthologie littéraire un simple clone de *Vanity Fair*.

SERGE MARTI

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### OUI

#### AUX OPCVM DU CREDIT LYONNAIS

SICAV 5000  
SLIVA FRANCE  
INVESTILION FRANCE I  
pour bénéficier des avantages  
du prochain PEA

Trois OPCVM de la gamme des produits de placement collectifs distribués par le CREDIT LYONNAIS peuvent d'ores et déjà permettre aux investisseurs de bénéficier des avantages du prochain « Plan d'Epargne en Actions ».

Il s'agit de deux SICAV - SICAV 5000 et SLIVA FRANCE - et d'un Fonds Commun de Placement - INVESTILION FRANCE I -, ces trois organismes ayant pris l'engagement de détenir au minimum le pourcentage d'actions françaises prévu par la loi.

INVESTILION FRANCE I a opté pour la capitalisation de ses dividendes en 1990, alors que SICAV 5000 et SLIVA FRANCE distribuent un revenu annuel.

Il convient d'observer que, pour ces deux OPCVM de distribution, la performance, calculée sur une période de huit ans (fin juillet 1984 - fin juillet 1992) et en supposant que les coupons bruts (dividendes nets et crédits d'impôt) ont été réinvestis chaque année, ressort respectivement à :

190,78 % pour SICAV 5000  
186,02 % pour SLIVA FRANCE

Enfin, à compter du 3 août 1992 et jusqu'au 30 octobre 1992, le CREDIT LYONNAIS offrira aux investisseurs la possibilité de souscrire à chacun de ces trois OPCVM en franchise de tout droit d'entrée (lequel est en temps normal de 2,75 %).

LES 2300 AGENCES DU CREDIT LYONNAIS SONT A VOTRE DISPOSITION POUR VOUS RENSEIGNER.

**CREDIT LYONNAIS**  
LA SOCIÉTÉ DE LA FRANCE



### La Chine ouvre ses transports aériens aux investisseurs étrangers

La Chine vient d'autoriser les investisseurs étrangers à prendre des participations dans ses services de transports aériens, y compris dans la construction et la gestion de ses aéroports, a indiqué samedi 8 août le quotidien *China Daily*. M. Jiang Zhuping, directeur général de l'administration de l'aviation civile chinoise (CAAC), a déclaré que les compagnies aériennes publiques allaient être transformées en sociétés anonymes, dont les actions pourraient être acquises par les compagnies aériennes locales et les investisseurs étrangers. D'autre part, un nouveau marché des changes, à vocation nationale, a été inauguré samedi 8 août à Pékin. (AFP)

### Désormais numéro deux aux Etats-Unis Siemens acquiert les activités « éclairage » nord-américaines de GTE

Osram, la filiale de Siemens spécialisée dans les activités d'éclairage, va acquérir les activités nord-américaines de GTE, filiale du groupe de télécommunications américain. Cette acquisition va permettre à Osram d'augmenter son chiffre d'affaires de quelque 20 % pour atteindre environ 2 milliards de dollars (17 milliards de francs). Il est ainsi devenu le leader de l'éclairage nord-américain derrière General Electric. Osram avait déjà acquis en Europe (derrière Philips).

Parallèlement, les activités d'éclairage de GTE dans le reste du monde (Europe, Extrême-Orient, Amérique

latine et Australie) sont transférées à un autre service international internationalisé par Citicorp Venture Capital. En France, les filiales de GTE sont ainsi cédées : les bureaux Claude, les luminaires Le Dauphin, et la société de composants et de précision Precision Materials. Les deux opérations vont rapporter 1,1 milliard de dollars (plus de 9 milliards de francs) à GTE. Celui-ci a annoncé depuis septembre dernier qu'il souhaitait se défaire de l'éclairage, pour se concentrer sur les télécommunications, suite en particulier à son achat, en mars 1991, de la société Contel, pour 1 milliard de dollars.

Le principal actionnaire principal de Vallourec (avec une participation de près de 30 %), a reçu l'autorisation du gouvernement pour une opération. La filiale française de Ficom, Lita Tubi et Valey Automobile Haumont. Elle réalise un chiffre d'affaires de 100 millions de francs et emploie près de neuf cents personnes dans cinq usines, à Haumont (Nord), Saint-Florentin et Tonnerre (Yonne), Chevillon (Haute-Marne) et Turin (Italie).

Le « groupe des dix » présentera ses candidats aux prochaines élections prud'homales. — Les syndicats du « groupe des dix », qui réunit notamment la Fédération autonome des transports (FAT), le Syndicat national des journalistes (SNJ) et le Syndicat national des impôts (SNI), présenteront des candidats aux élections prud'homales du 11 décembre.



# ÉCONOMIE

ÉTRANGER

## Le Maroc à portée d'Europe

Après dix années de politique d'ajustement structurel, l'économie marocaine se porte mieux. Le secteur public connaît une forte croissance mais le pays reste confronté à un important problème de formation des jeunes

RABAT

de notre envoyé spécial

Fin juin, à Rabat, les lycéens s'installaient par groupes les uns sur les autres, un livre ou un cahier à la main, rabâchant formules et leçons sans se soucier de l'été en fleurs. On en retrouvait quelques-uns, le soir, sous le halo des lampadaires, durant les heures de la fraîcheur dans l'espoir de mémoriser les séances du «bachot». Quelques semaines plus tard, le président de la Banque mondiale, M. Lewis Preston, venait sur place saluer «les énormes progrès économiques réalisés par le Maroc au cours de la dernière décennie grâce à un programme de stabilisation et de réformes structurelles» entamé en 1983. Dix ans d'efforts et de sacrifices pour revenir aux grands équilibres, sauver le pays d'une crise financière majeure et l'orienter sur une voie résolument libérale. Voilà ce que le patron de l'organisme onusien se réjouissait en disant le Maroc comme un bon

«Mais le chômage des jeunes diplômés est apparu pendant ces années de l'ajustement», tempère l'économiste Habib Malki, responsable du CNJA (Conseil national de la jeunesse et de l'emploi), un organisme créé à l'initiative du roi pour affronter ce problème aigu de la société marocaine : l'inadéquation grandissante entre la formation dispensée et les emplois créés par une économie en phase de privatisation. Trop de lettres, de philosophes, pas assez de techniciens, d'ingénieurs, d'agents de maîtrise. «Plus de 60 % de la population du pays a moins de trente ans. Leurs problèmes sont ceux de tout le Maroc», estime M. Habib Malki, membre de l'opposition mais prêt à travailler avec le souverain pour relever le défi de l'emploi dans une société baptisée «révolution démocratique».

Cet, pour tous les jeunes bacheliers, l'avenir est, pour la plupart, une lutte et la parole de la Banque mondiale n'est pas d'évangile. Sur cent mille jeunes qui cherchaient du travail début 1991, quinze mille ne souhaitaient entrer ni dans la fonction publique, ni dans le secteur privé en place, préférant créer eux-mêmes leur entreprise.

En lançant un programme de «21 mesures pour l'emploi des jeunes», le CNJA a intégré cette volonté nouvelle ouvrant des crédits aux jeunes promoteurs, lançant une assistance à la création d'entreprises. Pour des offres déjà identifiées - mais non satisfaites - des bacheliers reçoivent une formation dite de la deuxième chance, visant à les insérer enfin dans la nouvelle physiologie de l'économie marocaine.

### Un médiant devenu commerçant

Depuis trente ans, la monarchie se réclame du libéralisme. Le maître en œuvre et on assiste au contraire au développement spectaculaire du secteur public dans les sucreries, la cimenterie, les banques, l'aviation ou le tourisme, autant de domaines où le public a passé d'être propriétaire à être propriétaire malgré les lenteurs que déploie le patron des patrons, M. Benmami-Smiri. «Un Etat qui veut du sommeil et du soleil, c'est aberrant», remarque le professeur Malki.

Cette croissance s'était accompagnée d'une gestion peu rigoureuse rendue possible par les cours, un moment élevés, des phosphates, par les taux exagérément hauts de protection (jusqu'à 400 % de droits de douane), par le recours abusif aux marchés des capitaux au détriment du secteur privé qui manquait de moyens, d'hommes et de volonté. Il n'y avait d'avenir que dans l'Etat, croyait-on, à commencer par les diplômés. En conséquence de paiement fin 1982 (les réserves de changes n'atteignaient plus que 50 millions de dollars), le Maroc adopta, l'année suivante, le fameux programme d'ajustement structurel (PAS) dont il tire aujourd'hui les fruits : un retour à la croissance (de l'ordre de 5 % l'an), le retour à l'équilibre budgétaire (moins de 1 % de déficit par rapport au produit intérieur brut, le PIB), l'afflux de capitaux étrangers (400 millions de dollars cette année contre 100 millions de dollars en 1986), une dette certes encore élevée (21 milliards de dol-

lars) mais qui, après six réajustements au Club de Paris, ne devrait plus être renégociée.

Le Maroc prépare son retour sur le marché international des capitaux, libéralise son système financier et son commerce, annonce une prochaine convertibilité du dirham. Seuls points préoccupants, l'inflation (qui a passé à 8,2 % contre 6,1 % en 1990) et surtout le chômage urbain, qui culmine à 20,3 % dans un pays où quelque six millions de jeunes, soit le quart de la population,

Rares sont les pays revendiquant les programmes de la Banque mondiale comme des instruments libéraux. Le Maroc est de ceux-là. «Le PAS a fermé la parenthèse du pacte colonial», assure le ministre du commerce extérieur, M. Ayoub. «Nous sommes un médiant devenu commerçant. Nous ne sommes pas un dragon artificiel. Nos comptoirs étaient autrefois à Gènes et jusqu'à Kano, au Nigeria. Nous n'avons pas perdu ce fonds de base, cet artisanat manuel très appliqué».

Après dix ans d'efforts, le Maroc sera le premier pays en développement à sortir de l'ajustement. «Le secteur privé tenait, au départ, un discours violent contre nous, se souvient M. Ayoub. Maintenant il demande l'ouverture. Nous n'avons pas utilisé le remède de cheval à l'algérienne mais la dose homéopathique. C'est pourquoi il nous a fallu dix ans.» L'économie marocaine a-t-elle accompli sa métamorphose? «Tout ce qu'on fait reste fragile», confie M. Benmami-Smiri qui regrette le peu d'appui des banques pour soutenir l'appareil productif moderne, la disparité du marché boursier, et les lois sociales «qui demeurent au stade d'une protection maximale». S'il se fût de la loi de démocratisation, qui permet à des étrangers de contrôler à cent pour cent des affaires dans le pays, il regrette le coût exagéré des terrains industriels (objet de spéculation) et de l'énergie alors que le niveau de taxation justifie des bénéfices d'entreprise.

Il n'en reste pas moins qu'au cours des dernières années le Maroc est monté en puissance dans le textile, l'agro-industrie, la pêche, la mécanique et l'électronique avec l'implantation réussie de firmes comme Peugeot et Thomson. Cette ouverture aux opérateurs extérieurs double d'une politique de privatisation - est-elle comparable aux intérêts du pays? «Oui», répond M. Habib Malki, «à condition de respecter la philosophie marocaine : ne pas fermer, développer par ce biais la régionalisation, ne pas accroître la concentration des richesses». Et de défendre la sous-traitance si elle est le point de départ d'une industrialisation en profondeur. Où l'on retrouve les questions de formation, mais aussi de transfert de technologie et d'apports en fonds étrangers. Des besoins qui se concrétisent en un mot : l'Europe.

Après le «non» donné à Maastricht, les nombreux à Rabat les responsables marocains prêts à ajouter le nom de leur pays au traité «s'ils en voulaient un deuxième». D'aucuns rappellent la formule du roi lors de sa visite officielle d'adhésion à la CEE en 1987 : «Le Maroc, disait-il, arrive dans le monde avec une main dans le sac africain mais dont la ramure fruit est au vent de l'Europe».

### Des exploitations de 7 hectares

Le ministre du commerce extérieur, M. Ayoub, est plus précis : «Notre avenir dépend de notre capacité à fonder notre environnement économique dans l'environnement communautaire. M. Benmami-Smiri étudie pour sa part l'impact du Maroc dans un monde rationnel».

Situé à 14 kilomètres de Gibraltar, ce pays se vit comme européen, 60 % de ses importations (hors énergie) provenant de la CEE, 65 % de ses exportations y partant. Quant à ses deux premières sources de devises, le tourisme et les transferts de revenus des travailleurs émigrés, elles viennent pour les trois quarts du Vieux Continent pour un montant respectif de 2 milliards et 6 milliards de francs

en 1990. Si on ajoute les grands projets de gazoduc entre l'Algérie, le Maroc et l'Espagne, de ligne fixe à travers le détroit de Gibraltar, la construction d'une connexion électrique du Nord marocain à l'Espagne, l'arrimage à l'Europe est une donnée physique.

Outre l'épineuse question des droits de l'homme, l'obstacle majeur à l'intégration tient à l'agriculture. Vu de l'extérieur, il s'agit d'un secteur encore archaïque (la taille des exploitations n'excède pas 5 hectares) qui occupe encore 40 % des actifs malgré un fort exode rural touchant près de trois cent mille personnes par an. Mais, de l'autre côté de la Méditerranée, les Douze redoutent l'essor spectaculaire de l'horticulture sous des serres de fortune qui, dans la région d'Agadir, viennent des productions communautaires. «Nous devons rembourser nous-même en devises. On ne va pas vendre Ariane!», s'exclame le ministre de l'Agriculture, M. Chahman Demnati, heureux de voir des producteurs bretons de tomates s'installer en partenariat au Maroc avec des firmes du cru. «Le climat nous avantage. Nous avons l'eau, la luminosité».

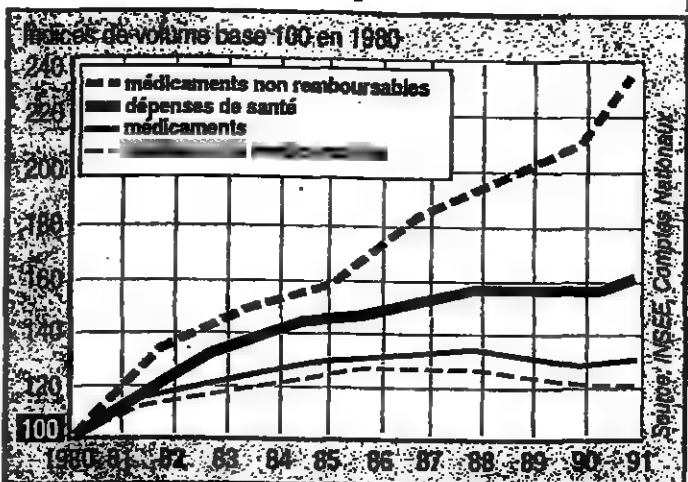
Le jardin maraîcher de l'Europe, mais nous demeurons importateurs structurels de céréales, d'oléagineux et de sucre. Dans un système de libre-échange, nous risquons de nous faire acheter aux Douze».

C'est dans ce même esprit de partenariat que le Maroc entend jouer sa carte industrielle sans fraude ni contrefaçon (les tribunaux le condamnent), mais au grand jour avec l'ajout de l'industrie européenne. «Il faut acheter le produit de libéralisation, démanteler les protections qui restent pour gagner encore en productivité», affirme le ministre des finances, M. Mohamed Berrada. «Nous devons penser à un développement social», réplique de son côté M. Habib Malki, songant aux jeunes diplômés, déçus, formés d'une explosion future. «Le roi ne fait rien sans le conseil, ni sans la contrainte», entend-on à Rabat. C'est dire combien les nouveaux acteurs de l'économie libérale doivent se prendre en main avec, pour horizon, les colonnes d'Hercule.

ÉRIC FOTTORINO

SANTÉ

## La stagnation du prix des médicaments remboursables risque de handicaper la recherche



Le prix des médicaments a relativement peu augmenté au cours des dernières années, sauf pour les médicaments non remboursables. Les pouvoirs publics, engagés dans une politique de maîtrise des dépenses de santé, ont en effet contenu la progression des spécialités remboursables par la Sécurité sociale. Sans remettre en cause la nécessité de ces mesures de contrôle, le ministère de l'Industrie - qui vient de consacrer à l'industrie pharmaceutique une étude récente (1) - s'inquiète des possibles effets pervers sur l'effort de recherche des laboratoires français. Pour bénéficier d'un marché important, une spécialité pharmaceutique doit être remboursable. Or, note l'étude, un produit innovant ne peut, dans le système actuel, bénéficier d'un avantage significatif en terme de prix. Les règles de progression de prix doivent évoluer, estime le ministère de l'Industrie, pour favoriser, au sein des entreprises les plus performantes, les entreprises qui font le plus de recherche.

(1) «4 du Service des statistiques de l'industrie et du commerce extérieurs», juin 1992.

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

#### SYNTHÈSE DE L'EXERCICE 1991

## GENERALI

L'ASSUREUR SANS FRONTIÈRES.

Le Groupe Generali poursuit l'œuvre de renforcement dans les différents territoires opérationnels. En particulier, en Italie, le Groupe Generali a participé, avec une majorité, à la constitution de Asella, compagnie d'assurances Vie qui utilisera, pour son activité, les guichets de la Banca Commerciale Italiana et des réseaux de promoteurs financiers. En Autriche et en Allemagne, sur la base des accords établis avec le Groupe RAS, il a été défini une réorganisation des présences de chaque compagnie par laquelle, en échange de cessions de participations actionnaires dans des compagnies locales, le contrôle de la Interunfall Versicherung AG de Vienne, de la

Algemeine Versicherungs-AG de Hambourg et de la Münchener Lebensversicherung AG de Munich a été obtenu. D'autres opérations de développement par l'acquisition de participations actionnaires majoritaires par la fondation de nouvelles compagnies ont été menées en Belgique, Grèce, Suisse, Hongrie, Argentine et au Mexique. En Espagne un accord a été signé avec Banco Central Hispanoamericano, qui a mené à la constitution de la Société Central Hispano-Generali Holding de Entidades de Seguros, dans laquelle figurent 8 compagnies d'assurances, avec un chiffre d'affaires de 200 milliards de pesetas.

ACTIF (en millions d'ECU)	1991	1990
Immobilisations	5.274.488	3.698.462
Entreprises agricoles	18.079.145	13.207.205
Titres à revenu fixe	4.573.448	3.882.409
Actions et participations	1.946.073	1.603.062
Prêts	419.417	361.217
Dépôts de réassurance	1.673.766	1.420.717
Dépôts bancaires	3.631.370	3.074.899
Débiteurs divers	35.586.697	27.318.625
et autres actifs		
<b>Total actif</b>	<b>35.586.697</b>	<b>27.318.625</b>

PASSIF (en millions d'ECU)	1991	1990
Provisions techniques	26.065.533	27.207.229
Dépôts de réassurance	442.497	227.102
Autres passifs	2.513.279	1.059.372
Quote-part des tiers	1.109.758	650.916
Patrimoine net	5.089.028	3.088.662
Bénéfices de l'exercice	366.602	304.107
<b>Total passif</b>	<b>35.586.697</b>	<b>27.318.625</b>

\* Tous les chiffres ont été convertis au change ECU 6,66

Pour des prestations d'assurances ont été effectués des paiements pour un total de 5.091,4 millions d'ECU. Le montant mis en réserve pour des opérations d'assurances a été de 3.566,7 millions d'ECU. Les coûts de production et d'administration se sont élevés à 2.631,9 millions d'ECU (+12%). Les revenus des placements s'élevaient à 2.434,9 millions d'ECU (+25,2%). Le total des placements a été de 31.955,3 millions d'ECU, dont 26.065,5 millions d'ECU ont été mis en réserve pour les opérations d'assurances. Le patrimoine net a été de 5.089,0 millions d'ECU, dont 3.088,7 millions d'ECU reviennent à la Compagnie Generali. Le dividende de 366,6 millions d'ECU (+20,6% par rapport à 1990) a été versé de la façon suivante:

(en millions d'ECU)	1991	1990
Bénéfice de la Compagnie mère	247.408	244.803
Bénéfice des autres Compagnies	244.803	244.803
Ajustements de change	111	676.490
<b>Bénéfice consolidé</b>	<b>492.312</b>	<b>356.170</b>
Quote-part des tiers	70.418	51.063
<b>Bénéfice de l'exercice</b>	<b>366.602</b>	<b>304.107</b>

Direction Centrale à Trieste (Italie)

Le Groupe Generali opère en France au travers de Generali France, La Concorde, Compagnie Continentale d'Assurances, La Fédération Continentale, L'Équité, La Latéco, Européenne de Protection Juridique, Europ Assistance.



L'ASSUREUR SANS FRONTIÈRES.







## L'ECONOMIE

# Taiwan-Chine : rapprochement tacite

Indirects, les échanges ne cessent cependant de s'accroître entre les deux pays. Au point de devenir embarrassants

TAIPEI

de notre envoyé spécial

À la mi-mars 1992, le régime nationaliste de Taïwan formula une offre à l'intention de Pékin qu'il avait ne pouvoir accepter : 5 à 10 milliards de dollars de prêts sans intérêt, contre l'abandon du communisme en vigueur sur le continent. La proposition relevait plus de la démagogie que de la réalité économique ou politique. Mais elle est restée, et elle a permis de révéler des relations économiques de plus en plus serrées, même si elles demeurent indirectes, entre Taïwan et la Chine continentale, en théorie ennemies. Elle a traduit aussi la confiance nouvelle du régime de Taïwan, dont la banque centrale détient plus de devises étrangères qu'aucune autre dans le monde.

Deux mois après cette offre, l'île découvrait en effet, avec quelque stupeur, que ses propres investisseurs avaient acheté assez d'actions d'une des rares firmes de Shanghai à la Bourse naissante de la métropole pour prétendre à deux sièges dans son conseil d'administration. Entre-temps, en quelques semaines, un intermédiaire financier de Hongkong avait réussi à vendre à Taïwan quelque 3 milliards de dollars (américains) d'actions dans la bourse de la zone économique spéciale de Shenzhen, le joyau du socialisme capitaliste façon Deng Xiaoping qui joint la colonie britannique. Le gouvernement de Taïwan se montra inquiet de cet engagement pour un embryon de capitalisme continental à l'avenir encore très incertain et avertit les investisseurs qu'ils se comportaient ainsi « à leurs risques et périls ».

7 milliards de dollars en 1991

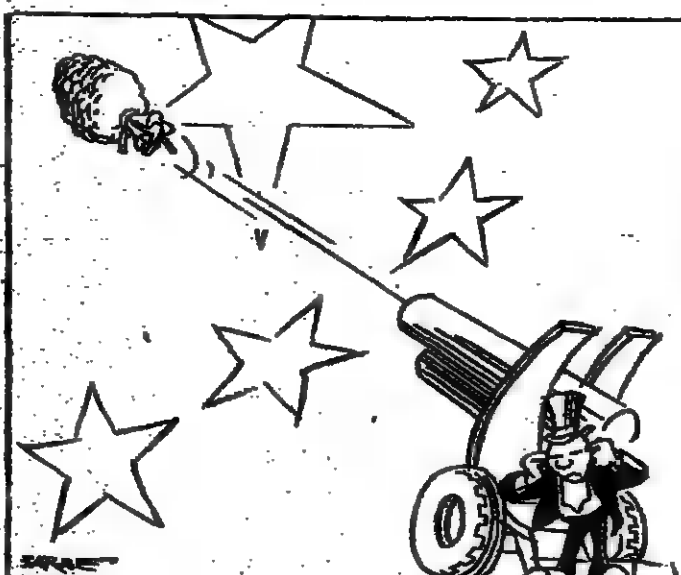
Tel est le résultat d'un étrange mélange de compromis politiques face à un régime pékinois qui se refuse à renoncer à la force militaire pour assurer sa souveraineté sur l'île, irrésistible attraction des milieux d'affaires pour le continent. Une attraction que le gouvernement peinant à peine à l'écarter, mais qu'il espère canaliser. Une double préoccupation à peu près générale.

Le développement des relations économiques entre les deux pays peut être mesuré par quelques chiffres. En 1979, le volume d'affaires indirect, transitant par Hongkong,

entre Taïwan et le continent était de 80 millions de dollars (américains). En 1991, il était de 4,8 milliards selon la douane de Hongkong. Et pour Ying-jou, chef de la commission pour les affaires de Taïwan, « notre estimation pour l'année dernière est de 7 milliards si l'on inclut toutes les transactions qui échappent aux divers contrôles ».

Autre indicateur hautement révélateur, l'excédent commercial avec Hongkong, plate-forme idéale de pénétration économique vers la Chine du Sud : il a atteint, sur les quatre premiers mois de 1992, 4 milliards de dollars, montant supérieur à l'excédent commercial de Taïwan avec le reste du monde, qui n'est pourtant pas mince. Les chiffres les plus prudents placent à 40 % la part de cet excédent correspondant aux exportations vers le continent.

« Alors, oui, on peut parler d'une intégration économique », d'ores et



déjà en cours de réalisation entre l'île et la mère-patrie communiste, reconnaît M. Ma. Et ce n'est qu'un début. À Taïwan, on s'attend à une nouvelle libéralisation du régime en termes de crédits à bas taux d'intérêt et de facilités douanières. « Tout cela ne peut qu'élargir la part des produits de Taïwan sur le marché intérieur du continent », poursuit M. Ma.

À ce point, évidemment, que ce rapprochement économique risque de créer un problème politique. Taïwan n'a guère intérêt à devenir trop dépendante économiquement d'un continent dont le processus politique majeur, au niveau du gouvernement, n'est le moins, mais la réunification nationale : mais risque de se voir entraîné dans une spirale incontrôlable. Or l'administration taïwanaise indigne sur la question s'élèverait à 2 milliards de dollars (3 milliards

de Pékin). Le régime communiste en Chine cherche à attirer les banquiers de Taïwan pour attirer qu'ils fassent pression sur le gouvernement nationaliste afin de libéraliser les échanges bancaires entre les deux parties de la Chine.

Taïwan a aussi intérêt à lever les restrictions douanières sur trente-six nouvelles catégories de produits premières continentales, portant à deux fois cinquante le total des produits soumis à l'importation, du moins qu'ils transitent par Hongkong. Mais, en refus de discussions politiques, le régime de Pékin a refusé de discussions politiques, mais politique de repli par étapes pose problème. D'une part, les autorités nationales, les exportations du continent risquent en l'état de cause de ne pas suivre celles de l'île, tant est important le retard technologique de l'autre côté du détroit. D'autre part, la stratégie taïwanaise de l'investissement de Taïwan à une éprouve de force permanente avec un propre développement.

Assouplissement réaliste

« C'est de la pureté pour-t-il résister à la pression de Pékin d'échanges à caractère politique, mais l'ouverture de relations régulières à Taïwan le déçoit ? » Pour le régime taïwanais, vouloir prendre de pari à Taïwan, le gouvernement nationaliste a dû lever l'interdiction de visiter l'île qui pesait sur le Parti communiste de Taïwan. Ceux qui n'occupent pas la position dirigeante dans le parti peuvent maintenant visiter l'île.

Cet assouplissement relève du réalisme : nombre de membres du Parti communiste, comme le Sud, ont rejoint le parti précisément pour les facilités commerciales que cette appartenance leur procure. Mais, du coup, la ligne de partage entre affaires et politique, cruciale pour l'avenir de Taïwan, n'est plus aussi nette (hormis les communistes en exil) à Taïwan sur un mode maintenant démocratique, ce fait de plus en plus mince. L'évolution paradoxale d'un moment où, sur le plan politique, la société taïwanaise montre le désir de faire perdurer l'indépendance non déclarée dont elle a hérité depuis 1949.

FRANCIS DERON

## L'ambitieuse TAC

TAIPEI

de notre envoyé spécial

Le bleu intermédiaire de la décoration est une déclaration d'intention sans équivoque des occupants de cet étage dans une tour de bureaux proche du Taïwan World Trade Center. Taïwan Aerospace Corporation (TAC) entend devenir une compagnie aérospatiale majeure en Asie en l'an 2000 ou auparavant et, contribuer à établir une infrastructure d'industrie aérospatiale en République de Chine (le nom officiel de l'île de Taïwan).

Pour un pays qui n'est pas reconnu par la communauté internationale et qui, voilà quatre décennies, sort d'un statut de colonie, l'ambition n'est pas mince. Même si les moyens ne sont pas nécessairement encore à la mesure de celle-ci.

La TAC a été fondée en septembre 1981, quand il est apparu que Taïwan pouvait espérer s'ouvrir un créneau dans l'aérospatiale, en consacrant une partie de ses réserves importantes en devises étrangères accumulées au cours des dernières années à acquiescer une part de la firme

américaine McDonnell-Douglas, qui avait depuis plusieurs années de graves difficultés financières.

Le gouvernement de Taïwan contrôle 29 % du capital de TAC, le reste est partagé entre plusieurs grands investisseurs locaux. La TAC entretient des relations privilégiées avec plusieurs entreprises de recherche scientifique, notamment au secteur militaire.

L'idée prévalait à l'origine était de former avec la branche civile du groupe américain une firme au capital de 5 milliards de dollars dont 40 % provenirait de TAC, afin de construire un super-gros porteur de 500 places, le MD-12, quadrimoteur de 9 000 milles marins d'autonomie, à double pont sur toute la longueur du fuselage. Mais, reconnu George Liu, vice-président du groupe, le projet a connu de nombreuses difficultés en raison de « nombreuses critiques », notamment de la part de l'opposition, inquiète de voir le gouvernement se lancer dans une opération « coûteuse et à hauts risques économiques ». D'aucuns tirent en outre valeur que le projet impliquerait à Taïwan,

où le terrain est compté en raison de la densité de population et de son coût élevé, une industrie encombrante et relativement polluante était peut-être inadaptable à ce qui a fait la réussite de l'île : la production de composants onéreux pour des industries extérieures.

Partenaires crédibles

Inquiet, le gouvernement cherche à susciter la formation d'un consortium privé pour réaliser l'investissement. Faute d'y être parvenu, TAC proposa au constructeur américain d'émettre des lettres de crédit pour une valeur de 2 à 3 milliards de dollars en anticipation de commandes pour le futur avion. La formule n'a pas été retenue.

Si l'affaire ne s'est pas faite, TAC et quelques autres firmes de secteurs proches de l'aérospatiale se sont d'ores et déjà posées en partenaires crédibles pour les grands constructeurs à la recherche de fabricants taïwanais susceptibles de leur fournir des composants. British Aerospace et Rolls-Royce ont eu des conversations à ce sujet. Boeing a signé des contrats pour l'es-

semblage de parties pour la composition du 757, une firme qui lui fournissait des pièces en aluminium, Chen-Tech Taiwan.

Pour le secteur aéronautique, les projets comportant un avion à deux moteurs, à terme, le constructeur communiste McDonnell-Douglas fabriquait déjà, à Shanghai, un moyen-courrier à deux moteurs, le MD-82.

En ce qui concerne l'aviation, à l'avenir, les opérations trilatérales où Taïwan rejoint les deux rives du détroit de Taïwan, il n'y a pas de doute.

En attendant, dans les tiroirs de TAC, figurent d'autres dossiers comme de futurs avions régionaux de 60 à 150 places. Et, dit-on au siège de la firme, « ce ne sont pas les projets que nous nous sommes réservés à Taïwan, mais les projets que nous nous sommes réservés en Asie. Même les militaires de l'Aero Industry Development Center, agence gouvernementale qui travaille sur les plans d'un avion de chasse autochtone, cherchent à s'y glisser ».

F. D.

OPINION

# Assurer les risques politiques dans le tiers-monde

par Elisabeth Bukspan

ON observe depuis les dernières années une montée du tiers-monde comme acteur majeur de la scène économique-politique mondiale. Avec l'effondrement du modèle communiste, le système de l'économie de marché — sous ses diverses formes — est aujourd'hui reconnu et accepté à peu près partout, même si ses modalités sont loin de faire l'unanimité.

Compte tenu de l'importance croissante du tiers-monde dans le développement dans le monde de l'économie, l'un des défis majeurs des responsables mondiaux dans les dix prochaines années sera d'assurer une croissance suffisamment soutenue et durable pour rendre supportables les bouleversements qui affectent la structure économique-politique de nombre de ces pays. Si des mesures ne sont pas rapidement prises dans ce sens, on ne peut imaginer le coût humain et financier des désastres qui pourraient affecter un tiers-monde dont le poids économique représente moins de 10 % de celui de l'OCDE à la fin des années 60, et en représente aujourd'hui plus de 40 % (car, par bien des aspects, les conceptions d'ajout aux traditionnelles régions du Sud les anciens pays communistes de l'Est).

Désamorcer la bombe démographique, éviter des migrations massives aussi traumatisantes pour les migrants que pour les populations d'accueil, réduire le dénuement et la misère, protéger et améliorer l'environnement, telles sont les responsabilités de notre génération et des

générations à venir. Plusieurs certitudes se dégagent des réflexions en cours sur ce sujet. Nécessité d'accroître la croissance dans les échanges internationaux et notamment les transferts vers le tiers-monde ; nécessité, face à la globalisation des marchés, de rechercher de nouvelles formes de solidarité qui s'exprimeraient par un plus grand partage de la responsabilité à tous les niveaux, y compris sous la forme d'un consensus démographique. Coresponsabilité entre agents économiques également, qu'il s'agisse de favoriser la diversification économique ou de définir de la concentration prévue jusqu'à présent, ou de s'engager sous des formes contractuelles souples les multiples acteurs nationaux et internationaux de la vie économique.

Rôle fondamental

Dans cette perspective, le rôle des entreprises apparaît fondamental. Obligées — sauf à disparaître — d'écouler, parfois d'anticiper, les grandes mutations de l'histoire, elles sont plus que jamais les vecteurs de l'adaptation et annoncent, par leurs besoins spécifiques et concrets, les changements macro-économiques à venir. Un exemple récent en est donné dans les pays en développement, où les fonctions financières et commerciales ont été progressivement libéralisées, grâce notamment aux privatisations.

C'est dans ce monde plus ouvert,

plus interdépendant, et donc plus instable, que les pouvoirs publics des pays de l'OCDE ont, depuis plusieurs décennies, incité leurs industries à exporter leurs produits et à s'implanter dans le tiers-monde en leur fournissant une couverture d'assurance contre les risques. Risques commerciaux et risques industriels, bien sûr, mais aussi risques politiques (le Monde L'Economie du 26 mai : « Investissements à hauts risques »). En France, ces procédures relèvent administrativement du ministère des finances, sous l'égide de la DRIE et du Trésor, mais l'on observe des procédures équivalentes dans la plupart des pays développés.

Beaucoup pressentent du reste que, par-delà ces règles officialisées par des échanges permanents et apparemment « ouverts », s'instaurent entre les divers assureurs-crédis regroupés au sein d'organismes comme l'Union de Bâle et soumis au contrôle du « consensus OCDE », certains pays tels que le Japon mettent à profit leurs structures industrielles-financières du type « keiretsu » pour auto-assurer, discrètement, une part de leurs risques politiques. Parallèlement, certains organismes multinationaux ont récemment en place des couvertures, telles que celles de la MIGA à la Banque mondiale, pour assurer la partie politique des investissements industriels dans des pays en développement.

Face aux enjeux que les pays développés vont devoir relever pour soutenir la croissance des années à

venir, aider à la restructuration de l'appareil productif du tiers-monde et favoriser ainsi son intégration économique, les recettes appliquées dans le passé sont devenues insuffisantes, voire inefficaces. Les formes traditionnelles de l'aide au développement apparaissent de moins en moins bien adaptées. En particulier, l'injection de ressources financières sous forme de dons ne constitue certainement plus la réponse appropriée à la mise en valeur des ressources humaines et naturelles (agricoles, énergétiques...) dont ces pays, et les nôtres, ont un si grand besoin.

Résistances au changement

Certes, les résistances au changement sont grandes. Le poids des habitudes acquises, la difficulté de faire évoluer des administrations nationales ou internationales dont les responsables, à chaque niveau, se consacrent pourtant à la cause du développement avec une énergie et un dévouement admirables, n'ont pas encore permis de mettre en œuvre de nouvelles formules. Ces formules existent pourtant, et la nécessité de leur application apparaît d'autant plus flagrante à de nombreux industriels dans le monde qu'elles n'exigent pas nécessairement de ressources supplémentaires qui viendraient grever des budgets nationaux déjà lourds.

S'il était en effet admis que des choix doivent nécessairement être

faits entre politiques alternatives d'allocation des ressources financières, il serait certainement indispensable de transférer une partie des ressources qui sont traditionnellement affectées sous forme de dons vers des fonds destinés à assurer contre les risques politiques les investissements étrangers dans les pays en développement.

Compte tenu de la nécessité d'investir dans ces pays en profonde restructuration, donc en phase de désorganisation économique, sociale et politique, l'entrepreneur étranger est en effet conduit à prendre des risques accrus. Au-delà d'un seul d'engagement acceptable pour la pérennité de l'entreprise, et après que celle-ci a fait appel au marché privé de l'assurance, peu développé sur ces types de risques, il revient en effet aux pouvoirs publics des pays développés de compléter le dispositif par leurs propres procédures de couverture, assez importantes pour couvrir les besoins et assez flexibles dans leurs modalités juridiques pour prendre en compte la variété des contrats et les évolutions rapides de l'environnement économique.

Mais la coresponsabilité ne concerne pas seulement les États nationaux. Elle devrait également jouer, plus efficacement qu'aujourd'hui, grâce à l'action des organisations de type multilatéral (FMI, Banque mondiale, BERD, CEE...) qui, au-delà de leur diversité, devraient renforcer ou créer des modes de régulation à l'échelle internationale en

favorisant, par le biais de la couverture du risque politique, les flux monétaires qui vont s'investir dans le tiers-monde en développement. Au moment où se fait jour une prise de conscience de plus en plus marquée des interdépendances entre marchés, ne peut-on imaginer de nouvelles modalités de couverture du risque, qui introduiraient une véritable coresponsabilité entre pays développés et pays en développement ? Une organisation multilatérale comme MIGA, ou d'autres, ne pourrait-elle, à certaines conditions, réassurer son risque auprès de l'État où l'investissement est réalisé, ce qui, outre la rétrocession d'une partie de la prime en devises fortes, placerait celui-ci en position de pleine coresponsabilité avec son client assuré et, à travers lui, l'investisseur et la communauté internationale ?

Les entreprises ont été, et seront de plus en plus, les artisans de la croissance mondiale. Par leurs luttes et leurs succès, elles ont déjà l'assurance du fonctionnement des marchés. Par leur expérience, qui les conduit à une permanence la plus longue possible, elles peuvent participer à la mise en place d'un cadre solide au service du développement international. Elles doivent-elles disposer d'un cadre solide ?

Elisabeth Bukspan est directrice des affaires industrielles chez Total.



سكز لمن لامل

# Le Monde International

REPRODUCTION INTERDITE

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

engage

## AGENT TEMPORAIRE HAUTEMENT QUALIFIÉ

(niveau A/3 - réf. 55T/92/XV)

pour fonctions de la Direction générale des institutions financières.

**Lieu de travail :**

Fonctions : suivre la mise en œuvre du budget dans le domaine des institutions financières ; plus particulièrement dans le domaine des institutions financières.

**Qualifications requises :**

- avoir accompli des fonctions universitaires complètes en droit, sanctionnées par un diplôme ;
- avoir acquis postérieurement au diplôme universitaire une expérience professionnelle au niveau universitaire d'au moins en rapport avec le domaine des institutions financières ;
- avoir acquis, au cours de l'expérience professionnelle, une connaissance approfondie des différents aspects du marché financier européen ;
- avoir acquis, au cours de l'expérience professionnelle, une connaissance approfondie des différents aspects du marché financier européen ;
- avoir acquis, au cours de l'expérience professionnelle, une connaissance approfondie des différents aspects du marché financier européen ;

La Commission met en œuvre en faveur de son personnel une politique d'égalité des chances entre les femmes et les hommes et encourage vivement les candidatures féminines.

Les candidatures des fonctionnaires des institutions communautaires européennes ne seront pas prises en considération.

(Le contrat sera proposé pour une durée minimale de 12 mois et aura une durée maximale limitée à 5 ans.)

Les candidats jugés mieux qualifiés pour l'emploi seront convoqués à un entretien.

Les personnes intéressées sont priées d'envoyer leur curriculum vitae détaillé, dactylographié (4 pages maximum), accompagné des photocopies des pièces justificatives (diplôme, attestations des employeurs au plus tard le 11 septembre 1992) et d'un cachet de la poste faisant foi, à l'adresse suivante : COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES, DIRECTION GÉNÉRALE PERSONNEL ET ADMINISTRATION, Unité Recrutement - SC41, rue de la Loi 201, B-1049 Bruxelles, en mentionnant la référence correspondante.



### THE WORLD HEALTH ORGANIZATION

has a vacancy with its Oncochlamydia Control Programme in Ouagadougou, Burkina Faso, for the post of

## ADMINISTRATIVE OFFICER

Duties: The incumbent plans, directs, implements and supervises managerial and administrative services in such fields as general management, budget and equipment, transport, general administrative services and legal matters. He/she participates in and contributes to the development of Programme policy and procedures; attends meetings of directing bodies; and advises on related matters.

Qualifications required: University graduation in public or administrative administration. Specialization in personnel management, budget/finance, logistics or supplies desirable. Postgraduate qualification (e.g. MBA) would be an asset. Managerial skills, ability to plan, implement and supervise support services for large scale programme. Ability to deal with local, district and confidentially at all levels, including senior level of WHO, UN systems and national officials. Familiarity with multi-country, multidisciplinary public health activities desirable. Knowledge of and commitment to WHO goals, objectives, and procedures. Ability to communicate clearly and concisely, orally and in writing, would be an advantage. Familiarity with data and word processing facilities. Extensive appropriate progressive experience in administration and management of medium or large-scale programmes, some of which should have been in a bilateral or international environment. Some WHO experience, preferably in a tropical developing environment desirable. Knowledge of English and French. A very good working knowledge of the local language.

An attractive package of salary, international allowances, social security and statutory entitlements is offered.

A detailed curriculum vitae with photograph should reach the following office within three weeks of publication of this advertisement quoting reference: MPR/OC/CAM and the name of this journal.

**PERSONNEL OFFICE**  
WORLD HEALTH ORGANIZATION  
Avenue Appia  
1211 Geneva 27, Switzerland  
APPLICATIONS FROM WOMEN ARE ENCOURAGED  
Only candidates under serious consideration will be contacted

## SÉLECTION IMMOBILIÈRE

### appartements ventes

**4<sup>e</sup> arrdt**  
METRO SAINT-PAUL  
COEUR MARAIS, Beau STUDIO, poitrines, Caracère, Cuisine équipée, bain, wc.  
445 000 F. 45-64-64-68

**14<sup>e</sup> arrdt**  
ARAGO stand, dem. ét., s. jrd., 27 m², 3 ch., 3 s., 128 m², 2 bns, bns, terr. 43-35-18-38

COEUR MONTPARN. p. de 5, dem. 6, 2 ch., 3 s., 128 m², vue, solat, urg. 43-35-18-38

Face Montparnasse  
2 PCS CARACTÈRE (galerie appartement et poitrines)  
A SASSI, 540 000 F.  
CASSIL. 45-64-64-68

**20<sup>e</sup> arrdt**  
CAMPAGNE A PARIS  
STUDIO s/rus. Cuis., em., 4 ch. Clair, Calme.  
Poutre travant.  
245 000 F. 45-64-64-68

**Province**  
DEAUVILLE  
Dans immeuble résidentiel, part. vd beau STUDIO, proche hôtel Royal, 150 m² plage, 27 m² habit., 19 m² jard. privé. Park., cave, tt ch. État impeccable. 43-69-69-74, main.

SAINT-TROPEZ. Part. vend. appart. IMMEUBLE RESIDENTIEL, 48 m². Vue sur mer LE GOLFE. 1 600 000 F.  
Tél. deux lignes (01) 94-13-13

### locations non meublées offres

**Paris**  
**A LOUER**  
SANS COMMISSION  
Immeuble standing  
Livraison septembre 1992

**RUE PETIT-MUSC**  
**DEUX 3 PIÈCES**  
68 m² + parking  
9 840 F + charges

**2 DUPLEX 3 PCS**  
106 m² + parking  
16 900 F + charges  
110 m² + terrasse + parking  
17 500 F + charges

**1 DUPLEX 6 PCS**  
132 m² + terrasse + parking  
20 800 F + charges

Pour tous renseignements et visites  
44-85-87-11 de 14 h à 17 h

**SAINT-PLACIDE**, imm. ancien, p.d.t., 70 m², 3 p., chm., chm., cave, 9 250 F net. ASM 48-24-63-86, scil et w.-c. 42-40-35-94.

### locations meublées demandes

**Paris**  
**EMBASSY SERVICE**  
VOIES DE MEUBLES et BUREAUX  
(1) 45-62-30-00

**pavillons**  
**MAROLLES-EN-BRIE**  
Villa 7 pièces, 900 m² jardin. Intérieur adjour. dble carcéral, cheminée, 2 chambres, salle de bain, cuisine équipée, vue, bords de Seine, 2 ch., s. de bain, dressing, Garage 2 voitures, terrasse 200 m². Quartier résidentiel, proche commerces, écoles, lycées, équipements sportifs, golf, tennis, centre équestre.  
Prix : 1 500 000 F.  
Après 19 h : 45-98-12-78

**villas**  
A VENDRE dans les Yvelines (78), superbe villa très récente, 8 pièces, sous-sol habité, sur terrain arboré de 1 500 m², avec poutres en chêne, colonnade fermée, etc. Possibilité d'acheter l'ensemble avec deux pièces indépendantes au r.-de-ch. Belles prestations, vue imprenable, très calme.  
1 000 000 F., frais de notaire réduits. Tél. : 39-74-18-36

### indivisuelles

A VENDRE dans le Val-d'Oise (95) belle maison individuelle dans impasse résidentielle, 8 pièces, poutres en chêne, bords de Seine, cuisine équipée, cheminée, cheminée Pierre Rous de Provence avec insert. Sous-sol total, terrasse, etc.  
800 m². Prix : 1 500 000 F.  
Frais de notaire : 20 h.

**bureaux**  
**Locations**  
VOTRE SÈGE SOCIAL  
**DOMICILIATIONS**  
et tous services. 45-65-17-50

**de commerce**  
**Ventes**  
DROQUE PARTICULIÈRE  
et tous services. 45-65-17-50  
Nelson Rémoussin, 14 ch.  
Rue de la République, 14 ch.  
Paris (13<sup>e</sup> arrdt) et France.  
Prix : 1,8 MF - 75-88-07-41.

**MAROC**  
Mars et fons, 400 m², salon de thé, piscine (neuf) à Rabat (Maroc), sur Hassan II. Contacter au Maroc : M. Naji (Rabat) 770-48-58 en France : M. Naji (Rabat) 770-48-58 en France : M. Naji (Rabat) 770-48-58

## MARCHÉS FINANCIERS

### PARIS, 10 août

#### Baisse dans le vide

La Bourse de Paris a nettement baissé lundi 10 août dans le sillage de la Bourse de Tokyo, qui a perdu 2,9 %. A l'ouverture, l'indice CAC 40 a chuté de 0,54 % et ne cessait ensuite d'accentuer son recul. En début d'après-midi le CAC 40 baissait de 1,48 % à 1 751,03 points.

Le volume des transactions était particulièrement faible. A peine 500 millions de francs avaient été échangés au milieu de la séance sur le règlement mensuel. Il faut dire que les journées précédant le 15 août sont traditionnellement les plus creuses de l'année.

Les parcs d'actions présents sur le marché ont été complètement découragés. Dans l'actualité n'offre un semblant de réconfort. Et plus que les ventes, c'est la quasi-absence d'acheteurs qui fait décaler la tendance dans des proportions tout de même importantes. Le plus grand des analystes conseillent aux investisseurs de s'abstenir de toute initiative à court terme en attendant vers le fin de l'année une reprise du marché grâce peut-être à une légère détente des taux d'intérêt.

Dans un marché si fragile et si peu actif, quelques titres ont en baisse marqué : Cap Gemini perd 7 %, Thomson-CSF chute de 3,8 %, Peugeot de 3,8 %, L'Oréal de 3,5 %, et Carus de 2,8 %. Du côté des quelques hausses, on remarque plus particulièrement celles de 2,5 % de Nord-Est et de 2,4 % de Comau-Messin.

### BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes (en milliards de francs)

23 juillet 1992	24 juillet 1992
Total actif	587 628
dont	
Dispositif	181 148
Disponibilités à vue à l'étranger	102 874
Euros	50 081
Avances au Fonds de	
Or et autres actifs de réserve à l'étranger	16 082
Or	
Dispositif	52 431
Concours au Trésor public	40 780
Titres d'Etat (bons et obligations)	43 428
Autres titres des marchés monétaires et obligataires	250
Effets privés	57 058
Effets en cours de recouvrement	15 851
Total passif	587 628
dont	
Statut en circulation	263 006
Comptes courants des établissements	4 883
statutaires à la constitution de réserves	
Compte courant du Trésor public	34 807
Reprises de liquidités	5 708
Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes - Contreparties des allocations de droits de tirages spéciaux	7 832
Euros à livrer au Fonds européen de coopération monétaire	90 189
Reserve de réévaluation des avoirs publics en or	189 047

### TAUX DES OPÉRATIONS

- Taux de la dernière opération sur appel d'offres	9,80 %
- Taux des pénalités de 5 à 10 jours	10,50 %
- Taux des avances sur titres	12 %

### TOKYO, 10 août

#### Toujours plus bas

La Bourse de Tokyo n'a fini plus de se donner des frissons et a touché lundi 10 août son plus bas niveau de l'année et depuis cinq ans (lire page 12). Après être passé sous la barre des 15 000 points, l'indice Nikkei s'est rattrapé en fin de séance pour s'inscrire à 15 066,34 points, en baisse de 451,93 points, soit 2,9 %.

VALEURS	Cours de 7 août	Cours de 10 août
Alcatel	1 120	1 080
Alstom	1 120	1 080
Banque Paribas	1 120	1 080
BNP	1 120	1 080
Carrefour	1 120	1 080
Elf	1 120	1 080
France Telecom	1 120	1 080
Indesat	1 120	1 080
Sanofi	1 120	1 080
Suez	1 120	1 080
Toshiba	1 120	1 080

### PARIS :

#### Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel	4380	4300	Immo. Habitat	1080	1020
Alstom	180	180 80	Intant. Comput.	148 80	148 80
B.A.C.	23 70		IP.B.M.	63 10	63 80
Banque Paribas	680	700	Locom.	100	
BNP	480 50	485	Mars Com.	287 50	288 70
Carrefour	205	205	Mol.	160	
CAL-de-Fr. (C.C.I.)	740	740	Publ. Filippini	440	430
Colson	325	325	Rhone-Alp. (R.A.)	230	230
Elf	735	735	Serbis	250	255
E.E.G.P.	188 80	188 80	Select Invest (S.I.)	83 30	83 80
E.F.P.	287		Serbo	250	255
E.N.I.	1043	1040	Sopra	210	
Codeur	280		T.F.I.	822	818
Continental	1218	1218	Thomson H. (T.H.)	338	
Credac	127	127	Unilog	288 80	288
Dupont	288	287	Val et Cie	85	
Dumas	1130	1130	V. St-Laurent Groupe	827	812
Dumouchet Worms Co.	383				
Dunlop	1139	1140			
Devil	185	184			
Dilex	107	110			
Edisons Belford	195 80				
Europ. Propulsi.	170 10	170			
Finacor	108				
E.F.F. (group. Ind.)	85 80	83			
G.L.M.	378	380			
Genovaph	188	180			
Géral	772				
L.C.C.	163				
Immo.	83 10	83 10			

### LA BOURSE SUR MINTEL

#### 36-15 TAPEZ LE MONDE

### MATIF

Notional 10 % - Cotation en pourcentage du 7 août 1992.  
Nombre de contrats estimés : 178

COURS	Sept. 92	Déc. 92	Mars 93
Dernier	105,80	106,12	106,50
Précédent	105,80	106	106,42

Options sur notional

PRIX D'EXERCICE	Options d'achat	Options de vente		
	Sept. 92	Déc. 92	Sept. 92	Déc. 92
106	0,42	1,36	0,60	1,26

### CAC 40 A TERME (MATIF)

Volume : 8 069

COURS	Août 92	Septembre 92	Octobre 92
Dernier	1 786	1 896	1 823
Précédent	1 810	1 871,99	1 823

### CHANGES

#### Dollar : 4,97 F

Le dollar a débuté du terrain lundi 10 août par rapport à son cours de vendredi en Europe (4,9860 francs selon le cours indicatif de la Banque de France). Il se redressait en revanche par rapport au plus haut, où il s'établissait à 4,95 francs, ce qui avait provoqué une série d'interventions de la Réserve fédérale.

FRANCOFORT : 10 août 10 août  
Dollar (en DM) : 1,4673 1,4787  
Tokyo : 7 août 10 août  
Dollar (en yen) : 127,95 127,92

### MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (10 août) : 9,34 % - 9,78 %  
New-York (7 août) : 9,34 % - 9,78 %

### BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 31-12-91)

5 août	7 août
Valeurs françaises	183,70 181,70
Valeurs étrangères	92,18 91,98
(S&P, base 100 : 31-12-91)	
Indice général CAC	486,68 486,96
(S&P, base 1000 : 31-12-91)	
Indice CAC 40	1 793,84 1 777,31

NEW-YORK (indice Dow Jones)

6 août	7 août
Industriel	3 348,96 3 333,18
LONDRES (indice Financial Times)	
6 août	7 août
100 valeurs	2 377,68 2 388,18
30 valeurs	1 774,28 1 753,38
Mines d'or	86,68 86,70
Fonds d'Etat	88,18 88,28

FRANCOFORT

6 août	7 août
Dax	1 621,15 1 609,98

TOKYO

7 août	8 août
Nikkei Dow Jones	15 518,27 15 066,34
Indice général	1 181,23 1 148,56

### MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS COMPTANT	COURS TERME TROIS MOIS		
Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E.U.	4,9715 4,9725	5,0573 5,0628	
Yen (100)	3,7680 3,7725	3,8281 3,8339	
DM	2,0880 2,0925	2,1472 2,1539	
Deutsche Mark	3,3885 3,3938	3,4528 3,4595	
Franc suisse	3,7677 3,7721	3,7835 3,7898	
Lire italienne (1000)	4,4657 4,4716	4,4716 4,4776	
Livre sterling	9,5601 9,5658	9,5658 9,5714	
Peseta (100)	5,2385 5,2435	5,2435 5,2491	

### TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

UN MOIS	TROIS MOIS	SIX MOIS			
Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E.U.	3 1/4 3 3/8	3 1/4 3 3/8	3 3/4 3 7/8		
Yen (100)	3 15/16 4 1/16	3 15/16 4 1/16	3 3/4 3 7/8		
DM	10 11/16 10 13/16	10 11/16 10 13/16	10 13/16 10 13/16		
Deutsche Mark	9 17/16 9 17/16	9 17/16 9 17/16	9 3/4 9 7/8		
Franc suisse	8 1/8 8 1/4	8 1/4 8 3/8	8 5/16 8 7/16		
Lire italienne (1000)	14 5/16 14 9/16	14 1/4 14 1/2	14 1/4 14 1/2		
Livre sterling	10 1/8 10 1/8	10 1/8 10 1/4	10 1/4 10 3/8		
Peseta (100)	13 1/8 13 3/8	13 3/16 13 3/16	13 3/16 13 3/16		
Franc français	9 15/16 10 1/16	10 1/8 10 1/4	10 3/16 10 3/16		

### Vers l'harmonisation fiscale européenne

#### Un projet de loi modifiant les taux de TVA est présenté à Athènes

Le gouvernement grec a déposé vendredi 10 août au Parlement un projet de loi prévoyant l'augmentation, à 1<sup>er</sup> septembre, des taux de TVA et des taxes à la consommation sur une série de produits, dans le cadre de l'harmonisation fiscale au sein de la CEE. Jusqu'à présent, la Grèce disposait de trois taux de TVA : un taux ordinaire à 18 %, un taux minoré à 8 % et un taux de 10 % pour les produits de luxe. Le projet prévoit la disparition du taux de 36 %. En revanche, les carburants seront davantage taxés (leurs prix augmentent immédiatement d'environ 40 %), ainsi que les cigarettes, les boissons et les voitures.

D'autres part, les intérêts des comptes d'épargne des particuliers seront désormais imposés à 15 % au lieu de 10 %.

### Le Monde

## PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 46-62-72-67



## Cours relevés à 14 h 00

36-15

c : coupon détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu



سكز لمن لامل

18 Le Monde • Mardi 11 août 1992 •

## CARNET DU Monde

### Décès

— Simone Blais, son épouse, Maryvonne Blais, Marie-Cécile et Pierre Masure, Catherine et François, Jean-Paul et Marie-Claude Blais, Hélène et Julie, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

**ROGER BLAIS**, ancien conservateur des eaux et forêts, directeur honoraire de l'Institut national agronomique, ancien directeur de l'École supérieure du bois, membre émérite de l'Académie d'agriculture de France, président d'honneur de la Société de géographie, docteur honoris causa des universités de Louvain et de Laval (Québec), officier de la Légion d'honneur, commandeur du Mérite agricole, commandeur des Palmes académiques, survenu le 6 août 1992, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

Les obsèques ont eu lieu, dans l'intimité, en l'église de May-en-Multien (Seine-et-Marne) le 10 août 1992.

Une messe sera célébrée ultérieurement à son intention, en l'église Saint-Etienne-du-Mont, à Paris.

9, rue Pasteur, 92120 Montrouge.

(Né le 13 février 1905 au Mans, Roger Blais était ancien élève de l'Institut national agronomique et de l'École nationale des eaux et forêts. Au début de sa carrière, il occupa successivement des postes en Savoie, en Lorraine, puis à Paris. Conservateur des eaux et forêts en 1945, il sera directeur de l'École supérieure du bois de 1948 à 1967 puis directeur de l'Institut national agronomique (1967-1970). Il était membre émérite de l'Académie d'agriculture de France, président d'honneur de la Société de géographie et l'un des membres fondateurs de la Société archaïque française. Il était d'ailleurs l'auteur d'ouvrages de vulgarisation sur la forêt, la Champagne, et la flore française.)

— M<sup>me</sup> Jean Cassegrain, son épouse, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Jamy Sahel-Ettaba et leurs enfants, M. Guy Cassegrain, M. Marc Cassegrain, ses enfants et petits-enfants, M<sup>me</sup> Denise Cassegrain, sa sœur, ont la tristesse de faire part du décès de

**M. Jean CASSEGRAIN**, croix de guerre 1939-1940, chevalier du Mérite maritime,

survenu le 6 août 1992, en son domicile, 6, chemin de la Source, à Opio (Alpes-Maritimes).

Les obsèques religieuses ont eu lieu en l'église d'Opio (Alpes-Maritimes).

— Nicole et André Fontayne, Marie et François Bouchard, Sylvie et Michel Fontayne, ses enfants, Ses dix petits-enfants et leurs conjoints, Ses dix-neuf arrière-petits-enfants, ont la peine de vous apprendre le décès de

**docteur Pierre FONTAYNE**,

survenu à Paris, le 3 août 1992, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, le 7 août, à Paris.

« En la parole était la vie, et la vie était la lumière des hommes » Jean 1, 4.

14, avenue du Général-Leclerc, 17000 La Rochelle. 25, rue de l'Yvette, 75016 Paris. Mas de Pios, 48500 Vialas.

— Dieulefit, Grenoble, Paris et banlieue.

M. Pierre Griffoul, son époux, M. Jean Griffoul, son fils, Ses parents et amis, ont la douleur de faire part du décès de

**M<sup>me</sup> Simone Andrée Henriette GRIFFOUL**, née Cury,

survenue le 8 août 1992, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Les obsèques auront lieu le mardi 11 août, à 10 h 30, au cimetière de Dieulefit.

— Nous apprenons le décès de

**Georges LAMOUSSE**, ancien sénateur de la Haute-Vienne, survenue le 1<sup>er</sup> août 1992, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

(Né le 23 décembre 1908 à Droux (Haute-Vienne), dont il avait été élu pour la première fois député en 1955. Georges Lamousse avait occupé au cours de sa carrière plusieurs fonctions importantes, à Lyon et à Bordeaux, avant de devenir directeur régional de la radio-diffusion à Limoges et directeur de la Presse agricole de 1964 à 1966. Sénateur suppléant de 1965 à 1977, date à laquelle il n'a pu solliciter le renouvellement de son mandat, Georges Lamousse avait représenté le canton de Magnat-Laval au conseil général de la Haute-Vienne de 1955 à 1978.)

— M. et M<sup>me</sup> François Battisti et leurs enfants, Le docteur Claude Martin-Mondière et Anne-Sophie, ont la douleur de faire part de la mort accidentelle de

**M. André MONDIÈRE**, officier du Mérite civique,

survenu à Nice, le 4 août 1992, dans sa soixante-treizième année.

Une messe à son intention sera célébrée le mardi 11 août, à 11 h 15, en la chapelle du Saint-Sacrement, 20, rue Cortambert, Paris-16<sup>e</sup>.

— M<sup>me</sup> Pauline Perronnette, sa mère, Le docteur et M<sup>me</sup> Jean-Philippe Perronnette, Pascal, Olivier et Bruno, ses frères, belle-sœur et neveux, Le docteur et M<sup>me</sup> Léo Joinville, ses oncles et tante, Toute sa famille, Ses parents et amis, font part du décès de

**Nicole PERRONNETTE**,

survenue le 8 août 1992, à Paris.

Les obsèques religieuses auront lieu le mercredi 12 août, à 14 heures, en l'église Saint-Jean-Baptiste-de-La-Salle, 9, rue du Docteur-Roux, à Paris-1<sup>re</sup>, suivies de l'inhumation au cimetière du Père-Lachaise.

Cet avis tient lieu de faire-part.

9, rue de la Procession, 75015 Paris.

— Dans la montagne qu'elle aimait tant,

**Claude TRAYNARD**

est tombée le 5 août 1992.

De la part de Philippe Traynard, Ses filles, Christine, Dominique, Sybille, Ses petits-enfants, Cyril, Frédéric, Thomas, Sandrine, et leurs familles.

Une cérémonie rassemblera ultérieurement ceux qui l'ont aimée.

### Anniversaires

— Le 10 août 1991 a été rappelé à Dieu notre cher et regretté

**Aram DERAIS**.

Que tous ceux qui l'ont connu et aimé aient une pensée pieuse pour lui.

Que son âme repose en paix.

Sa femme Isabelle Et ses enfants.

— Pour le premier anniversaire du rappel à Dieu de

**Jacques PICTET**,

une pensée et une prière sont demandées à ceux qui sont restés fidèles à son souvenir.

— Il y a un an, le 10 août 1991,

**Christine PINEAU-DOMANGE**, « Cléret »,

était fauchée par la mort sur la route, à l'âge de quarante-trois ans.

Que ses amis aient une pensée pour elle.

— Il y a cinquante ans, le 11 août 1942, au Mont-Vaérien, quatre-vingt-douze résistants étaient fusillés.

Parmi eux,

**Charles SCHMIDT**, responsable FTPF (organisation spéciale).

N'oublions pas leur combat.

### Nominations

— M. Joël Kressmann a été nommé président du directoire de l'Européenne d'intermédiation financière et boursière, dont le président du conseil de surveillance est M. René Ehrmann.

M. Georges François continue d'assumer la responsabilité de la direction générale de cette société de Bourse.

### Communications diverses

— La société IDCA (Inter Départementale Chèque Assistance), dont le siège social est à Paris, rappelle qu'elle n'a aucun lien avec la société Chèques Assistance, dont le siège social est à Reims.

### CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-55-29-94 ou 40-55-29-95

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques ..... 98 F Abonnés et actionnaires ..... 85 F Communicant, divers ..... 100 F Thèmes étudiants ..... 65 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

## MUSIQUE

### CONCERTS

**ÉGLISE DE LA MADELEINE**. Sinfonietta de Paris : 21 h mar. Dominique Fend (direction). Mozart.

**ÉGLISE DES BILLETES** (42-46-06-37). Crème Concert Choir : 18 h sam.

**ÉGLISE SAINT-EUSTACHE**. Jean Guillou : 20 h 30 lun. Orgue, Bach, Vivaldi, Guilou. Dans le cadre du Festival estival de Paris.

**ÉGLISE SAINT-GERMAIN-DES-PRÈS**. Ensemble instrumental Parenthèse : 21 h mar. Corinne Martignoni (violin), Laurent Brack (direction). Vivaldi, Bach, Mozart.

**ÉGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE**. Le Concert classique : 18 h 30, 21 h mer, jeu, ven, lun, 21 h sam. Charles Linouze (flûte, direction). Vivaldi, Olivier de Morès : 21 h mar. Violoncelle, Bach.

**ÉGLISE SAINT-LOUIS-EN-L'ÎLE**. Ensemble instrumental Parenthèse : jusqu'au 21 août. 20 h 45 mer, jeu, Corinne Martignoni (violin), Laurent Brack (direction). Vivaldi, Bach, Arnold Belfanger, Jean-François Devillier : 20 h 45 ven, 17 h sam, dim. Trompette, orgue, Monteverdi, Bach, Coralli, Vivaldi, Isabelle Lequin : 20 h 45 mar. Alto, Bach.

**ÉGLISE SAINT-SÉVERIN**. Ensemble la Fenice : 20 h 30 jeu. David Thomas (basse), Monteverdi, Schütz, Rameau, Menuet. Dans le cadre du Festival estival de Paris.

**HOTEL DE SULLY**. Véronique Tardif : jusqu'au 23 août. 14 h sam, dim. Violon, Paganini, Bach, Kreisler, Wieniawski. Dans le cadre du Festival Monuments en musique.

**OPUS CAFÉ** (40-58-06-57). Jean-Marc Bonn : 22 h 30 lun. Piano, Chopin.

**PANTHEON**. 1. Dutoit, C. Delaunay : jusqu'au 23 août. 14 h mer, jeu, ven, sam, dim. Clarinette. Dans le cadre du Festival Monuments en musique.

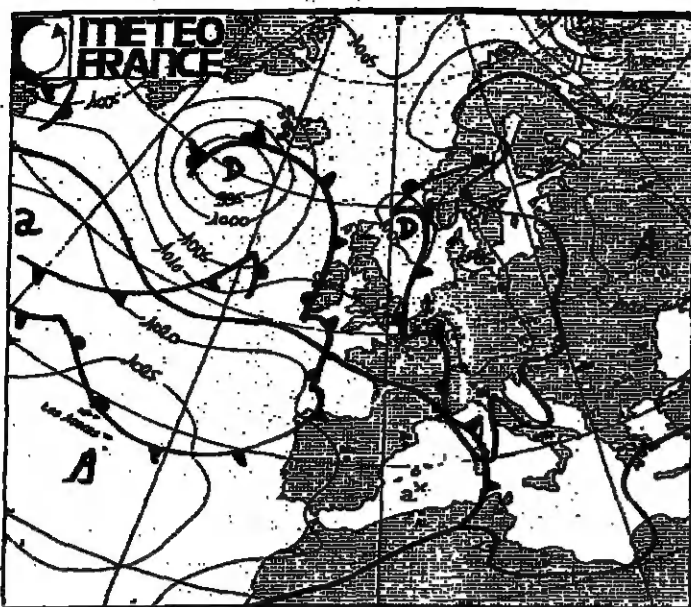
**SACRÉ-CŒUR DE MONTMARTRE**. Crème Concert Choir : 18 h sam.

**SAINT-CHAPELLE** (45-61-55-41). Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 21 août. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Musique espagnole du XIV<sup>e</sup> siècle. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 20 août. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Musique française du XVI<sup>e</sup> siècle. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 24 août. 18 h 45, 21 h mer. L'amour courtois au Moyen Age. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 25 août. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 26 août. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 27 août. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 28 août. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 29 août. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 30 août. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 31 août. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 2<sup>er</sup> septembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 3<sup>er</sup> septembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 4<sup>er</sup> septembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 5<sup>er</sup> septembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 6<sup>er</sup> septembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 7<sup>er</sup> septembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 8<sup>er</sup> septembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 9<sup>er</sup> septembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 10<sup>er</sup> septembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 11<sup>er</sup> septembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 12<sup>er</sup> septembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 13<sup>er</sup> septembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 14<sup>er</sup> septembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 15<sup>er</sup> septembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 16<sup>er</sup> septembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 17<sup>er</sup> septembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 18<sup>er</sup> septembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 19<sup>er</sup> septembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 20<sup>er</sup> septembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 21<sup>er</sup> septembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 22<sup>er</sup> septembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 23<sup>er</sup> septembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 24<sup>er</sup> septembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 25<sup>er</sup> septembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 26<sup>er</sup> septembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 27<sup>er</sup> septembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 28<sup>er</sup> septembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 29<sup>er</sup> septembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 30<sup>er</sup> septembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 2<sup>er</sup> octobre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 3<sup>er</sup> octobre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 4<sup>er</sup> octobre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 5<sup>er</sup> octobre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 6<sup>er</sup> octobre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 7<sup>er</sup> octobre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 8<sup>er</sup> octobre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 9<sup>er</sup> octobre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 10<sup>er</sup> octobre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 11<sup>er</sup> octobre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 12<sup>er</sup> octobre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 13<sup>er</sup> octobre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 14<sup>er</sup> octobre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 15<sup>er</sup> octobre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 16<sup>er</sup> octobre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 17<sup>er</sup> octobre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 18<sup>er</sup> octobre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 19<sup>er</sup> octobre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 20<sup>er</sup> octobre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 21<sup>er</sup> octobre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 22<sup>er</sup> octobre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 23<sup>er</sup> octobre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 24<sup>er</sup> octobre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 25<sup>er</sup> octobre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 26<sup>er</sup> octobre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 27<sup>er</sup> octobre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 28<sup>er</sup> octobre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 29<sup>er</sup> octobre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 30<sup>er</sup> octobre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 31<sup>er</sup> octobre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 1<sup>er</sup> novembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 2<sup>er</sup> novembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 3<sup>er</sup> novembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 4<sup>er</sup> novembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 5<sup>er</sup> novembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 6<sup>er</sup> novembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 7<sup>er</sup> novembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 8<sup>er</sup> novembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 9<sup>er</sup> novembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 10<sup>er</sup> novembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 11<sup>er</sup> novembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 12<sup>er</sup> novembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 13<sup>er</sup> novembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 14<sup>er</sup> novembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 15<sup>er</sup> novembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 16<sup>er</sup> novembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 17<sup>er</sup> novembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 18<sup>er</sup> novembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 19<sup>er</sup> novembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 20<sup>er</sup> novembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 21<sup>er</sup> novembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 22<sup>er</sup> novembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 23<sup>er</sup> novembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 24<sup>er</sup> novembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 25<sup>er</sup> novembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 26<sup>er</sup> novembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 27<sup>er</sup> novembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 28<sup>er</sup> novembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 29<sup>er</sup> novembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 30<sup>er</sup> novembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 2<sup>er</sup> décembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 3<sup>er</sup> décembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 4<sup>er</sup> décembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 5<sup>er</sup> décembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 6<sup>er</sup> décembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 7<sup>er</sup> décembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 8<sup>er</sup> décembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 9<sup>er</sup> décembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 10<sup>er</sup> décembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 11<sup>er</sup> décembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 12<sup>er</sup> décembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 13<sup>er</sup> décembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 14<sup>er</sup> décembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 15<sup>er</sup> décembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 16<sup>er</sup> décembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 17<sup>er</sup> décembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 18<sup>er</sup> décembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 19<sup>er</sup> décembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 20<sup>er</sup> décembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 21<sup>er</sup> décembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 22<sup>er</sup> décembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 23<sup>er</sup> décembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 24<sup>er</sup> décembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 25<sup>er</sup> décembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 26<sup>er</sup> décembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 27<sup>er</sup> décembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 28<sup>er</sup> décembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 29<sup>er</sup> décembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 30<sup>er</sup> décembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 31<sup>er</sup> décembre. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 2<sup>er</sup> janvier. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 3<sup>er</sup> janvier. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 4<sup>er</sup> janvier. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 5<sup>er</sup> janvier. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 6<sup>er</sup> janvier. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 7<sup>er</sup> janvier. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 8<sup>er</sup> janvier. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 9<sup>er</sup> janvier. 18 h 45, 21 h mer. Musique au temps des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 10<sup>er</sup>

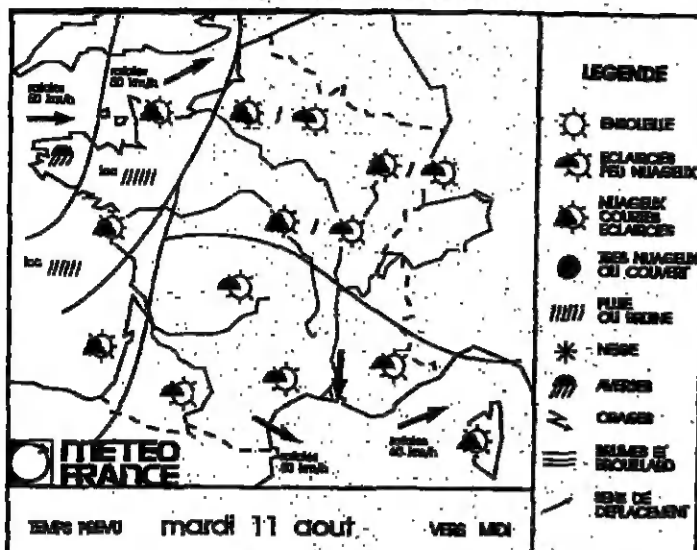


# MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 10 AOÛT 1992 À 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 11 AOÛT 1992



Mardi : nuages au nord, soleil au sud. - Le matin, le ciel sera couvert sur la Bretagne avec de faibles pluies. Du nord-est du pays aux Alpes, le ciel sera nuageux avec de timides éclaircies. Sur le reste du pays, les quelques brumes matinales au lever du jour se dissiperont rapidement pour laisser place au soleil. Météo et température souffriront à 50 kilomètres/heure en rafales.

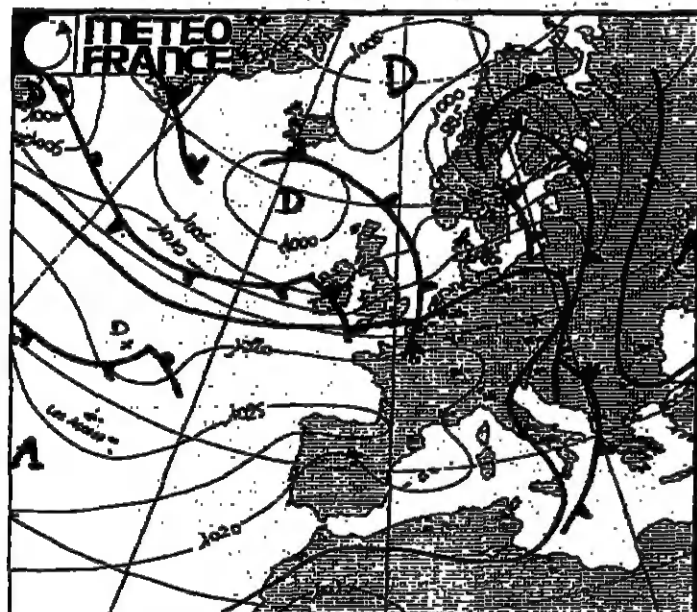
L'après-midi, les nuages et la pluie faible gagneront de la Normandie aux Pays de la Loire. Sur le Bretagne, les éclaircies reviennent, mais il y aura quelques averses. Le vent de sud-ouest soufflera à 50 kilomètres/heure par rafales en Manche.

Du Nord-Aquitaine au Poitou-Charentes, les nuages deviendront plus nombreux. À l'est d'une ligne Lyon-Pa-ri-s, les passages nuageux seront plus denses au fil des heures. Plus au sud, le soleil sera général.

Les températures minimales iront de 13 degrés à 15 degrés en général, jusqu'à 22 degrés au sud-est.

Les températures maximales avoisineront 25 degrés à 27 degrés au nord et 27 degrés à 31 degrés au sud.

PRÉVISIONS POUR LE 12 AOÛT 1992 À 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé

FRANCE	TOULOUSE	LUXEMBOURG	32	16	C
ALGER	21	14	D		
BARCELONE	21	14	D		
BORDAUX	21	14	D		
BREST	21	14	D		
CARL	21	14	D		
CHERBOURG	21	14	D		
CLERMONT-FR	21	14	D		
CLON	21	14	D		
COGNAC	21	14	D		
LILLE	21	14	D		
LYON	21	14	D		
MARSEILLE	21	14	D		
NANCY	21	14	D		
NANTES	21	14	D		
NICE	21	14	D		
PARIS-MONTY	21	14	D		
PERPIGNAN	21	14	D		
RENNES	21	14	D		
ST-ETIENNE	21	14	D		
STRASBOURG	21	14	D		

TUC : temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

# RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ▲ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

## Lundi 10 août

- TF 1**
- 20.40 **Téléfilm** : Warburg. De Moshe Mizrahi, avec Sam Waterston, Dominique Sanda.
  - 22.20 **Série** : Imogène. Imogène est de retour, de François Leterrier, avec Dominique Lavanant, Jean Benoit.
  - 23.40 **Magazine** : Minuit sport. Les grands moments des Jeux olympiques : Funke et la Fuite Venturi ; Beech-volley à Saint-Cast-Pomichet ; Longboard, épreuve du Championnat du monde à Biarritz.
  - 0.45 **Journal et Météo**.
  - 0.50 **Série** : Intrigues.
  - 1.20 **Faillite** : On ne vit qu'une fois.
  - 1.40 **Série** : Les Amours de la Belle Époque. Petite Madame (1<sup>er</sup> épisode).
- A 2**
- 20.40 **Série** : Soudain par amour. Francesca, de Giovanni Risi, avec Anis Jeannet, Sandrine Caron (2<sup>e</sup> partie).
  - 22.15 **Documentaire** : L'Amour en France. De Daniel Karim et Tony Laine. 6. On n'est pas des gonzesses (rediff.).
  - 23.20 **Journal et Météo**.
  - 23.35 **Magazine** : Les Arts au soleil.
  - 23.40 **Magazine** : L'Enfance du rock, un été 1992. L'année 1985.
  - 0.40 **Magazine** : Le Bar de la plage (rediff.).
- FR 3**
- 20.45 **Cinéma** : La Bourne. ■ Film français de Claude Pinoteau (1980). Avec Claude Brasseur, Brigitte Fossey, Sophie Marceau.
  - 22.35 **Journal et Météo**.

- 22.55** **Océaniques**. Magazine Les Arts. Baillie, de Philippe Plard ; Le Centre Georges-Pompidou : seize ans de succès, de Michel Le Bayon et Alain Jaubert ; La maison de Casque d'or, de Sophie Seignmann ; Le Temps de voir : le Pissarro de Picasso vu par Ernest Pignon-Ernest, de Pierre Coulibou.
- CANAL PLUS**
- 20.35 **Cinéma** : Premiers pas dans la Mafia. ■ Film américain d'Andrew Bergman (1989). Avec Marlon Brando, Matthew Broderick, Bruno Kirby.
  - 22.10 **Flash d'informations**.
  - 22.20 **Cinéma** : Arthur Rubinstein, l'amour de la vie. ■ Film français de François Reichenbach (1989).
  - 23.50 **Cinéma** : Dark Angel. □ Film américain de Craig R. Baxley (1990). Avec Dolph Lundgren, Barry Bostwick, Brian Benben (v.o.).
- M 6**
- 20.35 **Soirée spéciale** : Elvis Presley.
  - 20.38 **Météo des plages**.
  - 20.40 **Cinéma** : Le Rock du baïon. ■ Film américain de Richard Thorpe (1957). Avec Elvis Presley, Judy Tyler, Mickey Shaughnessy.
  - 22.25 **Magazine** : Culture rock. Spécial Elvis Presley.
  - 23.25 **Téléfilm** : Le Poids du destin. De Ralf Gregan, avec Uwe Friedrichsen, Eva Aestor.
  - 1.00 **Six minutes d'informations**.
  - 1.15 **Magazine** : Jazz 6. Présenté par Philippe Ador, Martial Solal et Jean-Louis Chautemps en duo.

- ARTE**
- 20.40 **Cinéma** : L'Invitation. ■■ Film suisse de Claude Goretta (1973). Avec Michel Robin, Jean-Luc Bideau, Jean Champion.
  - 22.20 **Téléfilm** : Adieu à un pseudo-paradis. De Tervik Baser, avec Zünel Olcay, Brigitte Jenner.
  - Une jeune Turque incarcérée en Allemagne.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.55 **Vent d'Est ?** 6<sup>e</sup> Rencontres d'écrivains francophones : d'où venons-nous ?
  - 21.55 **Poésie sur parole**. Serge Esenine (rediff.).
  - 22.40 **Musique** : Nocturnes. A travers chants, 1. L'altamance. Œuvres de Petras, Crisquillon, Penderecki, de Sernay, Chane.
  - 0.05 **Du jour au lendemain**.
  - 0.50 **Musique** : Coda. Le Théâtre du Soudan et ses cousins (1) (rediff.).
- FRANCE-MUSIQUE**
- 19.08 **Soirée concert**. La soirée d'Arlette Bataux. A 21.00, Concert donné le 17 octobre 1991 lors des Semaines musicales d'Asconal : Concerto pour alto et cordes en sol majeur, de Telemann ; Concerto brandebourgeois n° 5 en si bémol majeur BWV 1051, de Bach ; Monologue pour alto et cordes, de Schmitt ; Quatuor à cordes en la mineur op. 95, de Beethoven, par Les Solistes de Moscou, dir. Yuri Bashmet.
  - 0.05 **Bleu nuit**. Par Henri Renaud, Elie Fige-rald, Duke Ellington, John Lewis, Arta Shaw, Tommy Flanagan.

## Mardi 11 août

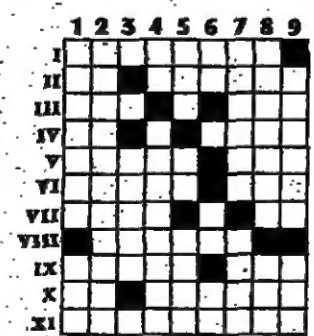
- TF 1**
- 14.25 **Faillite** : Côte Ouest.
  - 15.20 **Série** : Le Gang des tractions.
  - 16.45 **Club Dorothée vacances**.
  - 17.40 **Série** : Loin de ce monde.
  - 18.10 **Série** : Premiers baisers.
  - 18.40 **Jeu** : Une famille en or.
  - 19.05 **Faillite** : Santa Barbara.
  - 19.25 **Jeu** : La Roue de la fortune.
  - 19.55 **Divers** : Pas folles les bêtes.
  - 20.00 **Journal, Tiroc, Météo et Tapis vert**.
  - 20.45 **Cinéma** : Mesrine. ■ Film français d'André Génovès (1984).
  - 22.40 **Magazine** : De souvenirs en souvenirs. Invité : Sacha Distel.
  - 23.40 **Documentaire** : Embarquement porte n° 1. De Jean-Pierre Hulin. Liège.
  - 0.05 **Journal et Météo**.
  - 0.10 **Série** : Les Professionnels.
- A 2**
- 13.40 **Série** : Les Cinq Dernières Minutes.
  - 15.00 **Série** : Coup de foudre.
  - 15.25 **Tiroc**, en direct de Deauville.
  - 15.40 **Jeu** : Des chiffres et des lettres.
  - 16.05 **Série** : L'Équipe du Poney-Express.
  - 16.50 **Magazine** : Giga.
  - 18.25 **Série** : Magnun.
  - 19.50 **Journal des courses et Météo**.
  - 20.45 **Cinéma** : Et Dieu créa la femme. ■ Film français de Roger Vadim (1956).
  - 22.20 **Sport** : Athlétisme. Réunion de Monaco, première compétition après les Jeux olympiques de Barcelone.
  - 23.50 **Journal des courses**, Journal et Météo.
  - 0.05 **Magazine** : Les Arts au soleil.
- FR 3**
- 14.50 **Série** : Pas de répit sur planète Terre.
  - 15.40 **Série** : La Grande Vallée.
  - 16.30 **Variétés** : 40 à l'ombre.
  - En direct de Sainte-Maxime. Avec Enrico Macias.
  - 18.30 **Jeu** : Questions pour un champion.
  - 19.00 **Le 19-20 de l'information**. De 19.15 à 19.30, le journal de la région.
  - 20.05 **Dessin animé** : Tom and Jerry Kids.
  - 20.15 **Divers** : La Classe.
  - 20.45 **Série** : Le Retour d'Arène Lupin.

- 21.45** **Magazine** : Faut pas rêver. États-Unis : Chicano Car ; France : la femme plastique ; Yémen : les bâtisseurs de Sanaa.
- 22.35** **Journal et Météo**.
- 22.55** **Téléfilm** : Katie, portrait d'une créature de rêve.
- CANAL PLUS**
- 13.30 **Cinéma** : Élémentaire, mon cher... Lock Holmes. ■ Film américain de Thom Bernhard (1989).
  - 15.35 **Cinéma** : 200 000 dollars en cavale. ■■ Film américain de Roger Spottiswoode (1982).
  - 17.00 **Magazine** : L'œil du cyclone.
  - 17.35 **Série** : Du côté de chez Alf.
  - 18.00 **Canaille peluche**.
  - En clair jusqu'à 20.35
  - 18.30 **Dessin animé** : Beetle Juice.
  - 18.55 **Le Top**.
  - 19.30 **Flash d'informations**.
  - 19.35 **Dessin animé** : Les Simpson.
  - 20.00 **Les Nuls**, l'émission.
  - 20.35 **Cinéma** : Green Card. ■■ Film américain de Peter Weir (1990).
  - 22.15 **Flash d'informations**.
  - 22.25 **Cinéma** : Double jeu. ■■ Film américain de Sondra Locke (1989) (v.o.).
  - 0.10 **Cinéma** : Big Top Pee Wee. ■ Film américain de Randal Kleiser (1988) (v.o.).
- M 6**
- 13.55 **Série** : Les Années FM.
  - 17.15 **Musique** : Noubas. Best of.
  - 17.35 **Série** : Brigade de nuit.
  - 18.30 **Série** : L'Étalon noir.
  - 19.00 **Série** : La Petite Maison dans la prairie.
  - 19.54 **Six minutes d'informations**, Météo.
  - 20.00 **Série** : Madame est servie.
  - 20.35 **Magazine** : Eco 6.
  - 20.38 **Météo des plages**.
  - 22.40 **Téléfilm** : Adieu Alcatraz. De Paul Wendkos.
  - 23.40 **Cinéma** : La Grande Chevauchée de Robin des Bois. □ Film italien de Giorgio Ferroni (1970).
  - 0.15 **Documentaire** : Les Chemins de la guerre. Les États-Unis.

- ARTE**
- 17.00 **Documentaire** : Sing Loud, Play Strong (rediff.).
  - 17.55 **Documentaire** : Flamenco Road (rediff.).
  - 19.00 **Documentaire** : Famille-fatigue ou le Pouvoir de l'image.
  - 19.55 **Documentaire** : L'Allemagne des démunis. D'Otto Wilhelm et Hans-Jürgen Haug. Enquête dans deux villes d'Allemagne, l'une à l'Est, l'autre à l'Ouest.
  - 20.30 **8 1/2 Journal**.
  - 20.40 **Soirée thématique**. Les Bertini, chronique d'une famille de Hambourg.
  - 20.41 **Entretien avec Ralph Giordano**. L'auteur du roman Les Bertini s'entretient avec Anne Linsel.
  - 21.10 **Faillite** : Les Bertini. D'Egon Monk, avec Hannelore Hoger, Peter Fitz (1<sup>er</sup> épisode). En 1981, un transporteur sicilien s'installe à Hambourg.
  - 22.35 **Faillite** : Les Bertini (2<sup>e</sup> épisode). Après la grande guerre, la mort de la fascisme... et les débuts de la deuxième guerre mondiale.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.05 **Le Pays d'ici**, René Depierre, à Lézignan-Corbières (jusqu'à 14 août).
  - 20.55 **Vent d'Est ?** 6<sup>e</sup> Rencontres d'écrivains francophones : qui sommes-nous aujourd'hui ?
  - 21.55 **Poésie sur parole**. Vladimir Holan (rediff.).
  - 22.40 **Musique** : Nocturnes. A travers chants.
  - 0.05 **Du jour au lendemain**.
  - 0.50 **Musique** : Coda.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 19.08 **Soirée concert**. La soirée de Marc Tadier. Œuvres de Brahms, Forqueray, Couperin. A 21.00 (concert donné le 10 mars à Vienne) : Fantaisie pour piano Hob. XVIII/4, Trio pour violon, violoncelle et piano Hob. XV/31, Six Canzonettes anglaises pour baryton et piano Hob. XXVI a/25 à 30, Trio pour violon, violoncelle et piano Hob. XV/12, quatuor à cordes Hob. B/78, de Haydn, par Andras Schiff, piano, Yuzo Shikawa, violon, Boris Pergamenschikov, violoncelle, John Shirley Quirk, baryton et le Quatuor Takács, A 22.45, Œuvres de Dowland, Johnson, Schubert, Purcell.
  - 0.05 **Bleu nuit**.

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5842



HORIZONTALEMENT

1. Beaucoup de coude pour un seul bras. - 11. Un peu de grenat. Provoque un rétrécissement de l'orifice buccal. - 13. Bienheureux. Lire en partie. - 14. Réserve d'énergie (épée). Timbre rare. -

V. Vivent dans la poutrière. Sigle inversé. - VI. Ne s'arrête pas à Paris. Orientation. - VII. A la bouche mauvaise. Pronom. - VIII. Bâtiment pour officier. - IX. Localité proche de Paris. Grave quand il est haut. - X. Infime partie de la fortune de César. Elle est pleine de trous. - XI. Divisions arbitraires.

VERTICALEMENT

1. Agite les particuliers quand il est général. Façon de couper. - 2. Une qui sait à quoi s'en tenir sur le prix des choses d'ici-bas. - 3. A traiter avec précaution quand il est. - 4. Plieuse abréviation. Frappe d'autant plus qu'elle est lourde. - 5. Article. Réfléchi. Font partie d'une académie. - 6. Division topographique. Reliefs des côtes. En attente. - 7. Paut qualifier un dialecte. Titre étranger. - 8. Ne précèdent pas. Baisse difficilement pavillon. - 9. Décrite. A moitié solides.

Solution du problème n° 5841

Horizontalement

I. Décalitre. Fagot. - II. Otages. Opomène. - III. Neveu. Cuisinier. - IV. Obus. Orin. - V. Uldé. Aise. Essai. - VI. Apiculteur. St. - VII. Noël. Ur. Pitti. - VIII. Uranographe. Rd. - IX. CV. Iéna. Soi. Fer. - X. Ladré. Nain. Pô. - XI. In. At. Etrée. - XII. Engères. Soènes. - XIII. Nageoires. Atèle. - XIV. Tin. Laibers. Lx. - XV. Elite. Esche. Jeu.

Verticalement

1. Don Juan. Cliente. - 2. Eta. Epouvantail. - 3. Cavalier. Agri. - 4. Age. Eclairage. - 5. Léo. Né. Eole. - 6. Is. Ballon. Aria. - 7. Cult. Gantarie. - 8. Rousseur. Sets. - 9. Epi. Eurasie. Sic. - 10. Iso. Ponts. Eh l. - 11. Foire. Phil. Icare. - 12. Annistie. Préta. - 13. Gains. Fôgne. - 14. One. Asre. Sells. - 15. Termitère. Seau.

LOTTO		SAMEDI 8 AOÛT 1992	
1.000.000	6 9 23 34 47 49	37	
100.000	6 9 23 34 47 49	37	
10.000	6 9 23 34 47 49	37	
1.000	6 9 23 34 47 49	37	
100	6 9 23 34 47 49	37	
10	6 9 23 34 47 49	37	
1	6 9 23 34 47 49	37	

Le Monde  
SCIENCES  
ET MÉDECINE



En proie à de multiples difficultés

## Le gouvernement algérien interdit trois journaux

Pour la première fois depuis l'instauration de l'état d'urgence, en janvier, le pouvoir algérien a suspendu, samedi 8 août, deux quotidiens francophones, le *Matin* et la *Nation*, ainsi qu'un quotidien de langue arabe, *El Djazir El Youm* (l'Algérie d'aujourd'hui).

Plusieurs publications avaient fait l'objet, ces derniers mois, de multiples tracasseries administratives ou judiciaires. Mais, compte tenu des publications du Front islamique du salut (FIS), interdites dès la mise hors la loi du parti islamiste, en mars dernier, c'est la première fois que le pouvoir prend une mesure de suspension qui a toutes les apparences d'une interdiction définitive.

La décision gouvernementale a été annoncée samedi, peu avant minuit, par un communiqué du gouvernement demandant au procureur général près la cour d'Alger « de prendre toutes mesures conservatoires à l'effet d'ordonner la suspension de la parution des quotidiens » concernés. Quelques heures auparavant, le Haut Comité d'Etat, à l'issue de sa réunion hebdomadaire avec le gouvernement, avait annoncé la prochaine promulgation de « dispositions législatives appropriées, notamment dans les secteurs de la justice, de l'information et de la sécurité publique » en vue de réaffirmer l'autorité de l'Etat. Saisis aussitôt à l'imprimerie, le *Matin* et la *Nation* n'ont pas été mis en vente dimanche. Quant à *El Djazir El Youm*, n'a pu être confectionné. Ce même jour, la police a pénétré dans les locaux des journaux et en a expulsé leurs occupants.

Le *Matin* était un journal indépendant d'une scission à l'inté-

rieur de la rédaction d'*Alger Républicain*, quotidien du Parti de l'avant-garde socialiste (PAGS, communiste). Tirant à quelque 80 000 exemplaires, vivement opposé aux thèses islamistes, et souvent fort critique à l'égard du pouvoir, le *Matin* était l'un des plus importants quotidiens du pays. Son directeur, M. Mohamed Benichou, avait récemment fait l'objet d'une mise en garde à vue de quarante-huit heures suivie d'une inculpation pour « diffusion d'informations erronées » après avoir rapporté l'arrestation - démentie - d'un chef « militaire » islamiste (le *Monde* du 4 août).

Le pouvoir lui reproche, cette fois, la publication d'un article affirmant que l'Italie, rendue sceptique par le discours économique du premier ministre, M. Bettino Craxi, avait suspendu ses crédits à l'Algérie. L'ambassade d'Italie à Alger a aussitôt démenti l'information, tandis que le gouvernement algérien faisait savoir que le *Matin*, « en publiant une telle information et en la rattachant de façon injustifiée à des déclarations du chef du gouvernement » (avait) porté atteinte aux intérêts supérieurs du pays.

### Une publication proche de M. Hamrouche

Accessoirement, il est également reproché au *Matin* d'avoir révélé les adresses du ministre de la sécurité et du chef de la gendarmerie en laissant entendre qu'ils étaient les cibles d'un terroriste récemment tué par les forces de l'ordre à Hydra, quartier résidentiel de la capitale. « En donnant une indication aussi précise de leurs adresses, le *Matin* a été rendu coupable d'une atteinte à leur sécurité », estime le gouvernement sans, apparemment, se rendre compte que cette mise au

point confirme le lieu de résidence des personnalités menacées.

La *Nation*, qui affichait un tirage de 12 000 exemplaires, était, lui, un quotidien proche de M. Mouloud Hamrouche, ancien premier ministre, dont il partageait l'opposition résolue au gouvernement en place. Le journal a annoncé - à tort - que le chef spirituel des Touaregs algériens, M. Hadj Moussa Akhmed, membre du Conseil consultatif national (CCN), était sur le point d'être arrêté pour ses liens présumés avec un trafiquant du Sahara. Alors que le sud du pays est fortement troublé par l'action de bandes armées venues, d'après les autorités, du Mali et du Niger voisins, le gouvernement a vu dans cet écho une « véritable manœuvre de déstabilisation ».

Quant à *El Djazir El Youm*, il paie ses inclinations jamais démenties à l'égard des courants islamistes, ce qui l'amène, selon le communiqué du gouvernement, à publier « des informations sans fondements et malveillantes (...) qui n'ont pour objectif que de semer délibérément le doute et la confusion dans l'opinion publique, de porter atteinte à l'unité nationale ». Bref, en s'acharnant à « jeter le discrédit » et à « nuire aux intérêts supérieurs de la nation », le quotidien s'est progressivement transformé en porte-parole de la subversion et de l'incitation, directe ou indirecte, à la haine et à la violence.

Lundi, les journalistes des journaux suspendus devaient, accompagnés de leurs confrères, se porter en délégation auprès des autorités. Selon d'insistantes rumeurs, amplifiées par l'émotion des dernières mesures, quatre ou cinq autres journaux pourraient être suspendus prochainement. En tout état de cause, ces interdictions témoignent, au mieux, d'une sensible perte de sang-froid de la part d'un gouvernement qui n'a même pas un mois d'âge. Même si la situation est difficile, on voit en effet mal comment l'interdiction de journaux pourrait davantage contribuer à la rétablir qu'à la délaber un peu plus.

GEORGES MARION

Touchant particulièrement le Sud-Ouest

## De violents orages ont fait trois morts et de nombreux dégâts

Une série de violents orages ont éclaté sur différentes régions françaises au cours du week-end des 8 et 9 août. On déplorait trois morts et quelques blessés légers. En outre, les dégâts matériels sont importants.

Les orages ont particulièrement frappé les départements du Sud-Ouest. Sur le lac d'Hourtaut (Gironde), un homme d'une trentaine d'années est porté disparu : le bateau sur lequel il participait à une régate a chaviré. Un peu partout, des toitures se sont envolées et des arbres ont été arrachés par le vent, tombant sur des tentes et des caravanes ou obstruant les routes. Par miracle, personne n'a été tué. On ne déplorait que quelques blessés légers.

### Grêle dans le Médoc

La foudre a tué un jeune touriste de Roubaix qui avait eu l'imprudence de tenir un piquet métallique de sa grande tente à Anglet-sur-Mer (Pyrénées-Orientales) pendant que les trois amis avec lesquels il partageait la tente essayaient de vider une

poche d'eau qui s'était formée sur la toile. La foudre a aussi tué un campour au Touquet-Paris-Plage (Pas-de-Calais) et a blessé légèrement quelques personnes, dont une qui téléphonait, en Charente-Maritime.

Dans tout le Sud-Ouest, de violentes chutes de grêle ont haché menus des vignobles. L'une des régions viticoles les plus touchées est le Médoc, où les récoltes de plusieurs grands crus - le margaux, notamment - ont particulièrement souffert, sans qu'il soit encore possible d'évaluer les dégâts avec précision. Les grêlons, parfois gros comme des balles de ping-pong ou même des œufs, ont aussi causé beaucoup de dégâts, de vérandas, de toitures et de pare-brise.

Les pluies diluviennes (60 millimètres d'eau en quelques dizaines de minutes dans la région de Bayonne, en Gironde) ont provoqué des inondations. Dans les Pyrénées-Atlantiques, l'Yonne, l'Hérault, le Lot, le Maine-et-Loire, la Sarthe, l'Orne

notamment, les orages ont également provoqué des dégâts.

Un peu partout, les pompiers ont dû dégrader les routes, remplacer par des bâches les toitures envolées, vider des caves ou des rez-de-chaussées, etc. Dans nombre de communes enfin, les municipalités ont dû fournir des abris provisoires aux campeurs sinistrés ou annuler des manifestations sportives et des spectacles.

### EN BREF

Deux morts dans l'incendie d'un immeuble à Paris. - Un incendie, sans doute d'origine criminelle, a éclaté vers 3 heures, dimanche 9 août, dans un immeuble vétuste du 86, rue du Faubourg-du-Temple à Paris (11). Il a fait deux morts et quatre blessés graves. Les flammes ont provoqué l'effondrement de la cage d'escalier en bois, puis celui du bâtiment lui-même. Les sapeurs-pompiers ont mobilisé près de 90 hommes, qui ont retrouvé vers 11 heures le corps calciné de l'un des occupants. La plupart des victimes ont été intoxiquées ou brûlées. L'une d'elles est décédée lundi. Un différend entre des occupants de cet ancien hôtel, abritant des travailleurs immigrés qui devaient être prochainement expulsés, pourrait être à l'origine de ce sinistre volontaire. - (AFP)

Manifestations paysannes : l'Etat condamné à payer les dégâts. - Le tribunal administratif de Limoges vient de condamner l'Etat à rembourser les pertes subies par un transporteur irlandais lors d'une manifestation paysanne. Le 24 août 1990, en pleine « guerre du mouton », un commando de trois cents éleveurs corréziens avait intercepté un camion transportant 995 agneaux irlandais. Le véhicule avait été détourné sur Tulle et les agneaux lâchés devant la préfecture. Les agneaux avaient été saisis d'un produit toxique qui les rendait imprégnés à la consommation. L'Etat, a rappelé le tribunal, « est civilement responsable des dégâts et dommages » qui peuvent résulter d'actions commises « à force ouverte ou par violence, par des groupements ou rassemblements armés ou non armés, soit contre des personnes, soit contre des biens ». L'Etat aura donc à rembourser le préjudice subi de 348 000 francs, plus les intérêts, plus 10 000 francs de dépenses occasionnées par le procès. - (Corresp.)

## SOMMAIRE

### LES FINS D'EMPIRES

19. - La tête sans corps de Tupac Amaru..... 2

### ÉTRANGER

La situation en Bosnie-Herzégovine 3

Mexique : la parti au pouvoir affirme avoir remporté les élections dans cinq Etats..... 4

Israël : la loi interdisant tout contact avec l'OLP va être révisée..... 5

Irak : la mort du chef spirituel des chiites..... 5

### POLITIQUE

La préparation du référendum du 20 septembre..... 6

Les relations entre la gauche et les écologistes..... 6

Point de vue : « Maledoy pour les élus du peuple », par Patrick Devedjian..... 6

### JEUX OLYMPIQUES

La cérémonie de clôture : enfer et rumba : l'Espagne moissonne vingt-deux médailles dont trois en or ; un entretien avec le maire de Barcelone, M. José Mariagall : Athlétisme : le record du monde pour les relais américains : portrait d'un coureur de fond : Dieter Baumann, le philosophe : les médailles performances des athlètes français..... 7 à 10

### CULTURE

Paris Quartier d'été : un contrat bien rempli..... 11

Jazz : la finale du Sud-Ouest .... 11

### ÉCONOMIE

La Bourse de Tokyo atteint son plus bas niveau depuis six ans, Siemens acquiert les activités d'éclairage nord-américaines de GE..... 12

Le Maroc à portée de l'Europe : Après dix années de politique d'ajustement structurel, l'économie marocaine se porte mieux..... 13

### L'ÉCONOMIE

L'internationalisation forcée des banques allemandes : l'investissement des entreprises et rentabilité : Taiwan-Chine : rapprochement tactique : Opinion : « Assurer les risques politiques dans le tiers-monde »..... 14 et 15

### Services

Abonnements..... 6

Annunces classées..... 16

Carnet..... 18

Loto..... 19

Marchés financiers..... 16 et 17

Météorologie..... 19

Mots croisés..... 19

Radio-télévision..... 19

Spectacles..... 18

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 9-10 août 1992 a été tiré à 490 771 exemplaires.

### Demain dans « le Monde »

#### « Sciences/Médecine » : L'océan vu du ciel

Couplé à une campagne océanographique sans précédent, la satellite franco-américain Topex-Poseidon permettra peut-être de percer les secrets du climat.

#### Chronologie

Les événements du mois de juillet en France et dans le monde.

#### Atlanta, terre promise

La crise économique a fini par atteindre la prospère Atlanta. Les émeutes de mai dernier ont ébranlé bien des certitudes dans la ville qui doit accueillir les Jeux olympiques de 1996.

## BENNETON

Graveur-Héraldiste  
Papier-à-lettre - Cartes de visite - Faire-part de mariage  
Chevalières gravées  
75, bd Malesherbes - Paris 8 - tél. : (1) 42 87.57.39

Les trois Européens de l'espace sont revenus sur terre

## Succès pour la station Mir et semi-échec pour la navette Atlantis

Détaché quelques heures plus tôt de la station russe Mir, le vaisseau Soyouz TM-14 a atterri, lundi 10 août à 3 h 05 (heures de Paris), dans les steppes du Kazakhstan, ramenant sur terre l'astronaute français Michel Tognini et ses deux collègues russes Alexandre Viktorenko et Alexandre Kaléri. Deux jours auparavant, samedi 8 août à 15 h 11 (heures de Paris), la navette américaine Atlantis avait touché la piste du centre spatial Kennedy à Cap Canaveral (Floride) avec, à bord, sept membres d'équipage, dont le Suisse Claude Nicollier, de l'Agence spatiale européenne (ESA) et l'italien Franco Malerba. Si la mission franco-russe Antares a été un succès total, le séjour des deux Européens sur Atlantis a été marqué par de nombreuses difficultés techniques.

« Dans l'espace, c'est le calme complet, mais le décollage et surtout l'atterrissage sont très vifs », a déclaré Michel Tognini, souriant, mais visiblement impressionné par le déroulement de son retour sur terre, en compagnie des Russes Alexandre Viktorenko et Alexandre Kaléri. Ces deux derniers, qui séjournaient en orbite depuis le 19 mars, ont été remplacés sur Mir par Anatoly Soloviev et Sergueï Avdeïev, partis le 29 juillet en compagnie de l'astronaute français.

Avant même le retour des cosmonautes, les responsables ne cachaient pas leur satisfaction. « Certes, il faut attendre la récupération des enregistrements faits dans l'espace et l'analyse des résultats obtenus, avant d'en tirer des conclusions. Mais dès à présent, tous les scientifiques présents ici sont très satisfaits, à la fois du fon-

ctionnement des appareils et du comportement des cosmonautes », soulignait, dimanche 8 août, Claude André-Deshays, responsable scientifique de la mission, qui se trouvait au Centre de contrôle des vols (TSOUF) de Kaliningrad, près de Moscou.

### Dix expériences biologiques et technologiques

Pendant les douze jours de son séjour à bord de Mir, Michel Tognini a mené, avec ses quatre compagnons russes, dix expériences biomédicales et technologiques mises au point par les chercheurs de plusieurs grands organismes français de recherche (le Monde du 30 juillet). Trois d'entre elles portaient sur l'adaptation de l'organisme humain à l'espace : Orthostatisme (étude du système cardiovasculaire), Vimal et Illusions (système neurosensoriel) et Immunologie (système immunitaire). Deux, Biologie et Nausica, étaient consacrées à l'étude des effets du rayonnement cosmique sur le matériel génétique et aux problèmes de radioprotection.

D'autres expériences étudiaient le comportement hydrodynamique et thermique des fluides en microgravité (expérience Alice), l'influence des flux d'ions lors d'origine cosmique sur les composants électroniques (Exen), ou visaient à établir une cartographie de la microgravité dans le complexe spatial (microaccéléromètre), afin de localiser les meilleurs emplacements pour les équipements scientifiques.

Seule ombre au tableau, une expérience, qui devait permettre d'obtenir des cristaux supraconducteurs de grande taille, n'a pu être réalisée, des problèmes d'orientation de la station et de positionnement des panneaux solaires ne permettant pas de lui fournir une alimentation électrique suffisante. « Mais ce n'est que partie remise. Les deux cosmonautes restés dans la station s'en chargeront et rapporteront les résultats lors de

leur retour en janvier prochain », a expliqué Alain Labarthe, chef de projet Antares au CNES. De toute manière, le retour de Michel ne signifie pas que la mission est terminée. L'expérience Alice se poursuivra jusqu'au 28 août. Nausica et Exen dureront encore un peu.

A Cap Canaveral, en revanche, l'ambiance était plus morose, samedi 8 août, après l'atterrissage d'Atlantis. La 49<sup>e</sup> mission d'une navette américaine fut, en effet, marquée par une série de difficultés. Si l'Agence spatiale européenne peut se féliciter d'avoir placé en orbite, malgré quelques défaillements, la plate-forme Eureka qu'une autre navette devrait récupérer en avril 1993 (le Monde du 4 et du 8 août), la NASA n'a pas réussi à lancer le « satellite à fil » italien (le Monde du 7 août).

### Commission d'enquête

« Je ne veux pas vous cacher la vérité. Nous n'avons pas réalisé l'objectif principal du vol », a reconnu Nobie Stone, directeur scientifique pour cette mission à la NASA. Un groupe d'enquête a été chargé de déterminer les causes de cet échec. Le centre spatial de Houston (Alabama) a ordonné la saisie de certains documents pour comprendre comment le mécanisme compliqué de déroulement et d'enroulement du câble, construit par la firme Martin Marietta, a pu enregistrer trois panaches qui restent inexplicables.

Alors que le CNES a signé un contrat pour quatre nouveaux vols franco-soviétiques d'ici l'an 2000 (le Monde du 30 juillet), la navette Atlantis devrait s'arrêter à la station russe Mir lors d'un vol prévu pour 1994. En octobre prochain, elle sera envoyée à l'usine Rockwell de Palmdale (Californie) où un collier d'atterrissage spécial lui sera adapté. (AFP)

J.-P. D.

## LE DÉGRIFFÉ : L'ART ET LA MANIÈRE D'AVOIR DU BEAU MOINS CHER

Superbes imprimés grande largeur (2,80 m) 100 % coton à partir de 60 F le m. lin. : prix dégriffés Artex. Une moquette velours uni en 4 et 5 m de large, 100 % polyamide, classé CSTB à 39,50 F le mètre carré : prix dégriffés Artex. Un parquet chêne massif 10 mm à 79,50 F le mètre carré : prix dégriffés Artex. Artex, depuis 40 ans le spécialiste en revêtements sol et murs à prix dégriffés (achat lots d'usine). Artex, 5 dépôts en région parisienne, 4, bit de la Bastille, Paris-12<sup>e</sup>. Tél. 43-40-72-72.

## C.F.P.A.

Préparation intensive  
4 semaines  
du 24 août au 18 septembre  
Quelques places encore disponibles.  
**CEPES**  
57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly  
Tél. : 47-46-09-19 ou 47-22-84-84.

## Le Monde ÉDITIONS

## LES TOURNANTS DE LA GLOIRE

Vingt-trois vraies fausses nouvelles sportives  
Alain Griado

EN VENTE EN LIBRAIRIE